

Université du Québec en Outaouais

Rapport de performance dans le cadre des exigences de
la
Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire

Septembre 2004



Université du Québec en Outaouais

Rapport de performance dans le cadre des exigences de
la
Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire

Septembre 2004

Table des matières

1. Introduction.....	1
2. La réussite dans les programmes de grade et la durée des études.....	1
3. La réussite au premier cycle et la durée des études.....	3
4. La réussite aux études supérieures et la durée des études.....	6
5. Les mesures d'encadrement.....	9
6. Les perspectives de développement.....	9

Annexe.

1. Introduction

Le rapport qui suit sert à répondre à quelques-unes des exigences indiquées dans la Loi 395, la *Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire*. Plus spécifiquement, ce sont les exigences énumérées dans l'article 4.6 où on précise que :

« Le rapport sur la performance indique notamment :

- 1. le taux de réussite, par secteur disciplinaire, pour chaque grade universitaire;*
- 2. la durée moyenne des études par secteur disciplinaire, pour l'obtention d'un grade universitaire;*
- 3. les mesures prises pour l'encadrement des étudiants;*
- 4. les programmes d'activité de recherche. »*

Les renseignements qui suivent ont été colligés et produits par l'Université du Québec en Outaouais.

Pour ce qui touche les activités de recherche, tel que convenu, les renseignements seront fournis par le ministère de l'Éducation.

2. La réussite dans les programmes de grade et la durée des études

Comme on le rappelle depuis plusieurs années, le Conseil supérieur de l'éducation a souligné, dans son avis *« Réussir un projet d'études universitaires : des conditions à réunir »*, l'importance du diplôme comme mesure de la réussite des projets d'études.

Et, comme on le rappelait déjà, il en aussi évoqué ses limites :

« Le Conseil note des demandes sociales plus pressantes à l'égard des diplômés des étudiantes et des étudiants et les considère légitimes.

De ce fait, il reconnaît la responsabilité institutionnelle face à l'amélioration la diplomation de même que celle, toute personnelle, des étudiantes et des étudiants, par leur engagement envers leur projet de formation. Cependant, il importe d'attirer l'attention sur le fait que la réussite des étudiantes et des étudiants ne peut s'exprimer uniquement par le diplôme. Chaque étape de la trajectoire universitaire compte

dans la progression vers la réussite. Le diplôme n'est donc qu'une étape dans une démarche personnelle vers la réussite. Certes, en tant qu'indicateur, la diplomation sert de point de repère pour évaluer les progrès effectués en matière de scolarisation à moyen et à long termes. Néanmoins, elle tend à gommer des réalités fort complexes qui constituent des défis de taille, autant pour les étudiants et étudiantes eux-mêmes que pour les universités.¹ »

Sans reprendre ici les détails de l'analyse du Conseil de ces « réalités fort complexes », il devrait suffire de rappeler une phrase du rapport : *« En outre, on a clairement noté que le cheminement traditionnel constitue la voie la plus sûre pour conduire à la réussite mais la moins fréquentée par l'actuelle génération d'étudiantes et d'étudiants. »*

En cela encore, le Conseil rejoint les conclusions d'une étude récente du Department of Education du gouvernement fédéral américain où on observe comment : *« The increasing complexity of attendance patterns is one of the most significant developments in higher education of our time, one that poses grave challenges to system-wide planning, quality assurance and student advisement.² »*

Dans les deux cas, celui du Conseil et celui du Department of Education, les auteurs rappellent comment le modèle de l'étudiant traditionnel qui sous-tend la réussite et la durée des études comme indicateurs de la réussite ne suffisent pas pour appréhender la très grande diversité des cheminements et des comportements. Ils sont des composantes importantes sans être suffisantes.

Ces réserves établies, il n'en reste pas moins que, malgré ses limites, la réussite reste un indicateur central de l'engagement d'une communauté universitaire envers ses étudiants. Plus même, elle est un reflet d'un milieu, d'une université, de qualité. Vincent Tinto, un incontournable en matière de réussite universitaire, en disait autant dans une conférence à l'UQÀM il y a quelques années : *« Le taux de persévérance élevé d'une institution révèle ni plus, ni moins, un milieu de qualité. »*

¹ _____, 2000, Réussir un projet d'études universitaires : des conditions à réunir. Québec, Conseil supérieur de l'éducation, p. 24

² Adelman, Clifford, 1999, Answers in the Tool Box : Academic Intensity, Attendance Patterns, and Bachelor's Degree Attainment, Washington D.C., U.S. Department of Education p.38

3. La réussite au premier cycle et la durée des études

Un premier indicateur de la réussite telle que mesurée par les taux de réussite et la durée des études est fourni à travers les données du premier tableau qui suit (Tableau 1a).

On y trouve ainsi, pour la cohorte des nouveaux étudiants³ de baccalauréat des années 1993-1994 à 2000-2001, les taux de réussite dans le programme initial selon le régime d'études au premier trimestre. On y retrouve aussi la durée des études mesurée en trimestres pour ces étudiants qui ont obtenu le diplôme, les proportions des étudiants réputés encore actifs en juin 2004 et celle des étudiants qui ont quitté l'université alors qu'ils étaient dans le programme original. Comme indiqué dans une note du tableau, le « programme » peut englober des formules multiples de cheminement : cheminement régulier, coopératif, international...

Dans une deuxième section, sont affichées les quatre même indicateurs cumulés pour tenir compte des changements de programmes du même grade. Ainsi, pour illustrer, si on avait pu observer comment 61,8% des nouvelles personnes à temps complet de l'année 1993-1994 ont obtenu le diplôme dans le programme original, on en compte 65,9% qui ont obtenu le diplôme dans ces programmes initiaux ou dans d'autres programmes, ici dans d'autres baccalauréats. Et pour continuer l'illustration, 36,7% des mêmes personnes ont quitté l'université à partir des programmes initiaux et 28,0% l'ont fait à partir des ces programmes ou à partir d'autres programmes de baccalauréat où elles s'étaient réorientées.

Enfin des personnes se sont réorientées vers d'autres formules de programmes avant d'avoir obtenu le diplôme dans le grade, le plus souvent des certificats. Dans les tableaux, les proportions de ces personnes sont affichées en dernière colonne.

Un deuxième tableau est offert (Tableau 1b).

Comme dans le cas précédent, on y trouve toutes les nouvelles inscriptions faites par des nouvelles personnes dans un baccalauréat des années 1993-1994 à 2000-2001 et on y affiche les mêmes types d'indicateurs de la réussite scolaire. Toutefois, on y a réuni les étudiants selon les secteurs d'appartenance des programmes, les secteurs étant ceux utilisés dans des rapports statistiques du Ministère.

³ Il s'agit ici des « Nouvelles personnes », soient les nouveaux étudiants qui en étaient à un premier programme à un ordre d'études, les passages préalables comme auditeurs, comme étudiants libres ou comme étudiants en commandite étant ignorés.

Tableau Ia

La réussite des nouvelles personnes dans les programmes de grade – une perspective chronologique

Trimestres : Tous

Regroupements : Premier cycle Grade : Baccalauréat

Régime au 1er trimestre	Années	N	– Dans le programme* –				– Dans un programme du grade** –				– UQO – Passés dans d'autres catégories de programmes
			Diplo %	Durée M	Actifs %	Départs %	Diplo %	Durée M	Actifs %	Départs %	
Temps complet	1993/1994	618	61,5%	9,7	0,6%	26,7%	65,9%	9,9	1,1%	26,0%	5,0%
Temps complet	1994/1995	635	60,5%	9,3	0,2%	19,7%	74,6%	9,6	0,3%	20,9%	4,1%
Temps complet	1995/1996	614	68,9%	10,1	0,7%	19,1%	73,0%	10,4	1,0%	21,5%	4,6%
Temps complet	1996/1997	590	66,8%	9,8	0,7%	21,5%	71,0%	10,1	1,2%	23,7%	4,1%
Temps complet	1997/1998	544	68,6%	10,3	0,7%	18,6%	72,2%	10,5	1,0%	19,9%	6,4%
Temps complet	1998/1999	543	62,5%	10,0	2,7%	24,3%	66,6%	10,1	3,9%	25,9%	3,6%
Temps complet	1999/2000	579	62,3%	9,9	3,1%	22,6%	66,3%	10,0	5,5%	23,5%	4,7%
Temps complet	2000/2001	631	61,0%	9,4	9,5%	18,7%	63,1%	9,4	12,0%	19,3%	4,8%
Temps partiel	1993/1994	140	21,6%	14,5	2,1%	58,6%	23,6%	14,5	2,9%	60,0%	13,6%
Temps partiel	1994/1995	126	32,5%	14,4	0,8%	46,8%	36,5%	14,7	1,6%	50,8%	11,1%
Temps partiel	1995/1996	91	35,2%	12,7	4,4%	46,2%	36,3%	12,7	3,3%	46,2%	12,1%
Temps partiel	1996/1997	100	31,0%	13,1	3,0%	41,0%	35,0%	13,1	4,0%	43,0%	18,0%
Temps partiel	1997/1998	98	34,7%	12,1	4,1%	46,9%	35,7%	12,2	5,1%	46,9%	11,2%
Temps partiel	1998/1999	95	20,0%	12,6	9,5%	53,7%	23,2%	12,9	6,5%	54,7%	12,6%
Temps partiel	1999/2000	97	24,7%	9,5	14,4%	39,2%	25,8%	9,7	19,0%	40,2%	14,4%
Temps partiel	2000/2001	119	17,6%	9,0	20,2%	42,0%	18,5%	9,0	21,8%	42,9%	16,8%
TC et TP	1993/1994	758	54,7%	10,1	0,9%	32,6%	58,0%	10,3	1,3%	33,9%	6,6%
TC et TP	1994/1995	761	53,6%	9,8	0,3%	24,2%	68,3%	10,0	0,3%	25,9%	5,3%
TC et TP	1995/1996	705	64,5%	10,3	1,1%	22,6%	68,2%	10,5	1,0%	24,7%	5,5%
TC et TP	1996/1997	690	61,6%	10,2	1,0%	24,1%	65,8%	10,4	1,0%	26,3%	6,1%
TC et TP	1997/1998	662	61,6%	10,5	1,2%	22,8%	66,8%	10,6	2,3%	23,9%	7,1%
TC et TP	1998/1999	658	56,4%	10,1	3,6%	28,6%	60,3%	10,3	4,7%	30,1%	4,9%
TC et TP	1999/2000	676	57,0%	9,9	4,7%	25,0%	60,5%	10,0	7,3%	25,9%	6,1%
TC et TP	2000/2001	750	54,3%	9,4	11,2%	22,4%	56,0%	9,4	14,3%	23,1%	6,7%

Notes : Les nouvelles personnes sont ces étudiants qui en sont à un premier programme à un ordre d'études

Dans le programme* : on y trouve les cheminement alternatifs (Cheminement coop, internationaux, etc.) ou Maîtrises avec ou sans mémoire au deuxième cycle

Dans un programme du grade** : Dans le programme ou dans un autre programme du même grade

Durée M : Nombres moyens de trimestres mis pour obtenir le diplôme par les diplômés

Passés dans une autre catégorie de programmes sans avoir obtenu le diplôme dans un programme du grade

Tableau 1b

La réussite des nouvelles personnes dans les programmes de grade -- un portrait sectoriel

Trimestres : Tous

Années : 1993/1994 à 2000/2001

Regroupement : Premier cycle

Grade : Baccalauréat

Régime au 1er trimestre			Secteur		-- Dans le programme* --					-- Dans un programme du grade** --					-- UQO -- Points dans d'autres catégories de programmes %
	N		Diplo%	Durée%	Admis%	Départs %	Diplo%	Durée%	Admis%	Départs %					
Temps complet MEQ - Administration	1 224		58,1%	10,5	2,1%	21,0%	64,9%	10,9	3,5%	23,4%			8,5%		
Temps complet MEQ - Arts	285		60,4%	10,7	4,2%	20,0%	61,1%	10,7	5,3%	22,1%			4,0%		
Temps complet MEQ - Éducation	1 535		75,7%	11,4	1,0%	16,3%	78,0%	11,5	2,0%	16,7%			1,7%		
Temps complet MEQ - Lettres	37		56,0%	9,8	8,1%	20,7%	56,0%	9,8	10,0%	22,7%			2,7%		
Temps complet MEQ - Sciences de la santé	287		62,0%	11,1	3,8%	26,0%	54,1%	11,2	4,2%	23,3%			2,4%		
Temps complet MEQ - Sciences appliquées	520		50,0%	11,2	3,1%	31,0%	53,3%	11,3	4,0%	34,0%			7,0%		
Temps complet MEQ - Sciences humaines	906		68,7%	10,8	1,7%	20,1%	72,5%	10,2	2,4%	21,0%			3,0%		
Temps partiel MEQ - Administration	288		24,7%	13,5	6,3%	41,0%	28,1%	13,8	9,0%	42,4%			20,5%		
Temps partiel MEQ - Arts	38		21,7%	13,4	5,3%	42,2%	23,7%	13,4	5,3%	43,2%			7,0%		
Temps partiel MEQ - Éducation	54		48,1%	14,4	0,0%	48,1%	48,1%	14,4	0,0%	48,1%			3,7%		
Temps partiel MEQ - Lettres	16		12,5%	11,8	18,8%	50,0%	12,5%	11,8	18,8%	50,0%			18,8%		
Temps partiel MEQ - Sciences de la santé	141		29,5%	16,6	17,0%	42,0%	31,2%	16,8	17,0%	43,3%			8,5%		
Temps partiel MEQ - Sciences appliquées	191		28,1%	13,3	5,7%	46,9%	29,3%	13,4	7,8%	49,5%			13,5%		
Temps partiel MEQ - Sciences humaines	137		22,5%	11,7	2,9%	60,0%	24,1%	11,9	3,0%	62,0%			10,2%		
TC et TP MEQ - Administration	1 512		51,7%	10,7	2,9%	24,0%	57,9%	11,1	4,0%	27,0%			10,0%		
TC et TP MEQ - Arts	323		56,5%	10,8	4,3%	32,0%	56,7%	10,9	5,3%	33,1%			5,0%		
TC et TP MEQ - Éducation	1 680		74,5%	11,4	1,7%	17,4%	77,0%	11,5	2,0%	17,0%			1,0%		
TC et TP MEQ - Lettres	53		43,4%	9,9	11,3%	35,0%	43,4%	9,9	13,2%	35,0%			7,5%		
TC et TP MEQ - Sciences de la santé	428		51,0%	12,1	6,2%	32,0%	53,3%	12,2	8,4%	33,0%			4,0%		
TC et TP MEQ - Sciences appliquées	712		44,1%	11,6	3,8%	36,0%	46,0%	11,7	5,0%	38,2%			9,4%		
TC et TP MEQ - Sciences humaines	1 043		62,0%	10,1	1,8%	25,4%	66,0%	10,3	2,0%	26,0%			4,5%		

Notes : Les nouvelles personnes sont ces étudiants qui en sont à un premier programme à un ordre d'études

Dans le programme* : on y trouve les cheminement alternatifs (Cheminement coop. international, etc.) ou Maîtrises avec ou sans mémoire au deuxième cycle

Dans un programme du grade** : Dans le programme ou dans un autre programme du même grade

Durée M : Moyennes de trimestres mis pour obtenir le diplôme par les diplômés

Passés dans une autre catégorie de programmes sans avoir obtenu le diplôme dans un programme du grade

Pour illustrer encore, on peut y déceler comment 1 224 nouvelles personnes se sont engagées dans des programmes de baccalauréat du secteur « Administration ». Près de 56% d'entre elles ont obtenu le diplôme dans les programmes originaux. Elles sont 64,9% à avoir obtenu le diplôme dans ces programmes ou dans d'autres programmes du même grade.

Un commentaire relatif à la durée des études : cette durée est affectée par les formules de cheminements, cheminement coopératif par exemple. Elle l'est aussi dans le secteur de l'éducation où, pendant la période visée, des programmes dits de trois ans sont passés à quatre ans.

4. La réussite aux études supérieures et la durée des études

Une deuxième série de tableaux sur les pages suivantes permet d'esquisser les issues des projets d'études de maîtrise initiés aussi bien par des personnes qui en étaient à un premier programme d'études à l'Université du Québec en Outaouais ou qui passaient aux études supérieures pour la première fois après un passage au premier cycle.

Le premier de ces tableaux, le tableau 2a, est construit comme le premier des tableaux relatifs aux programmes de grade au premier cycle. On y trouve ainsi les nombres des nouvelles personnes à temps complet ou à temps partiel au premier trimestre pour les années 1993-1994 à 2000-2001. De la même façon que dans le tableau qui vise le premier cycle, on y trouve aussi un bloc d'indicateurs relatifs aux aboutissements dans les programmes initiaux et un autre où on englobe les changements de programmes dans le même grade. Ici encore, le « programme » englobe des formules alternatives de cheminement, soient les formules avec ou sans mémoire.

Un deuxième tableau est aussi présenté où sont affichés les mêmes indicateurs alors que les programmes sont réunis en groupes correspondant aux secteurs d'intervention de l'Université du Québec en Outaouais.

Enfin, aux études supérieures encore, l'Université du Québec en Outaouais offre un programme de doctorat en éducation. Elles sont 16 nouvelles personnes à s'y être engagées au cours des années 1993-1994 à 2000-2001. Trois d'entre elles ont obtenu le diplôme, sept autres sont encore actives alors que les autres ont quitté l'université.

Tableau 2a

La réussite des nouvelles personnes dans les programmes de grade -- une perspective chronologique

Trimestres : Tous

Regroupements : Deuxième cycle Grade : Maîtrise

		-- Dans le programme ^a --					-- Dans un programme du grade ^a --					-- UQO --	
Régime au 1er trimestre		Années	N	Diplo%	DuréeM	Actifs%	Départs%	Diplo%	DuréeM	Actifs%	Départs%	Passés dans d'autres catégories de programmes	
Temps complet	19931994	22	86,4%	10,5	0,0%	13,6%	86,4%	10,5	0,0%	13,6%	0,0%		
Temps complet	19941995	26	65,4%	8,9	3,6%	21,1%	65,4%	8,9	3,6%	21,1%	7,7%		
Temps complet	19951996	14	85,7%	9,3	0,0%	14,3%	85,7%	9,3	0,0%	14,3%	0,0%		
Temps complet	19961997	27	63,0%	7,9	0,0%	32,3%	63,0%	7,9	3,7%	33,3%	0,0%		
Temps complet	19971998	12	50,0%	9,3	16,7%	25,0%	50,0%	9,3	16,7%	25,0%	8,3%		
Temps complet	19981999	34	26,5%	12,3	14,7%	26,5%	47,1%	9,5	14,7%	35,3%	2,9%		
Temps complet	19992000	17	47,1%	9,1	17,6%	29,4%	47,1%	9,1	17,6%	35,3%	0,0%		
Temps complet	20002001	38	57,9%	6,9	18,4%	15,8%	57,9%	6,9	21,1%	35,3%	5,3%		
Temps partiel	19931994	51	82,4%	10,6	0,0%	15,7%	82,4%	10,6	0,0%	15,7%	2,0%		
Temps partiel	19941995	49	61,2%	10,1	2,0%	34,7%	61,2%	10,1	2,0%	34,7%	2,0%		
Temps partiel	19951996	107	63,4%	10,5	1,5%	30,8%	63,4%	10,5	1,9%	30,8%	3,7%		
Temps partiel	19961997	115	47,5%	10,7	0,5%	40,0%	48,7%	10,9	0,5%	40,5%	9,6%		
Temps partiel	19971998	61	60,7%	9,7	4,9%	29,5%	60,7%	9,7	4,9%	29,5%	4,9%		
Temps partiel	19981999	74	45,0%	11,3	6,8%	35,1%	48,6%	11,2	6,8%	37,8%	6,8%		
Temps partiel	19992000	85	48,2%	9,2	11,8%	27,1%	49,4%	9,3	11,8%	27,1%	11,8%		
Temps partiel	20002001	81	48,1%	8,1	23,5%	21,0%	50,6%	8,3	23,5%	21,0%	4,9%		
TC et TP	19931994	73	83,0%	10,6	0,0%	15,1%	83,0%	10,6	0,0%	15,1%	1,4%		
TC et TP	19941995	75	62,7%	9,7	2,7%	30,7%	62,7%	9,7	2,7%	30,7%	4,0%		
TC et TP	19951996	121	66,1%	10,3	1,7%	28,9%	66,1%	10,3	1,7%	28,9%	3,3%		
TC et TP	19961997	142	50,7%	10,1	0,7%	38,7%	51,4%	10,2	1,0%	39,4%	7,7%		
TC et TP	19971998	73	58,9%	9,7	6,8%	28,8%	58,9%	9,7	6,8%	28,8%	5,5%		
TC et TP	19981999	108	39,8%	11,5	9,3%	32,4%	48,1%	10,7	9,3%	37,0%	3,6%		
TC et TP	19992000	102	48,0%	9,2	12,7%	27,5%	49,0%	9,2	12,7%	28,4%	9,8%		
TC et TP	20002001	119	51,3%	7,7	21,8%	19,5%	52,9%	7,8	22,7%	19,5%	5,0%		

Notes : Les nouvelles personnes sont ces étudiants qui en sont à un premier programme à un ordre d'études

Dans le programme^a : on y trouve les cheminements alternatifs (Cheminements coop, international, etc.) ou Maîtrises avec ou sans mémoire au deuxième cycleDans un programme du grade^a : Dans le programme ou dans un autre programme du même grade

Durée M : Nombres moyens de trimestres mis pour obtenir le diplôme par les diplômés

Passés dans une autre catégorie de programmes sans avoir obtenu le diplôme dans un programme du grade

Tableau 2b

La réussite des nouvelles personnes dans les programmes de grade -- un portrait sectoriel

Trimestres : Tous

Années : 1993/1994 à 2000/2001

Regroupement : Deuxième cycle

Grade : Maîtrise

Résumé au 1er trimestre	Secteurs	N	-- Dans le programme* --				-- Dans un programme de grade** --				-- UQO -- Poids dans d'autres catégories de programmes %
			Départ%	Actifs%	Durée%	Départ%	Départ%	Actifs%	Durée%	Départ%	
Temps complet MEQ Maîtrise en psychobéatation		51	64,7%	7,5	11,0%	11,0%	78,4%	0,0%	7,4	17,0%	3,9%
Temps complet MEQ Maîtrise en éducation		46	56,5%	12,2	13,0%	30,4%	56,5%	13,0%	12,2	30,4%	6,0%
Temps complet MEQ Maîtrise & DESS en rel.ind. & en r		38	57,9%	13,4	18,4%	21,1%	57,9%	18,4%	12,4	21,1%	2,0%
Temps complet MEQ Maîtrise en travail social		24	33,3%	13,4	16,7%	41,7%	33,3%	20,0%	13,4	41,7%	4,2%
Temps complet MEQ Maîtrise et DESS en gestion de pr		31	67,7%	7,3	3,2%	16,1%	67,7%	6,3%	7,3	19,4%	5,9%
Temps partiel MEQ Maîtrise en psychobéatation		41	57,1%	10,0	0,0%	31,0%	59,5%	0,0%	10,0	35,7%	4,0%
Temps partiel MEQ Maîtrise en éducation		91	62,9%	12,1	12,1%	20,7%	62,9%	12,1%	12,1	29,7%	8,0%
Temps partiel MEQ Maîtrise & DESS en rel.ind. & en r		75	41,3%	14,4	8,0%	42,7%	42,7%	8,0%	14,3	42,7%	5,7%
Temps partiel MEQ Maîtrise en travail social		48	31,3%	15,3	22,9%	41,7%	35,4%	22,9%	15,6	41,7%	0,0%
Temps partiel MEQ MBA en services financiers et DE		41	56,7%	9,3	9,5%	23,8%	66,7%	9,3%	9,3	23,8%	0,0%
Temps partiel MEQ Maîtrise et DESS en gestion de pr		325	62,2%	10,4	2,8%	26,5%	63,1%	2,8%	10,4	26,8%	7,4%
TC et TP MEQ Maîtrise en psychobéatation		93	51,3%	8,6	0,0%	20,4%	69,9%	0,0%	8,4	25,8%	4,3%
TC et TP MEQ Maîtrise en éducation		137	51,8%	12,1	12,4%	29,9%	51,8%	12,1	12,1	29,9%	3,0%
TC et TP MEQ Maîtrise & DESS en rel.ind. & en r		113	46,9%	13,6	11,5%	35,4%	47,8%	11,5%	13,5	35,4%	5,3%
TC et TP MEQ Maîtrise en travail social		72	33,3%	14,6	20,8%	41,7%	34,7%	22,2%	14,9	41,7%	1,4%
TC et TP MEQ MBA en services financiers et DE		42	55,7%	9,3	9,5%	23,8%	66,7%	9,3%	9,3	23,8%	0,0%
TC et TP MEQ Maîtrise et DESS en gestion de pr		356	62,6%	10,1	2,8%	25,6%	63,3%	3,1%	10,1	26,1%	7,3%

Notes : Les nouvelles personnes sont ces étudiants qui en sont à un premier programme à un ordre d'études

Dans le programme* : on y trouve les cheminement alternatifs (Cheminelements coop, international, etc.) ou Maîtrises avec ou sans mémoire au deuxième cycle

Dans un programme de grade** : Dans le programme ou dans un autre programme du même grade

Durée M : Nombres moyens de trimestres mis pour obtenir le diplôme par les diplômés

Passés dans une autre catégorie de programmes sans avoir obtenu le diplôme dans un programme du grade

5. Les mesures d'encadrement

Au cours des années, l'Université du Québec en Outaouais a signalé dans ses rapports plusieurs initiatives institutionnelles articulées de façon à favoriser l'encadrement des étudiants, des initiatives devenues d'ordre courant. Elles ne seront pas reprises ici.

L'année scolaire 2003-2004 a surtout servi pour réviser et consolider des activités conçues pour favoriser la réussite de personnes plus à risque.

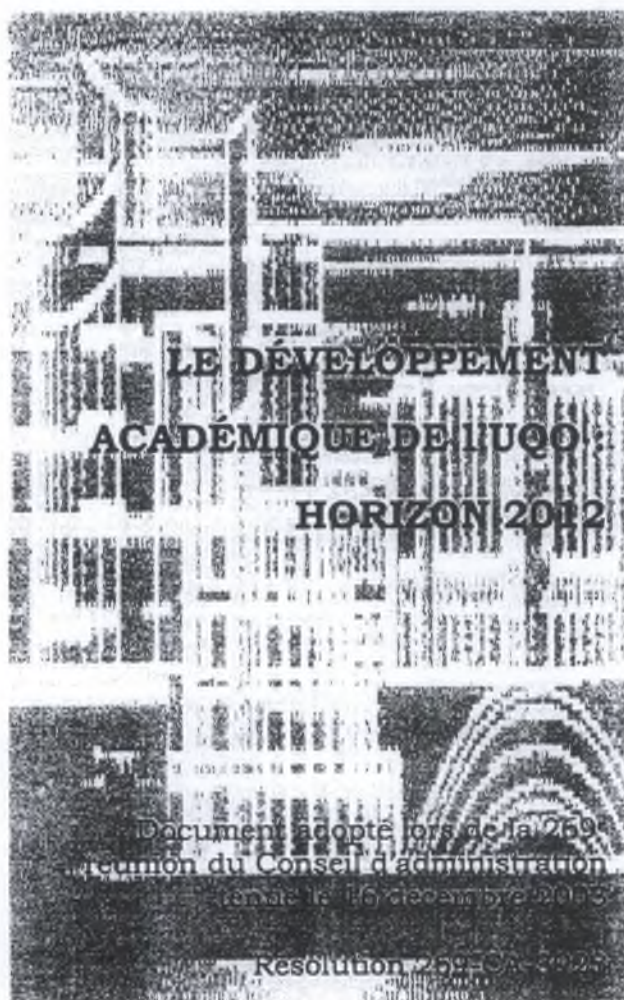
C'est ainsi que, dans un souci de s'assurer des outils de base à la réussite des études, l'université a augmenté encore l'offre d'ateliers de français correctif, des ateliers qui ont été fréquentés par tout près de 400 cent étudiants qui avaient été identifiés comme ayant des difficultés. Les commentaires ont été positifs. C'est à travers les réinscriptions de l'automne 2004 qu'on pourra mesurer les possibles effets sur la poursuite des études.

Par ailleurs, à l'automne 2003, l'université a implanté une version révisée de son Programme de Réussite Universitaire (PRU), un programme d'activités axé sur les habiletés de base en support à la réussite de projets d'études ; gestion du temps, gestion du stress, prise de notes... D'une part, cette mesure de soutien est devenue, à compter du trimestre d'automne 2003, un cours d'appoint obligatoire pour tous les étudiants jugés à risque, tant en raison d'une cote de rendement collégiale faible. D'autre part, elle est aussi devenue une activité requise des étudiants caractérisés par un parcours scolaire discontinu entrecoupé d'abandons et d'échecs. Encore là, C'est à l'automne 2004 que l'on pourra tenter d'en mesurer les effets.

6. Les perspectives de développement

Au cours de l'année, l'Université du Québec en Outaouais a produit le document de travail « *UQO-Horizon 2012* ». Conçu dans la foulée des discussions relatives aux contrats de performance et d'un autre document produit à cette occasion « *Entente de gestion et de développement entre le ministère de l'Éducation et l'Université du Québec en Outaouais* », ce document sert à exposer de façon synthétique les ambitions de développement de l'Université du Québec en Outaouais pour les prochaines années. Une copie est jointe en annexe.

Annexe



INTRODUCTION

1. Le contexte.....	1
2. Les projections globales.....	2
3. Les notes méthodologiques	3

LES SECTEURS

1. Sciences et technologies de l'information	4
2. Sciences de la nature.....	5
3. Sciences infirmières	6
4. Psychoéducation et psychologie	7
5. Sciences sociales, communication et développement régional	8
6. Travail social	9
7. Sciences de l'éducation	10
8. Études langagières et lettres	11
9. Arts et design.....	12
10. Sciences administratives.....	13
11. Sciences comptables	14
12. Relations industrielles et gestion des ressources humaines	15
13. Droit.....	16



1. Le contexte

L'Université du Québec en Outaouais est une des plus jeunes universités québécoises et elle demeure encore à bâtir. En effet, sa naissance tardive a valu à l'UQO d'évoluer dans le contexte de la crise des finances publiques des années 1980, si bien qu'elle ne s'est développée que très progressivement. Ce n'est que depuis la seconde moitié des années 1990 que l'Université, dans le sillon des « Énoncés d'orientation 1996-2002 », a pu entamer une accélération de son développement afin de mieux répondre aux besoins pressants de sa région en pleine expansion démographique et économique.

Les années récentes ont ainsi été marquées par une croissance générale de la taille de l'Université, autant par le nombre de programmes et l'effectif étudiant que par le nombre de ses professeurs et la hauteur des subventions de recherche obtenues des grands organismes subventionnaires. Cette importante évolution, si elle inspire une fierté certaine, ne se conçoit toutefois pas comme un aboutissement mais plutôt comme l'amorce d'une nouvelle étape de croissance.

En effet, si les développements récents de l'UQO lui ont permis de prendre une place grandissante dans sa région, son plein potentiel est encore loin d'être atteint. L'UQO n'offre pas encore une panoplie suffisante de programmes de premier cycle et de cycles supérieurs, notamment dans le vaste champ des sciences de la nature et des sciences appliquées, de même qu'en lettres, en droit et en sciences sociales. L'UQO étant peu présente, et même absente dans certains de ces secteurs, une proportion très importante des étudiants francophones de l'Outaouais n'ont tout simplement pas le choix d'aller poursuivre leurs études ailleurs au Québec ou encore en Ontario. Par ailleurs, si les efforts consentis au niveau du développement de la recherche commencent à porter leurs fruits – avec un niveau de financement externe de la recherche qui dépasse les 4 M\$ en 2002-2003 – le potentiel de croissance demeure encore très important.

Bref, l'UQO entend bien se développer à un niveau qui soit davantage comparable à celui des autres établissements universitaires, aussi bien en ce qui touche la formation et la recherche qu'au plan de son rayonnement régional, national et international. Ainsi, le but du présent document est de préciser la direction dans laquelle s'orienteront les développements futurs de la programmation et de la recherche à l'Université.

Ce document représente à la fois un guide et un outil de réflexion. En effet, si la planification requiert de la vision, la nature très changeante du contexte dans lequel évolue notre Établissement nécessite pour sa part des ajustements périodiques afin de maintenir le cap. C'est pourquoi les projections contenues dans ce document seront réajustées périodiquement.



2. Les projections globales

Les projections de développement ont été faites sur une base différenciée, en tenant compte des forces et des faiblesses actuelles des différents secteurs, ainsi qu'à partir d'une lecture du contexte régional. Certains secteurs plus traditionnels à l'UQO sont déjà passablement développés et connaîtront une évolution surtout qualitative, certains demeurent encore à créer tandis que d'autres ont émergé récemment et sont appelés à prendre une expansion rapide. Ces projections témoignent de la ferme volonté qu'a l'Université de diversifier aussi bien ses programmes de formation que la production de savoirs, afin de pouvoir remplir pleinement son rôle de moteur du développement économique et social de l'Outaouais.

Treize différents secteurs ont été identifiés, lesquels ne recoupent pas nécessairement la répartition actuelle des départements. Ces secteurs sont les suivants :

- Sciences et technologies de l'information
- Sciences de la nature
- Sciences infirmières
- Psychoéducation et psychologie
- Sciences sociales, communication et développement régional
- Travail social
- Sciences de l'éducation
- Études langagières et lettres
- Arts et design
- Sciences administratives
- Sciences comptables
- Relations industrielles
- Droit

L'évolution récente de chacun des secteurs est décrite brièvement et les ambitions de déploiement envisagées sont explicitées. Chacun des secteurs est caractérisé par le nombre d'étudiants (ÉÉTP) qu'il compte et par son niveau de financement externe de la recherche. Sont ensuite identifiées des cibles en termes de programmation, de nombre d'étudiants et de niveau de financement de la recherche.

Projections de développement pour l'ensemble de l'Université	Année 2002 - 2003	Année 2012 - 2013
Nombre d'étudiants (ÉÉTP)	3210	4520
Nombre de professeurs	148	236
Ratio ÉÉTP/prof	21,7	19,2
Subventions externes de recherche	2 476 803 \$	7 728 000 \$



Globalement, les projections de développement de la programmation à l'horizon 2012 implique une croissance de 40 % des effectifs étudiants, croissance qui s'accompagnera d'une hausse de 60 % des effectifs professoraux. Ceci permettra de ramener le ratio des « étudiants équivalents temps plein par professeur » (EETP/prof) à un niveau comparable à celui des établissements québécois de taille semblable. En ce qui concerne le développement de la recherche, l'UQO compte à la fois sur le renouvellement et l'accroissement des ressources professorales, ainsi que sur les retombées des mesures incitatives à la recherche lancées au cours des dernières années, pour arriver à tripler les montants totaux de subventions externes pour l'ensemble de l'Université à l'horizon 2012.

3. Les notes méthodologiques

Les ambitions relatives au développement des programmes et de la recherche des différents secteurs s'inspirent en bonne partie des intentions annoncées dans « l'Entente de gestion » de mars 2001, dans le « Plan de développement » présenté par le vice-recteur à l'enseignement et à la recherche en 1999 et dans le « Plan stratégique de la recherche » de mai 2001. Les scénarios présentés ont été discutés au comité de régie de l'Université ainsi qu'au sein des cadres du VRER. Ils ont également été présentés en février 2003 à des hauts fonctionnaires du ministère de l'Éducation. Une version de ce document avait été publiée sur le site Web du VRER au printemps 2003 et des commentaires avaient été sollicités. Une deuxième version a été soumise à consultation à l'automne 2003 et la présente version tient compte des commentaires reçus.

Les nombres d'étudiants donnés dans ce document sont en « Effectif étudiant équivalent au temps plein » (EÉÉTP). La situation actuelle correspond au nombre d'étudiants équivalents à temps plein pour l'année 2002-2003, selon une lecture GESTA au 19 janvier 2003. En ce qui concerne les fonds externes de recherche, il s'agit des montants de l'année 2002-2003 tels que cumulés au 22 octobre 2003 à l'inventaire du décanat de la recherche. Ces montants excluent les subventions d'infrastructures de la FCI ainsi que leurs contreparties du MEQ et des partenaires privés et publics.

Les projections de nombre d'étudiants et des montants de subvention pour l'année 2012 ont été faites en fonction de l'évolution envisagée de la programmation académique. Afin d'assurer le réalisme de ces projections, on les a calibré à partir d'une table des ratios EÉTP/professeur et Fonds de recherche/professeur des universités québécoises (année 1998-1999) pour chacun des secteurs de financement du ministère de l'Éducation. Les projections d'effectifs étudiants tiennent compte des projections démographiques du MEQ et de l'Institut de la statistique du Québec, mais également des possibilités de rapatriement à l'UQO d'une partie des étudiants francophones de l'Outaouais qui s'inscrivent dans des programmes offerts par les universités de la région d'Ottawa. Ainsi par exemple, à l'automne 2002, l'Université d'Ottawa déclarait accueillir à elle seule 2 000 étudiants francophones dont l'adresse permanente se situe dans l'agglomération de Gatineau.



1. Sciences et technologies de l'information

L'industrie de la haute-technologie, et en particulier le secteur des technologies de l'information, est un pilier de l'économie de l'Outaouais. L'UQO a résolument mis pied dans ce secteur à partir du milieu des années 1990 avec la création d'un profil coopératif au baccalauréat en informatique puis avec l'implantation du baccalauréat en génie informatique et de la maîtrise en informatique. L'UQO entend enrichir ce secteur en développant des programmes dans des disciplines du génie qui sont connexes à son actuel baccalauréat en génie informatique, soit le génie logiciel et le génie électrique (orientation micro-électronique). L'UQO compte également miser sur les forces du département d'informatique et d'ingénierie pour développer un baccalauréat en mathématiques appliquées. Ce secteur représente pour l'UQO un de ses principaux axes de développement pour les dix prochaines années : on prévoit, avec la création de nouveaux programmes, presque doubler l'effectif d'ÉÉTP dans ce secteur.

Au niveau de la recherche, les axes forts sont la photonique, l'informatique des télécommunications et le calcul distribué. L'UQO compte déjà une Chaire de recherche en calcul distribué ainsi qu'une Chaire de recherche du Canada en photonique et travaille actuellement à la mise en réseau de ses chercheurs en informatique des télécommunications. En lien avec l'évolution rapide de la recherche au Département d'informatique et d'ingénierie, l'UQO travaille présentement au développement d'un Doctorat en sciences et technologies de l'information. Avec la mise en place récente de deux chaires de recherche, l'implantation de la maîtrise et la création envisagée d'une intervention au troisième cycle, ce secteur devrait connaître une hausse importante du niveau de financement externe de la recherche.

Évolution anticipée du secteur :

	Situation actuelle	Cible 2012
❖ <i>Nombre d'étudiants</i>	273 ÉÉTP	525 ÉÉTP
❖ <i>Financement de la recherche</i>	526 514 \$	2 040 000 \$

Programme(s) à développer :

- ❖ *Baccalauréat en génie logiciel*
- ❖ *Baccalauréat en génie électrique (micro-électronique)*
- ❖ *Baccalauréat en mathématiques appliquées*
- ❖ *Option génie à la maîtrise en informatique*
- ❖ *Doctorat en sciences et technologies de l'information*

Axe(s) de recherche émergeant(s) :

- ❖ *Informatique des télécommunications (incluant multimédias et sécurité informatique)*



2. Sciences de la nature

Encore totalement absente du vaste secteur des sciences naturelles, l'UQO a inscrit formellement ce secteur au cœur de plusieurs de ses dossiers de planification institutionnelle au cours des dernières années. Or, eu égard à l'importance de la forêt feuillue pour notre région, il apparaît tout naturel pour l'UQO de développer son secteur des sciences en priorité du côté de la biologie et de l'aménagement et de la conservation de la forêt. Une telle incursion dans le domaine des sciences biologiques représentera un pas majeur dans l'évolution de l'UQO, de même qu'une étape importante dans le développement économique de la région. En effet, les acteurs régionaux s'accordent sur la priorité de développer des capacités de formation et de recherche dans le domaine de la gestion forestière et de la transformation des produits de la forêt. L'UQO est d'ailleurs un des principaux acteurs de la mise sur pied d'un Centre international de recherche intégrée sur le bois feuillu (CIRIBF) dans la région et elle est également associée à l'Institut québécois d'aménagement de la forêt feuillue (IQAFF) ainsi qu'à d'autres partenaires privés et institutionnels dans un ambitieux programme de recherche.

Les expertises actuelles de l'UQO qui sont mises à contribution dans ces projets se situent surtout du côté de l'aménagement du territoire et de la géomatique et l'UQO entend développer des expertises dans des domaines qui sont davantage liés aux sciences biologiques et environnementales et se doter de programmes de premier et de deuxième cycles. La mise en place de cette programmation devra se faire en conjonction avec l'embauche de ressources humaines et l'acquisition d'infrastructures physiques de pointe pour faire de la recherche universitaire innovante et structurante pour la région.

Évolution anticipée du secteur :

	Situation actuelle	Cible 2012
❖ <i>Nombre d'étudiants</i>	-	120 ÉÉTP
❖ <i>Financement de la recherche</i>	-	1 320 000 \$

Programme(s) à développer :

- ❖ *Baccalauréat en biologie (environnement)*
- ❖ *Maîtrise en aménagement et conservation forestière*

Axe(s) de recherche émergent(s) :

- ❖ *Forêt mixte et feuillue*
- ❖ *Biotechnologie*
- ❖ *Géomatique*



3. Sciences infirmières

Le contexte de la formation infirmière au Québec a été particulièrement instable au cours des dernières années, mais semble en voie de trouver son point d'équilibre, comme en fait foi le niveau des admissions au premier cycle à l'UQO qui connaît des hausses très importantes. Par ailleurs, la formule du DEC-BAC intégré, dont l'UQO a été un des établissements pionniers, apparaît comme une évolution majeure des dernières années. L'UQO a aussi été très impliquée dans l'élaboration d'une maîtrise-réseau en sciences infirmières, en plus de développer des programmes courts de perfectionnement au premier et au deuxième cycles.

Pour l'horizon 2012, l'UQO entend consolider ses ressources professorales et physiques pour la formation au premier cycle et développer le recrutement au deuxième cycle. Les efforts de recrutement au deuxième cycle se feront en conjonction des interventions visant à accroître le niveau de financement de la recherche en sciences infirmières. C'est en effet du côté de la recherche et de la formation aux cycles supérieurs qu'auront lieu les consolidations et les développements les plus significatifs au cours des prochaines années. Les efforts déjà consentis par l'UQO dans le perfectionnement du corps professoral en sciences infirmières commencent à porter leurs fruits. Des professeurs en sciences infirmières développent des ententes de recherche avec des centres de soins de la région et les embauches futures de professeurs dans ce secteur seront ciblées en priorité sur le développement de la recherche.

Évolution anticipée du secteur :

	Situation actuelle	Cible 2012
❖ <i>Nombre d'étudiants</i>	235 ÉÉTP	280 ÉÉTP
❖ <i>Financement de la recherche</i>	44 400 \$	360 000 \$

Programme(s) à développer :

- ❖ *Perfectionnement aux cycles supérieurs*

Axe(s) de recherche émergent(s) :

- ❖ *Gestion des soins infirmiers*



4. Psychoéducation et psychologie

La psychoéducation, qui est un des secteurs traditionnels de l'UQO, est très dynamique. Ce secteur participe activement à la mission d'internationalisation de l'Université avec des projets de collaboration internationale offrant des stages à l'étranger et contribuant à la formation d'intervenants en Amérique Latine. L'ouverture du baccalauréat en psychologie en 1998 a été l'occasion de nouveaux développements de ce secteur, notamment au chapitre des activités de recherche, avec des budgets de financement externes qui sont passés de 192 000 \$ en 1997-1998 à 775 000 \$ en 2001-2002. Le potentiel de développement de la recherche en psychoéducation et en psychologie est d'ailleurs très important, puisque l'équipe professorale en place est jeune mais déjà très active en recherche.

En psychoéducation, de nombreux travaux de recherche ont cours en lien avec les milieux éducatifs et d'intervention préscolaires, scolaires et communautaires (développement et évaluation de programmes et d'outils de prévention et d'intervention). L'étude des relations familiales, de la paternité et de l'exercice du rôle parental en situation d'adversité constituent des domaines d'expertise particuliers. En psychologie, la cyberpsychologie est devenu un important pôle de recherche à l'UQO avec l'obtention récente d'une Chaire de recherche du Canada et l'octroi d'une subvention des Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC). D'autre part, plusieurs membres de l'équipe de professeurs possèdent des expertises reconnues et bénéficient de fonds de recherche du CRSH. Le domaine de la santé mentale chez l'adulte y est un des principaux axes émergents.

Les priorités pour ce secteur sont la poursuite du développement de la recherche et l'implantation du doctorat en psychologie. Le doctorat, ouvert en association avec l'UQÀM, accueille ses nouveaux étudiants dès l'automne 2003, ce qui permettra aux finissants du baccalauréat en psychologie de l'UQO d'accéder plus facilement à ce qui sera dorénavant la formation qualifiante au titre de psychologue. Un tel programme aura également des répercussions importantes sur les activités de recherche, puisque les étudiants de ce programme pourront être intégrés aux équipes de recherche.

Évolution anticipée du secteur :

	Situation actuelle	Cible 2012
❖ <i>Nombre d'étudiants</i>	214 ÉÉTP	280 ÉÉTP
❖ <i>Financement de la recherche</i>	791 253 \$	1 440 000 \$

Programme(s) à développer :

- ❖ *Implantation du doctorat en psychologie*

Axe(s) de recherche émergent(s) :

- ❖ *Cyberpsychologie*
- ❖ *Santé mentale chez l'adulte*



5. Sciences sociales, communication et développement régional

La programmation en sciences sociales est encore relativement peu développée à l'UQO. L'Université a inauguré à l'automne 2002 ses majeures en sociologie et en science politique, couplées à un ensemble de mineures. Cette réorientation s'avère heureuse et l'UQO envisage déjà la création d'un baccalauréat en science politique et d'un baccalauréat en science économique.

Le champ de la communication présente un intérêt croissant et profitera des acquis de l'UQO du côté des TIC, du design et des communications langagières. On pense ici à un programme de baccalauréat et une maîtrise en communication comportant un volet international. Une majeure en communication devrait également être offerte dans les prochaines années. Les études en développement régional représentent une nouveauté à l'UQO : une maîtrise est offerte depuis l'automne 2001 et on vient tout juste de créer une mineure en développement local et régional. Une équipe professorale multidisciplinaire extrêmement dynamique gravite autour de la problématique du développement régional. Cette équipe a contribué à la mise sur pied toute récente d'un regroupement stratégique sur le développement territorial (CRDT) avec des établissements du réseau de l'Université du Québec.

Le secteur des sciences sociales est actif en recherche, comptant notamment la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités. Plusieurs membres de l'équipe professorale en sciences sociales et en développement régional collaborent avec des organismes socio-économiques de la région. L'UQO entend maximiser ces occasions de partenariats avec le milieu, et elle consentira également des efforts importants pour soutenir les professeurs dans leurs démarches auprès des grands organismes subventionnaires. En lien avec les développements de la recherche, l'UQO souhaite développer dans les prochaines années un programme de doctorat dans le secteur des sciences sociales.

Évolution anticipée du secteur :

	Situation actuelle	Cible 2012
❖ <i>Nombre d'étudiants</i>	86 ÉÉTP	225 ÉÉTP
❖ <i>Financement de la recherche</i>	271 945 \$	560 000 \$

Programme(s) à développer :

- ❖ *Majeure en communication*
- ❖ *Baccalauréat en science politique*
- ❖ *Baccalauréat en science économique*
- ❖ *Baccalauréat en communication*
- ❖ *Maîtrise en communication internationale*
- ❖ *Doctorat en sciences sociales appliquées*

Axe(s) de recherche émergeant(s) :

- ❖ *Économie régionale*
- ❖ *Spécificités des régions frontalières*



6. Travail social

Le travail social est un secteur traditionnel de la programmation académique de l'UQO, le baccalauréat en travail social étant offert depuis les débuts de l'Université. Le baccalauréat a été évalué en profondeur en 2000 et une version refondue et actualisée du programme devrait être proposée bientôt. Une maîtrise en travail social est offerte depuis 1996; l'équipe de professeurs procède actuellement à l'évaluation de ce programme qui sera éventuellement appelé à des modifications. De même, des scénarios sont à l'étude afin d'enrichir le programme de maîtrise en travail social d'un profil professionnel, ceci afin de répondre à une demande des milieux. Ce secteur fait également l'objet de demandes des milieux du travail social et de l'économie sociale en vue du développement de programmes de perfectionnement dans de nouveaux créneaux de pratiques sociales; l'Université demeurera à l'écoute des besoins du milieu et de la profession à cet égard.

Au niveau de la recherche, plusieurs professeurs sont très actifs et ce secteur compte deux importantes structures de recherche, soit le Centre d'étude et de recherche en intervention sociale (CÉRIS) ainsi que l'Observatoire sur le développement régional et l'analyse différenciée selon les sexes (l'ORÉGAND). Le CÉRIS est associé à des réseaux québécois, nationaux et internationaux de chercheurs et il entend intensifier sa présence internationale, développer des formations et recevoir des stagiaires doctoraux et post-doctoraux. Le niveau de financement par professeur pour le secteur du travail social se situe déjà au-dessus de la moyenne québécoise pour les sciences sociales et humaines. L'UQO soutiendra les efforts des professeurs dans le but de maintenir ces performances en recherche.

Évolution anticipée du secteur :

	Situation actuelle	Cible 2012
❖ <i>Nombre d'étudiants</i>	200 ÉÉTP	250 ÉÉTP
❖ <i>Financement de la recherche</i>	297 735 \$	430 000 \$

Programme(s) à développer :

- ❖ *Profil professionnel de la maîtrise en travail social*
- ❖ *Perfectionnement aux cycles supérieurs*

Axe(s) de recherche émergent(s) :

- ❖ *Développement social des communautés*
- ❖ *Organisation communautaire*
- ❖ *Développement international.*



7. Sciences de l'éducation

La formation des maîtres constitue une pierre d'assise de notre établissement. L'UQO offre cinq programmes de formation des maîtres au premier cycle ainsi qu'une maîtrise et un doctorat en éducation. Au chapitre de la programmation, les tendances actuelles – fortement influencées par la réforme du système d'éducation primaire et secondaire – vont dans le sens d'une offre de programmes de formation continue au niveau du deuxième cycle. L'UQO s'est déjà adaptée à cette tendance au cours des dernières années en ouvrant un diplôme d'études supérieures spécialisées en administration scolaire ainsi qu'un programme court de cycle supérieur en renouveau pédagogique. Dans le contexte actuel, l'UQO ne prévoit pas, dans un avenir proche, implanter de nouveaux programmes de grade dans le secteur de l'éducation. Il est en effet prévisible que les développements futurs se feront surtout aux cycles supérieurs en fonction principalement des besoins de formation continue des enseignants et des gestionnaires d'établissements.

Par contre, l'UQO entend donner une impulsion significative à la recherche en éducation. Actuellement, environ le tiers des professeurs du département d'éducation obtiennent des subventions externes de recherche, que ce soit d'organismes subventionnaires ou par des contrats de recherche. Bien que le niveau de financement externe de la recherche par professeur à l'UQO se situe dans la moyenne des petits établissements québécois, les performances pourraient être améliorées. En particulier, la recherche sur les problématiques liées à l'adaptation et à la réussite scolaire a été ciblée par l'UQO dans son Plan stratégique de la recherche, et un poste de professeur a été octroyé récemment dans le but d'établir une chaire de recherche dans ce domaine.

Évolution anticipée du secteur :

	Situation actuelle	Cible 2012
❖ <i>Nombre d'étudiants</i>	645 ÉÉTP	700 ÉÉTP
❖ <i>Financement de la recherche</i>	282 719 \$	580 000 \$

Programme(s) à développer :

- ❖ *Perfectionnement aux cycles supérieurs*

Axe(s) de recherche émergent(s) :

- ❖ *Adaptation et réussite scolaire*
- ❖ *Administration scolaire*



8. Études langagières et lettres

Le développement des études langagières à l'UQO est récent, avec l'implantation d'un baccalauréat en traduction et en rédaction – programme à la fine pointe des technologies langagières – puis du diplôme d'études supérieures spécialisées en localisation et en rédaction hypermédia. Avec ces programmes novateurs, l'UQO s'est taillé une place de choix dans le secteur des « professions langagières » qui connaît, en particulier dans la région, une très forte croissance. Afin de répondre aux besoins de formation en émergence qui découlent de l'expansion très rapide du marché du travail dans ce secteur, l'UQO envisage déjà la création d'une maîtrise en études langagières. Les acquis en traduction et en rédaction sont des tremplins qui permettront à l'UQO de franchir des pas additionnels dans le secteur des lettres, notamment en littérature.

La création récente du Département d'études langagières témoigne de la ferme volonté de l'UQO de consolider ses activités dans le secteur des études langagières et des lettres. Ce nouveau département regroupe une équipe de professeurs dynamiques, créatifs et motivés à relever les défis les plus ambitieux. Dans le champs plus spécifique des technologies langagières, l'UQO s'attend à devenir un leader national avec l'établissement récent du Centre de recherche sur les technologies langagières. Ce projet, qui est soutenu par le Gouvernement du Canada *via* le Conseil de recherche du Canada, implique plusieurs partenaires publics et privés de l'Outaouais.

Évolution anticipée du secteur :

	Situation actuelle	Cible 2012
❖ <i>Nombre d'étudiants</i>	155 ÉÉTP	340 ÉÉTP
❖ <i>Financement de la recherche</i>	18 061 \$	170 000 \$

Programme(s) à développer :

- ❖ *Baccalauréat en littérature francophone*
- ❖ *Maîtrise en études langagières*
- ❖ *Maîtrise en lettres*

Axe(s) de recherche émergeant(s) :

- ❖ *Technologies langagières*
- ❖ *Littérature francophone*



9. Arts et design

Avec le secteur des études langagières et des lettres, celui des arts et du design est un pilier de la mission culturelle de notre Université qui, sise aux confins ouest du Québec, se doit d'être un symbole de la présence vive du fait français en Amérique du Nord. L'actuel baccalauréat en arts et en design offre trois concentrations – arts visuels, bande dessinée et design graphique – et pourra éventuellement s'ouvrir à d'autres concentrations, notamment en muséologie.

La création toute récente de l'École multidisciplinaire de l'image (ÉMI) représente un pas important dans l'évolution de ce secteur à l'UQO. Cette nouvelle entité favorisera l'intégration des programmes et des ressources ainsi que le développement et la diffusion de la création. Cela procurera également au secteur des arts et du design de l'UQO une plus grande visibilité régionale, nationale et internationale.

Au plan de la recherche et de la création, l'Université souhaite miser sur ses acquis en matière de technologies de l'information afin de développer une expertise en création artistique multimédia, expertise qui pourra servir d'assise à un nouveau programme de maîtrise. De même, l'expertise émergente dans le domaine de la muséologie représente un axe prometteur aussi bien en ce qui concerne le développement de la recherche que celui de la programmation.

Évolution anticipée du secteur :

	Situation actuelle	Cible 2012
❖ <i>Nombre d'étudiants</i>	153 ÉÉTP	200 ÉÉTP
❖ <i>Financement de la recherche</i>	-	60 000 \$

Programme(s) à développer :

- ❖ *Concentration en muséologie au baccalauréat*
- ❖ *Maîtrise en création multimédia*

Axe(s) de recherche émergent(s) :

- ❖ *Création multimédia*
- ❖ *Design et muséologie*



10. Sciences administratives

Le secteur des sciences administratives est déjà bien développé à l'UQO, aussi bien en ce qui a trait à la formation de premier cycle qu'au deuxième cycle. L'ajout d'une maîtrise en sciences de la gestion, ayant une orientation plus générale, permettra de consolider la présence de l'Université au deuxième cycle. Ce programme devra être conçu de sorte qu'il puisse accueillir des spécialisations dans les principaux domaines d'intérêt pour l'UQO, telles la finance et la gestion publique, ce dernier secteur comptant une très forte concentration d'emplois en Outaouais. L'UQO envisage aussi à terme l'implantation d'une maîtrise en administration publique.

Par ailleurs, le dynamisme du programme de Maîtrise en gestion de projet conduit tout naturellement l'Université à entrevoir une présence au troisième cycle dans ce domaine de la gestion. De même, la création d'un profil international à la maîtrise en gestion de projet permettra de répondre aux besoins de plus en plus pressants des gestionnaires publics et privés de la région.

L'UQO entend également favoriser le développement de la recherche en sciences administratives, ce qui sera facilité par la croissance et le renouvellement du corps professoral au cours des prochaines années. La gestion de projet, en particulier des projets technologiques et des projets sociaux, souvent dans une perspective internationale, devrait devenir un des principaux axes de recherche en sciences de la gestion à l'UQO. À cet égard, les professeurs pourront profiter de la présence très importante de l'administration publique en Outaouais pour des développements de la recherche contractuelle.

Évolution anticipée du secteur :

	Situation actuelle	Cible 2012
❖ <i>Nombre d'étudiants</i>	642 ÉÉTP	820 ÉÉTP
❖ <i>Financement de la recherche</i>	-	272 000 \$

Programme(s) à développer :

- ❖ *Baccalauréat en gestion touristique*
- ❖ *Maîtrise en sciences de la gestion*
- ❖ *Maîtrise en gestion de projet, profil international*
- ❖ *Maîtrise en administration publique*
- ❖ *Doctorat en gestion de projets*

Axe(s) de recherche émergent(s) :

- ❖ *Gestion de projets technologiques*
- ❖ *Gestion de projets sociaux*



11. Sciences comptables

Les sciences comptables représentent un secteur traditionnel et bien établi à l'UQO, offrant une gamme complète de programmes au premier cycle ainsi que des programmes courts et des diplômes de deuxième cycle. Les études de deuxième cycle ont connu une croissance assez forte au cours des dernières années, et cette tendance semble appelée à se maintenir en lien avec l'évolution des exigences de qualification des ordres comptables. L'Université anticipe des hausses modérées d'inscriptions dans ces programmes.

Concernant les activités de recherche et de développement, le secteur des sciences comptables est généralement plus propice à la recherche appliquée menée auprès des entreprises et des organismes publics qu'à la recherche fondamentale comme telle. L'UQO souhaite cependant appuyer ces deux volets des activités de recherche et de développement afin d'accroître le niveau de financement externe attribué au secteur des sciences comptables.

Évolution anticipée du secteur :

	<i>Situation actuelle</i>	<i>Cible 2012</i>
❖ <i>Nombre d'étudiants</i>	282 ÉÉTP	300 ÉÉTP
❖ <i>Financement de la recherche</i>	-	104 000 \$

Programme(s) à développer :

- ❖ *Perfectionnement aux cycles supérieurs*

Axe(s) de recherche émergent(s) :

- ❖ *Contrôle de gestion*
- ❖ *Comptabilité financière*



12. Relations industrielles et gestion des ressources humaines

Ce domaine, qui se situe à la jonction des sciences de la gestion et des sciences sociales et humaines, est un secteur très dynamique à l'UQO. La programmation au premier cycle couvre tous les aspects pertinents du domaine des relations industrielles : gestion des ressources humaines, santé et sécurité au travail, psychologie industrielle et politiques publiques du travail. On compte également une maîtrise en relations industrielles et en ressources humaines, et l'Université offrira dès l'automne 2004, en collaboration avec l'Université Laval, un doctorat en relations industrielles.

Les professeurs de ce secteur sont actifs en recherche fondamentale mais également dans des travaux plus appliqués réalisés auprès des organismes publics de la région. Ces professeurs travaillent d'ailleurs depuis plusieurs années pour développer les études de troisième cycle, dans le but notamment d'appuyer leurs efforts en recherche. Ce secteur compte un Centre d'études et de recherche sur l'emploi, le syndicalisme et le travail (CEREST) et des professeurs sont associés également au Centre de recherche sur les innovations sociales dans les entreprises et les syndicats (CRISES). L'UQO entend appuyer le déploiement des activités de recherche dans ce secteur, un des axes identifiés au Plan stratégique de la recherche de l'UQO étant la dynamique des transformations du travail.

Évolution anticipée du secteur :

	<i>Situation actuelle</i>	<i>Cible 2012</i>
❖ <i>Nombre d'étudiants</i>	325 ÉÉTP	360 ÉÉTP
❖ <i>Financement de la recherche</i>	122 176 \$	320 000 \$

Programme(s) à développer :

- ❖ *Implantation du doctorat en relations industrielles*

Axe(s) de recherche émergeant(s) :

- ❖ *Gestion des ressources humaines*
- ❖ *Transformations du travail*



13. Droit

À l'heure actuelle, en Outaouais, les futurs avocats qui souhaitent étudier dans leur région doivent acquérir leur formation en droit civil en Ontario, province qui est régie par le «Common law». Cette situation a été maintes fois dénoncée par les acteurs socio-économiques de la région et l'Université est déterminée à offrir la formation en droit civil aux résidents de l'Outaouais. Il s'agit ici de « rapatrier » en territoire québécois un service à la population, au même titre que les rapatriements qui ont cours dans d'autres secteurs d'activité, tel celui de la santé.

Par ailleurs, il est intéressant pour l'Université de se doter de ressources professorales en sciences juridiques – l'Université compte de fait deux professeurs en droit au Département des sciences administratives – qui contribueront à enrichir les autres secteurs de formation de l'Établissement, en particulier les secteurs à vocation professionnelle (droit du travail, droit de la santé, droit des affaires, etc.).

Évolution anticipée du secteur :

	Situation actuelle	Cible 2012
❖ <i>Nombre d'étudiants</i>	-	120 ÉÉTP
❖ <i>Financement de la recherche</i>	-	72 000 \$

Programme(s) à développer :

- ❖ *Baccalauréat en droit civil*



UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS

**Loi sur les établissements d'enseignement
de niveau universitaire**

RAPPORT 2003-2004

**PERFORMANCE
ET PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT**

SEPTEMBRE 2004



UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS

BILAN ET PERSPECTIVES

DOCUMENT PRÉSENTÉ À LA COMMISSION DE L'ÉDUCATION

27 AOÛT 2004

Contenu

INTRODUCTION	1
1. LE CONTEXTE RÉGIONAL, SON ÉVOLUTION ET LE RÔLE DE L'UQO	1
1.1 L'Outaouais : une autonomie en émergence	1
1.2 Les développements récents de l'économie de l'Outaouais	3
1.3 Une région sous-dotée en infrastructures	4
1.4 L'évolution récente de l'UQO et sa place dans le développement de l'Outaouais	6
2. LES INDICATEURS DE PERFORMANCE DE L'UQO	8
2.1 Les données de nature académique	8
2.1.1 L'évolution de l'effectif étudiant	8
2.1.2 La réussite des études	9
2.1.3 Les ressources professorales et la tâche d'enseignement	10
2.1.4 La recherche	11
2.1.5 Le développement de programmes	13
2.2 Les données de nature financière	14
2.2.1 Le fonds de fonctionnement	14
2.2.2 Le fonds avec restrictions	14
3. SOLUTIONNER LE FINANCEMENT DE L'UQO : DÉVELOPPEMENT ET IMPUTABILITÉ	15
3.1 Les perspectives d'avenir	15
3.2 L'évolution de la situation financière de l'UQO depuis 1999-2000	16
3.3 L'inadéquation des modalités de financement	17
3.4 Les solutions au développement de l'UQO	19
CONCLUSION	20
NOTES	21

ANNEXE 1 – TABLEAUX ET FIGURES

ANNEXE 2 – DÉCLARATION DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

ANNEXE 3 - PLAN DE DÉVELOPPEMENT ACADÉMIQUE DE L'UQO 2003-2012

INTRODUCTION

Le présent document est soumis à la Commission de l'éducation dans le cadre de ses travaux en application de la *Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire*. Il présente un bilan des réalisations de l'Université du Québec en Outaouais depuis 1999-2000 en situant le contexte dans lequel évolue l'université et en explicitant ses ambitions de développement.

La première partie campe le contexte régional et son évolution récente en soulignant l'émergence d'une vision de développement pour la région et la place qu'occupe l'UQO dans cette vision. La seconde partie présente et commente les indicateurs de performance académique et financière fournis dans la « Grille de données » (annexe 2) et couvrant la période 1999-2000 à 2003-2004. La troisième partie retrace l'évolution de la situation financière de l'UQO depuis le milieu des années 1990, explique sa situation actuelle et fait état des réflexions de l'UQO sur les mesures qui permettraient d'assurer son développement dans le respect du principe d'imputabilité.

1. LE CONTEXTE RÉGIONAL, SON ÉVOLUTION ET LE RÔLE DE L'UQO

1.1 L'Outaouais : une autonomie en émergence

La région de l'Outaouais a été, historiquement, fortement dépendante de la Capitale canadienne, tant sur le plan économique que politique et culturel, et la prise en main de sa destinée est très récente comparativement aux autres régions du Québec. Étant une région relativement industrialisée dans la première moitié du XX^{ème} siècle, l'économie de l'Outaouais a connu des déboires économiques importants dans la période d'après-guerre, aussi bien dans le secteur primaire (les mines en particulier) que dans la production manufacturière. Ainsi, par exemple, la part de l'Outaouais dans la valeur de la production manufacturière du Québec est passée de 2,9% en 1951 à 1,8% en 1971¹.

La proximité de l'Outaouais avec l'agglomération d'Ottawa ne lui a pas toujours été bénéfique. Une étude de planification pour la capitale canadienne, commandée par le premier ministre Mackenzie-King à l'urbaniste Jacques Gréber et publiée en 1949, préconisait pour l'Outaouais la conservation des espaces naturels et l'aménagement de parcs, allant même jusqu'à proposer l'élimination progressive des industries basées sur la rive, telle que la E.B. Eddy. La planification proposée par Gréber, qui a servi de trame à l'aménagement du territoire urbain en Outaouais dans les années 1950 et 1960, intégrait la rive québécoise mais en tant que « lieu de divertissement de la capitale » par contraste avec « le côté ontarien, urbain et centré sur l'emploi. »². Ainsi, l'aménagement du territoire, planifié et financé en grande partie par la Commission de la capitale nationale, a été plutôt

défavorable au développement industriel et économique de l'Outaouais. En 1968, le rapport de la Commission d'étude sur l'intégrité du territoire québécois, sous la présidence du géographe Henri Dorion, constatait le retard de développement de la région :

Le retard industriel de la partie québécoise de la région de la capitale canadienne tient non seulement à des facteurs d'ordre géographique, mais aussi à l'action de la CCN dont les plans et les politiques ont agi dans le sens de la désindustrialisation de Hull au profit d'Ottawa. Dans une mesure différente, il en est de même quant au réseau de communication routière et ferroviaire.³

La Commission Dorion estimait que le gouvernement du Québec faisait preuve d'une certaine « complaisance » face à l'omniprésence du gouvernement fédéral et de la CCN dans l'économie et l'aménagement de l'Outaouais et elle réclamait une implication plus forte du gouvernement québécois dans le développement de la région, recommandant notamment la mise en place d'une « Commission de planification de l'Ouest québécois ». De même, la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le multiculturalisme, dans son rapport de 1969, se penchait tout particulièrement sur la situation de l'Outaouais québécois et formulait des recommandations visant à « assurer une répartition plus équitable des avantages reliés à la présence du fédéral sur les deux rives de l'Outaouais »⁴. La même année, la Commission de la capitale nationale soumettait un rapport confidentiel intitulé *Hull 1969-1995* préconisant entre autres la construction d'édifices fédéraux sur la rive québécoise, au centre-ville de Hull. Le gouvernement québécois pour sa part n'est pas demeuré sourd aux cris lancés par la Commission Dorion, créant en 1969 la Communauté régionale de l'Outaouais (le pendant régional de la CUM et de la CUQ) ainsi que la Société d'aménagement de l'Outaouais dont le mandat était de mettre en place des mécanismes de développement économique pour la région. C'est à la société d'aménagement que l'on doit, par exemple, la création de l'aéroport de Gatineau en 1979.

Le sous-développement de la région dans les années 1950 et 1960 ne se traduit pas seulement au niveau de la dégradation de la structure industrielle mais également au niveau d'un manque d'accessibilité en sol québécois des services publics, en particulier en matière d'éducation et de santé. Or, si la croissance fulgurante de la fonction publique fédérale dans les années 1970 a fortement contribué à une relance de l'économie régionale (et à l'importante croissance démographique de la région), elle n'a en soi rien changé à ce manque d'accessibilité des services. C'est mus en partie par la montée du mouvement nationaliste au Québec que les acteurs régionaux ont commencé à revendiquer le droit à des services publics adéquats sur la rive québécoise dans les années 1970. Un des porte-étendard de ces revendications a été la mouvement « Outaouais à l'urgence » en faveur de l'autonomie régionale en matière de services de santé, mouvement qui a fortement mobilisé la population outaouaise et qui a mené, en 1973, à des investissements importants pour la création de CLSC et l'amélioration de la capacité d'accueil dans la région. Ce

n'est toutefois qu'en 1983 qu'est inauguré le Centre hospitalier de Gatineau. À peine deux années plus tard, le Conseil régional de la santé et des services sociaux de l'Outaouais (CRSSO) dans son *Rapport annuel 1985-1986* constatait que :

...les résidants québécois occupent encore [dans les établissements ontariens] l'équivalent d'un centre hospitalier de la dimension du CH de Gatineau et en 1985-1986, près de 50 millions de dollars ont été versés aux hôpitaux ontariens, sans compter les services externes ou les services médicaux.⁵

C'est à cette époque, en 1984-1985, que le CRSSO et le ministère des Affaires sociales lançaient une opération visant à « rapatrier » la clientèle québécoise utilisatrice de services de santé du côté ontarien.

Ce court rappel historique vise à souligner la dépendance historique de la région face à Ottawa et le caractère récent de la prise en charge par l'Outaouais de son propre développement. Dans les pages qui suivent, nous verrons que les efforts récents de développement et de diversification économique ont porté fruits, mais qu'il reste encore beaucoup à faire afin d'amener la région à un niveau de développement adéquat, en particulier sur le plan de la formation supérieure et des infrastructures de recherche et de développement.

1.2 Les développements récents de l'économie de l'Outaouais

La grande spécificité de la région de l'Outaouais, par rapport aux autres régions périphériques du Québec, est d'être située dans une agglomération au caractère métropolitain. Le grand Gatineau représente le troisième pôle en importance au Québec, tandis que l'agglomération plus large de Gatineau-Ottawa est le quatrième pôle urbain en importance au Canada⁶, avec environ un million d'habitants. L'Outaouais est par ailleurs une des régions du Québec pour lesquelles on prévoit les plus fortes croissances de la population au cours des prochaines décennies, soit un taux de 19,5% pour la période 2001-2026 (tableau 1). Avec un tel taux de croissance, qui représente plus du double de la moyenne québécoise, la région connaîtra une augmentation de sa population équivalente à l'actuelle population du secteur Hull de la ville de Gatineau.

La position de l'Outaouais au sein de cette grande agglomération présente des avantages considérables au plan des possibilités de diversification économique, du développement de la recherche et du transfert de connaissances. La région s'est d'ailleurs dotée au tournant des années 1990 d'une stratégie de diversification dans le but notamment de réduire sa dépendance économique à l'appareil fédéral. *L'Entente-cadre de développement de l'Outaouais*, conclue en 2000, a explicitement comme objectif de faire de la région un pôle de développement de la connaissance et du savoir. La stratégie de *L'entente-cadre* passe par divers canaux : renforcement

des secteurs industriels plus traditionnels (bois, pâtes et papier, agroalimentaire) ; développement des services récréotouristiques ; soutien à l'économie sociale ; développement de créneaux qui sont à l'avant-garde du savoir (technologies de l'information, biotechnologies). Il existe une concertation régionale, une sorte de « contrat social », liant les différents acteurs socio-économiques de la région à cette vision.

Les initiatives de diversification entreprises au tournant des années 1990 se sont traduites par des résultats probants. En effet, entre 1987 et 1997, le nombre d'emplois dans les services non gouvernementaux a connu dans la région une croissance très importante de 39% (tableau 2). Par ailleurs, selon les données recensées par le ministère des régions, les emplois dans les « services moteurs » se sont également accrus de 40% dans l'Outaouais entre 1989 et 2001, contre un taux de 33% dans l'ensemble du Québec⁷. Les stratégies de développement de la région⁸ tirent profit de sa position métropolitaine, reposant sur des créneaux à teneur régionale, tels que le tourisme, l'agroalimentaire et la foresterie, mais misant également sur des secteurs moteurs et à haute valeur ajoutée comme l'informatique, les technologies langagières et la biotechnologie.

Ainsi, l'économie de l'Outaouais présente un amalgame unique de caractéristiques « régionales » et « métropolitaines » qui en font un des principaux pôles de développement au Québec. Le rôle de l'Université du Québec en Outaouais, de même que ses possibilités de développement, sont directement liés à cet ensemble unique de caractéristiques. En ce sens, la situation de l'UQO s'apparente à certains égards à celle des établissements régionaux, mais elle s'en distingue aussi de par sa situation métropolitaine et frontalière. Cette situation particulière agit à la fois comme contrainte et comme opportunité pour son développement. En effet, les possibilités de développement de l'Université sont grandes, tout comme les attentes des acteurs socio-économiques régionaux à son endroit, mais elle doit aussi faire face à la concurrence directe des établissements universitaires ontariens et à une faiblesse relative des infrastructures de recherche et de développement sur la rive québécoise et ce, dans le contexte d'une inadéquation de son financement.

1.3 Une région sous-dotée en infrastructures

Comme on l'a vu, la région de l'Outaouais est entrée au cours des vingt dernières années dans une phase de développement et de diversification de son économie et ce, avec un certain succès. Toutefois, il reste fort à faire. Un des constats les plus frappants quand on considère l'état des ressources en matière de formation supérieure dans l'Outaouais est l'état de dépouillement dans lequel se trouve l'offre de programmes universitaires dans la région. En effet, selon les mots mêmes du *Plan stratégique de développement de l'éducation en Outaouais* (2000), la région « n'a pas

encore atteint le seuil qui lui permet d'assurer les services de base répondant aux besoins minimaux d'accessibilité »⁹. Le Saguenay-Lac-St-Jean et la Mauricie comptent deux fois plus de programmes que l'Outaouais pour des populations sensiblement plus faibles (tableau 3) ; en proportion de la population, on compte presque quatre fois plus de programmes en Mauricie et six fois plus de programmes en Estrie que dans l'Outaouais. Ainsi, malgré la présence d'une population urbaine forte et dense, l'Outaouais ne dispose que d'un nombre très limité de programmes universitaires : les disciplines des sciences de la nature, des lettres et du droit sont absentes de nos programmes ; les sciences appliquées et les sciences sociales y sont très peu représentées.

Le manque de programmes universitaires se traduit par un taux très élevé d'étudiants de la région qui s'inscrivent à l'extérieur, soit dans une université située ailleurs au Québec, soit dans une université ontarienne. Chaque année, plus de 3 000 étudiants de l'Outaouais s'inscrivent dans des universités ontariennes, faute de programmes sur la rive québécoise (tableaux 4 et 5). Pour donner un ordre de grandeur, cet exode représente environ 60% du volume actuel d'étudiants que compte l'UQO. Pour dire les choses autrement, ce n'est qu'entre 35% et 40% des étudiants universitaires provenant de l'Outaouais qui étudient chez-eux, un des taux les plus bas de toutes les régions du Québec (tableau 5).

L'état de sous-développement de la programmation universitaire dans l'Outaouais n'est qu'un exemple du sous-investissement dont souffre la région en matière de ressources en recherche et innovation.

Considérons par exemple le nombre de professeurs-chercheurs qui n'est que de quatre par 10 000 habitants en Outaouais, le taux le plus bas de toutes les régions où on trouve une université. En comparaison, la région de Québec, qui présente un profil socio-démographique comparable à celui de l'Outaouais, compte 23 professeurs-chercheurs par 10 000 habitants (tableau 6). Dans le secteur des sciences pures et appliquées, où se concentre l'essentiel des fonds privés de R-D, l'UQO ne compte que 17% de professeurs alors que ce taux tourne autour de 30% dans des établissements tels que de l'UQTR, l'UQAC et l'UQAR (tableau 7). On peut parler pour l'Outaouais d'une réelle absence de masse critique, ce qui a des incidences directes sur le dynamisme de la recherche et sur les capacités de l'Université à remplir sa mission de service à la collectivité et de transfert des connaissances.

La donnée qui représente peut-être le mieux l'état de sous-financement dans la région de l'Outaouais est le niveau de dépenses publiques en éducation par habitant. Ainsi par exemple, pour l'année 2000, le niveau de dépenses en éducation par habitant dans l'Outaouais était le plus bas de

toutes les régions qui comptent une université au Québec. Il était de 40% inférieur au niveau de dépenses que l'on trouve dans la région de Québec (tableau 6).

L'absence d'une masse critique de professeurs-chercheurs a son pendant au niveau des investissements privés en R-D, où l'Outaouais fait mauvaise figure. Ainsi, le niveau de dépense intérieure de R-D des entreprises par habitant en Outaouais (tableau 6) est de 80% inférieur à la moyenne québécoise. Par rapport à l'ensemble des régions qui comptent une université, l'Outaouais est avant-dernière à ce chapitre, juste devant le Bas-St-Laurent. Heureusement que Gatineau a connu un regain de dynamisme en recherche au cours des dernières années, notamment dans le vaste secteur des technologies de l'information. Sans cela, l'écart avec la moyenne québécoise serait encore plus grand.

Ces quelques chiffres indiquent qu'il reste beaucoup à accomplir afin de doter Gatineau et l'Outaouais des ressources adéquates pour relever le défi de la société du savoir. En ce qui concerne l'UQO, elle a consenti des efforts majeurs de développement dans les dernières années afin de répondre aux attentes de la population et des acteurs socio-économiques et ce, dans un contexte budgétaire des plus difficiles. L'Université est encore incomplète et ne pourra jouer pleinement son rôle de moteur socio-économique que si les mécanismes de financement sont adaptés à sa double réalité d'université qui a une responsabilité régionale importante tout en étant soumise à la concurrence immédiate de grandes universités urbaines de l'Ontario.

1.4 L'évolution récente de l'UQO et sa place dans le développement de l'Outaouais

L'Université du Québec en Outaouais est une des plus jeunes universités québécoises. Fondée en 1981, elle ne fut présente à ses débuts que dans deux grands secteurs, soit les sciences de la gestion et les sciences de l'éducation. Ses interventions se sont graduellement étendues aux secteurs des sciences humaines et sociales (travail social, psychoéducation, relations industrielles), de l'informatique, des sciences infirmières et des arts. Sa naissance tardive a valu à l'UQO d'évoluer dans le contexte de la crise des finances publiques qui s'est manifestée dès le milieu des années 1980. Son développement en a souffert, n'ayant pu compter, comme ce fut le cas de la plupart autres universités québécoises, sur un soutien financier énergique pour assurer la diversification de ses activités. Comme le soulignait l'Office de planification et de développement du Québec en 1986 dans son *Bilan socio-économique de l'Outaouais* :

En fait, les deux institutions d'enseignement post-secondaires (Université et Collège) sont affectés par la conjoncture de décroissance des investissements dans leur domaine. Cette situation cause un nouveau retard dans l'implantation de programmes essentiels au développement de la région.¹⁰

Dans la seconde moitié des années 1990, l'Université a résolu d'accélérer le développement de sa programmation afin de mieux répondre aux besoins pressants de sa région en pleine expansion. Les acteurs socio-économiques de la région comptent en effet sur l'UQO pour réaliser les objectifs régionaux de développement économique et social et ce, aussi bien pour l'agglomération urbaine de Gatineau que pour les territoires ruraux de la région. Ces attentes ont d'ailleurs été clairement exprimées lors du Forum régional sur l'enseignement supérieur tenu en octobre 2003. Ce Forum, qui est une initiative des établissements d'enseignement supérieur de l'Outaouais, vise à construire un consensus régional fort autour d'une vision stratégique de l'enseignement supérieur pour la région. L'objectif ultime est d'accroître la diversité de l'offre de formation et de doter la région d'infrastructures de recherche, d'innovation et de transferts adaptées à ses besoins.

Ainsi, au cours des dernières années, comme nous le verrons dans la section suivante, l'UQO a élargi sa programmation et étendu son recrutement étudiant, a intensifié ses activités de recherche et a accru sa présence régionale aussi bien par son implication dans divers forums régionaux dédiés au développement social et économique que par l'établissement de partenariats de recherche. Un accomplissement éloquent à cet égard est la création récente du Centre de recherche en technologies langagières, (CRTL), résultat d'un partenariat avec le Conseil national de recherches du Canada (CNRC) et son Institut de technologie de l'information, le Bureau de la traduction du Canada (BTC), la Corporation de développement économique de la Ville de Gatineau (CDEG) et l'Association de l'industrie de la langue (AILIA). Ce centre, qui développera des partenariats technologiques dans tout le Canada et constituera un véritable pôle national et international de l'industrie de la langue à Gatineau, regroupera jusqu'à 150 experts, industriels et étudiants en formation.

L'UQO a également intensifié sa présence dans les forums régionaux voués à la promotion du développement social et économique de la région. L'Université est représentée au conseil de l'Agence de développement régional de santé et de services sociaux (ADRSSS), au Conseil régional des élus (CRÉ) et au conseil de la Corporation de développement économique de Gatineau. L'UQO a aussi assuré un leadership dans la représentation outaouaise au Sommet national des régions tenu par le gouvernement québécois à l'automne 2002. L'Université a également accru sa présence hors centre (Mont-Laurier, Maniwaki, St-Jérôme) où les besoins en matière de formation supérieure sont criants.

Les développements et les engagements tangibles de l'UQO s'inscrivent dans l'affirmation de sa volonté, réitérée dans ses *Énoncés d'orientation 2003-2012*, de devenir un leader régional du développement social et économique de sa région. C'est dans le but de poursuivre cette mission que l'UQO a adopté en 2003-2004 son *Plan de développement académique* (annexe 3) qui projette les

développements futurs jusqu'en 2012. Ce plan de développement cible les domaines d'excellence et d'importance stratégique pour la région (cyberpsychologie, technologies langagières, technologies de l'information, aménagement forestier), tout en misant sur l'élargissement de la programmation dans des domaines de base (biologie, droit, sciences sociales). Aussi bien au plan de la formation que de la recherche, l'UQO affirme ainsi son caractère d'établissement à vocation générale tout en développant, dans des créneaux plus spécifiques, des activités qui ont une portée nationale et internationale.

2. LES INDICATEURS DE PERFORMANCE DE L'UQO

L'Université du Québec en Outaouais a connu, depuis la fin des années 1990, une croissance importante de ses effectifs étudiants et elle a réalisé des développements majeurs, aussi bien au plan de la formation que de la recherche et ce, en privilégiant le développement de partenariats et l'occupation du territoire. Comme nous pourrons la constater dans les pages qui suivent, les résultats au niveau académique sont probants. En ce qui concerne les ressources, l'UQO a dû effectuer une gestion très serrée. Le réinvestissement consenti par le gouvernement québécois dans le cadre du contrat de performance 1999-2002 a permis à l'Université de poursuivre son développement sans suffire toutefois à asseoir adéquatement sa base de financement. L'UQO demeure déficitaire dans ses opérations alors que les indicateurs de gestion des ressources montrent clairement qu'elle est sous-dotée en comparaison d'établissements comparables. Ceci indique sans ambiguïté que la problématique en est une de financement, et la direction de l'Établissement est engagée dans des discussions avec le ministère de l'Éducation en vue de revoir les modalités de financement de ses activités.

2.1 Les données de nature académique

2.1.1 L'évolution de l'effectif étudiant

L'effectif étudiant à l'UQO est en hausse constante depuis quelques années, laquelle s'est traduite par une croissance de 27,4% de l'effectif étudiant en équivalent temps plein entre l'automne 1999 et l'automne 2003 (tableau 8); en 2003-2004 la population étudiante a atteint 3 414 ÉÉTP (ligne 1). Le profil de la population étudiante de l'UQO a également connu des transformations qualitatives au cours des cinq dernières années et ce, sous différents aspects. D'une part, la hausse d'effectifs au premier cycle est essentiellement due aux inscriptions à temps complet (ligne 3), la part des inscriptions à temps partiel (ligne 4) s'étant seulement maintenue au cours de la période 1999-2003. Cette tendance traduit un intérêt plus marqué des étudiants de premier cycle pour les études à

temps plein dans les programmes de baccalauréat et reflète le développement de l'offre de nouveaux programmes de baccalauréat au cours des dernières années.

Une autre évolution importante dans le profil de la population étudiante est la place grandissante que prennent les études de cycles supérieurs, dont l'effectif étudiant a presque doublé sur la période, passant de 488 inscrits à l'automne 1999 à 950 à l'automne 2003. La part des étudiants de cycles supérieurs sur l'ensemble des étudiants de l'Université est passée de 12,6% à l'automne 1999 à 19,8% à l'automne 2003, soit le plus haut taux des établissements à vocation générale du réseau de l'Université du Québec (ligne 6).

On note également une progression de 73% du nombre d'étudiants étrangers dont l'effectif représentait, à l'automne 2003, 4,6% du total des étudiants de l'UQO, ce taux étant de 3,2% à l'automne 1999 (ligne 8). Concernant les étudiants québécois qui vont compléter une partie de leur formation à l'étranger, la progression est intéressante bien que les résultats absolus demeurent modestes. En 2003-2004, on comptait 20 étudiants en formation à l'étranger, comparativement à 6 en 1999-2000 (ligne 9). Les fonds qui ont été alloués par le MEQ en soutien aux étudiants québécois qui souhaitent faire des stages ou une partie de leur scolarité à l'étranger font l'objet d'un programme à l'UQO. Selon les responsables des services aux étudiants, il semble toutefois que, en dépit du programme d'aide qui est offert, les considérations financières représentent pour les étudiants le principal frein à la participation à ce programme.

2.1.2 La réussite des études

En ce qui concerne la réussite des études, deux différents indicateurs sont utilisés, soit la diplomation après six ans et la persévérance après une année. Ce dernier indicateur permet de projeter des taux de diplomation : on constate en effet un écart moyen d'environ 10% entre le taux de réinscription après un an et le taux de diplomation après six ans (voir figure 1). Par exemple, un taux de persévérance de 87% après une année indique un taux d'obtention du diplôme après six ans qui sera d'environ 77%. Ainsi, le taux de rétention après une année d'études à l'UQO est passé de 72,1% pour la cohorte de l'automne 1999 à 81,0% pour la cohorte de l'automne 2002, ce qui représente une progression très intéressante (ligne 31a).

Les excellents résultats obtenus avec la cohorte de l'automne 2002 sont le fruit des efforts qu'a consentis l'Université au cours des récentes années, en particulier avec son programme de réussite universitaire (PRU) dont le budget a triplé depuis l'année 2000-2001. La croissance des ressources et des activités du programme de réussite universitaire s'est accompagnée de mesures visant à assurer que les étudiants considérés à risque, c'est-à-dire dont la cote R à l'admission est de moins

de 22, suivent le programme. L'Université a également renforcé ces mesures en 2003 en attribuant aux ateliers de réussite universitaire le statut de cours d'appoint : ceci permet de mieux contrôler la participation et la réussite des ateliers par les étudiants. Notons également que, depuis l'automne 2001, une attention particulière est portée à l'admission des candidats dans certains programmes d'études ciblés.

2.1.3 Les ressources professorales et la tâche d'enseignement

De 1999-2000 à 2003-2004 inclusivement, le nombre de postes de professeurs réguliers est passé de 132 à 161 (ligne 13b), une croissance qui est en lien direct avec le développement de nouveaux programmes, l'augmentation de l'effectif étudiant et des activités de recherche. Ainsi, l'Université compte aujourd'hui 29 poste de professeurs réguliers de plus qu'à l'automne 1999. Toutefois, le nombre de postes de professeurs ne reflète pas nécessairement le nombre de professeurs effectivement en place puisque, bon an, mal an, certains postes ne peuvent être comblés. Quand on considère le nombre de professeurs en poste qui sont disponibles à l'enseignement (ligne 13a), on est passé de 127,5 professeurs en 1999-2000 à 138,8 professeurs en 2003-2004.

Les professeurs réguliers ont assuré chacun en moyenne 3,7 cours en 2003-2004, soit le même niveau qu'en 2002-2003 (ligne 15). Le nombre moyen de cours assurés par les professeurs réguliers a fléchi depuis 1999-2000 parce que les charges associées à la recherche et à la gestion de programmes se sont accrues, conséquence directe de la croissance rapide de l'Université. L'augmentation des dégagements pour fins de recherche résulte essentiellement de la création de chaires de recherche et de l'obtention de subventions permettant des dégagements subventionnés. Par ailleurs, la création de nouveaux programmes et les hausses importantes d'inscriptions dans certains programmes expliquent l'essentiel de l'augmentation des dégagements pour fins d'administration pédagogique.

Ainsi, même avec une croissance des ressources professorales régulières en 2003-2004, le nombre de cours assurés par des professeurs s'est seulement maintenu et ce, en raison d'un accroissement rapide des activités liées à la recherche et à la gestion de programmes et de départements. Ceci revient à dire que le niveau d'embauche de nouvelles ressources professorales a été en dessous des besoins, ce qui se vérifie par ailleurs quand on considère l'évolution du ratio étudiants/professeur. En effet, même avec un accroissement de 9% du nombre de professeurs disponibles à l'enseignement (ligne 13a) entre 1999-2000 à 2003-2004, les hausses de fréquentation des programmes ont conduit en bout de ligne à une augmentation de 12,3% du ratio EÉÉTP/professeur qui est passé de 21,9 en 1999-2000 à 24,6 en 2003-2004 (ligne 19). Ceci se traduit notamment par une hausse de la proportion des activités d'enseignement assumées par les

personnes chargées de cours (et autres catégories d'intervenants) qui est passé de 54,6% en 1999-2000 à 62,4% en 2003-2004 (total des lignes 21b et 22b).

Les embauches au cours des dernières années ont permis de poursuivre le processus de renouvellement du corps professoral. L'application des conditions d'embauche, qui ont notamment pour objectifs d'accroître les activités de recherche, a d'ailleurs porté fruit puisque le niveau d'activités de recherche est à la hausse, non seulement en terme de niveau de financement mais également en terme de professeurs bénéficiant d'un financement externe.

2.1.4 La recherche

Concernant les activités de recherche, la progression rapide du financement et la création de centres de recherche au cours des dernières années est le résultat d'une démarche planifiée. L'UQO s'est dotée de mécanismes appropriés pour soutenir les efforts de recherche des professeurs et a créé en 2001 un Décanat de la recherche. Les résultats des efforts consentis sont manifestes (figure 2).

En effet, la croissance des fonds externes de recherche (subventions et contrats, ligne 25 et 26) au cours de la période 1999-2000 à 2003-2004 a été de l'ordre de 56,6%. Le financement global de la recherche dans l'Établissement étant de 2,6 M\$ en 2003-2004, ces données étant encore partielles (il y manque notamment les montants provenant de projets inter-établissements qui sont gérés dans un autre établissement). En considérant l'ensemble des revenus de recherche, incluant les subventions d'infrastructures de la FCI, les montants ont presque doublés entre 1999-2000 et 2003-2004, passant de 1,7 M \$ à 3,2 M \$ (total des lignes 23 à 26).

Un aspect important de la dynamique de la recherche est la progression du nombre de professeurs bénéficiant de subvention de recherche, qui est en hausse de 25% depuis 1999-2000 (ligne 30a), tandis que le montant moyen de subvention par professeur (ligne 28) s'est accru de 52% sur la même période. La proportion de professeurs réguliers ayant obtenu des fonds de recherche externes s'élève à 42,5% en 2003-2004, une progression importante par rapport à l'année 1999-2000 où ce taux était de 36,9% (ligne 30b). Ces résultats sont d'autant plus significatifs que l'UQO éprouve encore des difficultés de rétention des professeurs. Dans un contexte où les universités sont engagées dans un processus de renouvellement de leur corps professoral, les moyens dont disposent l'UQO pour retenir les professeurs les plus productifs apparaissent restreints, surtout en comparaison des possibilités que semblent avoir les établissements de plus grande taille.

Par ailleurs, l'UQO a connu des succès importants au cours des quatre dernières années au chapitre de l'obtention de fonds d'infrastructure et de chaires de recherche et a mis sur pied un nombre considérables d'entités de recherche :

2001	Chaire de recherche en calcul distribué	SDÉO, Fondation UQO
	Laboratoire d'optoélectronique industrielle	FCI, DÉRRQ
	Observatoire sur le développement régional et l'analyse différenciée selon les sexes	CRDO, DÉRRQ
2002	Chaire de recherche du Canada en cyberpsychologie	FCI, IRSC, DÉRRQ, DEC
	Chaire de recherche du Canada en photonique	FCI
2003	Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités	CRDO, SDÉO, Fondation UQO
	Laboratoire de caractérisation et de traitement des composants optiques	FCI, DÉRRQ
	Laboratoire de recherche en sécurité informatique	FCI, DÉRRQ
	Laboratoire de traitement multimédias	FCI, DÉRRQ
	Laboratoire des systèmes spatiaux intelligents	FCI, DÉRRQ
	Centre de recherche en technologies langagières	DEC, DÉRRQ

Le taux de succès aux organismes subventionnaires fédéraux et provinciaux des professeurs de l'UQO se compare à celui des universités de même taille. Ce qui constitue toutefois un des indicateurs les plus significatifs de l'évolution récente des activités de recherche à l'UQO est la participation grandissante des chercheurs de l'Université à des équipes inter-établissements, à des réseaux de centres d'excellence ainsi que dans d'importants partenariats. Par exemple, l'UQO est associée de près à la création sur son campus d'un centre de recherche du CNRC en technologies langagières, un des domaines en émergence identifiés dans son *Plan stratégique de la recherche*, et qui représente un investissement majeur. L'UQO s'est également associée à l'Institut québécois d'aménagement de la forêt feuillue (IQAFF) ainsi qu'à d'autres partenaires privés et institutionnels dans un ambitieux programme de recherche portant sur le développement d'outils technologiques en aménagement forestier. Le Laboratoire de cyberpsychologie, un laboratoire unique au Québec et qui bénéficie depuis 2003 d'une Chaire de recherche du Canada, est associé au Centre hospitalier Pierre-Janet dans un important programme de recherche sur les troubles anxieux.

Les efforts de développement de la recherche ont également été appuyés par la mise en place de nouveaux programmes de cycles supérieurs à l'UQO qui lui permettent de mieux remplir sa mission de formation de chercheurs. Presque 20% des étudiants de l'UQO sont maintenant inscrits à un programme d'études supérieures, lesquels connaissent, comme on l'a vu, la croissance la plus rapide d'effectifs étudiants au cours des dernières années.

2.1.5 Le développement de programmes

L'UQO est un établissement en développement et le déploiement de la programmation a été très intensif au cours des dernières années, plusieurs nouveaux programmes ayant vu le jour :

2004

- Doctorat en relations industrielles
- MBA spécialisé en sciences comptables
- DEC-BAC intégré en sciences infirmières
- Majeure en communication

2003

- Doctorat en psychologie

2002

- Maîtrise en développement régional
- Majeure en science politique
- Majeure en sociologie
- Mineure en histoire
- Mineure en technologies de l'information et des communications
- Mineure en développement international
- Mineure en développement local et régional
- Mineure en science politique

- Mineure en sociologie
- Programme court 2^{ème} cycle en animation spirituelle et communautaire
- Programme court de 1^{er} cycle en pratique infirmière en soins cliniques d'urgence
- Programme court de 2^{ème} cycle en renouvellement pédagogique

2001

- Maîtrise en informatique
- Maîtrise en sciences infirmières
- Cheminement international du baccalauréat en administration
- Diplôme d'études supérieures spécialisées en finance
- Diplôme d'études supérieures spécialisées en localisation

Des démarches sont en cours dans le but de développer de nouveaux programmes pour les prochaines années, notamment :

- Deux projets de doctorat sont en cheminement, soit un projet de Doctorat en sciences sociales appliquées et un projet de Doctorat en sciences et technologies de l'information.
- Un comité inter-établissement a amorcé des travaux dans le but de créer un programme de 2^{ème} cycle dans le domaine de la création multimédia.
- Des travaux ont également été entamés, notamment une consultation auprès d'experts, concernant une intervention de 1^{er} cycle dans le domaine de la muséologie.
- L'Université a intensifié ses démarches visant à développer des activités scientifiques dans des domaines rattachés aux sciences biologiques et forestières. Une entente a été conclue avec l'Institut québécois d'aménagement de la forêt feuillue (IQAFF) et un expert a été embauché pour travailler au développement d'une intervention au 1^{er} cycle en biologie. Un poste de professeur a également été réservé afin d'appuyer les développements en recherche et en formation dans cet important créneau.

Comme on l'a mentionné précédemment, l'UQO s'est dotée en 2003-2004 d'un plan de sa programmation et de ses activités de recherche pour les huit prochaines années. Ce plan vise à élargir la base de programmes et d'activités de recherche afin de mieux répondre aux besoins de la région, en sciences naturelles et en science sociales notamment, tout en renforçant ses créneaux d'excellence. Ce développement planifié cherche à intégrer les activités de recherche et de formation, comme c'est le cas par exemple en technologies langagières, en développement régional ou encore en relations industrielles. De même, ce plan vise à arrimer les développements de base, au niveau du premier cycle surtout, avec les développements aux cycles supérieurs dans des créneaux plus spécialisés qui sont prometteurs au plan de la recherche. Ainsi par exemple, la stratégie de déploiement des sciences biologiques, qui vise à terme le premier cycle, passe d'abord par la mise en place de partenariats de recherche pour la conception d'outils technologiques en gestion et aménagement forestier et le développement de formations de cycles supérieurs spécialisées dans ce domaine. Cette façon de procéder permet de maximiser les retombées tout en minimisant les risques inhérents au développement.

2.2 Les données de nature financière

2.2.1 Le fonds de fonctionnement

Au chapitre du fonds de fonctionnement de l'Université, on peut constater que, sur la période 1999-2000 à 2003-2004, les revenus (ligne 44) ont augmenté plus rapidement que les dépenses (ligne 48), soit une augmentation de 45,9% des revenus contre une augmentation de 35,8% des dépenses (tableau 9). Cette évolution a permis d'atteindre en 2003-2004 un exercice équilibré.

L'augmentation des dépenses est essentiellement attribuable aux salaires (ligne 45) et aux avantages sociaux (ligne 46) qui représentent, en 2003-2004, 79,2% des dépenses de fonctionnement. En ce qui concerne les revenus, ce sont les revenus « autres » (ligne 43) qui ont crû le plus, avec 56,4%, tandis que la subvention du MEQ croissait de 47,5% (ligne 41) et les revenus provenant des étudiants de 34,9% (ligne 42). La part de la subvention du MEQ dans les revenus de fonctionnement de l'UQO a légèrement augmentée (de huit dixième de point) entre 1999-2000 et 2003-2004, tandis que la part relative des revenus des étudiants diminuait 1,4 point de pourcentage (tableau 10).

2.2.2 Le fonds avec restrictions

Les fonds avec restrictions proviennent pour l'essentiel des organismes subventionnaires de recherche et, comme il s'agit de fonds dédiés, le niveau des dépenses suit d'assez près celui des

revenus. On remarque que les salaires et avantages sociaux ne comptent que pour 41% des dépenses dans ces budgets, une part importante étant consacrée à l'achat d'équipements. Les écarts entre les revenus et les dépenses tiennent au fait que les dépenses faites pour un montant reçu au cours d'une année sont souvent réparties sur plusieurs années. Les revenus de ce type ont doublés depuis 1999-2000, ce qui reflète le dynamisme de l'UQO au chapitre de la recherche.

3. SOLUTIONNER LE FINANCEMENT DE L'UQO : DÉVELOPPEMENT ET IMPUTABILITÉ

3.1 Les perspectives d'avenir

Dans sa lettre d'invitation, la Commission sur l'éducation demande à l'UQO de faire état de sa « planification stratégique pour les années à venir ». Nous avons mentionné déjà que l'Université est engagée depuis le milieu des années 1990 dans un processus de développement qui va s'accéléralant et qu'elle a adopté en 2003 un plan de développement académique qui explicite les ambitions de déploiement de ses activités de formation et de recherche jusqu'en 2012. Il est très important de comprendre que la dynamique de l'Université du Québec en Outaouais est celle d'un établissement qui en est encore à une phase de construction et de développement.

L'UQO est en effet peu développée encore, que ce soit dans le secteur des sciences naturelles et appliquée, en lettre, en droit ou en sciences sociales. L'UQO est par ailleurs appelée à croître, étant située dans une des rares régions du Québec pour lesquelles on prévoit une croissance démographique importante pour les vingt prochaines années. Un défi de taille se pose également en Outaouais au plan de l'occupation du territoire en raison de la dispersion de la population dans les zones à vocation rurale. C'est un élément important de la mission de l'Université que de rendre accessibles ses services sur l'ensemble du territoire qu'elle dessert, tel que spécifié dans ses *Énoncés d'orientation 2003-2012*. Toutefois, la dispersion de la population hors centre implique des coûts élevés pour assurer une présence sur l'ensemble du territoire de l'Outaouais et des Laurentides. Enfin, la dispersion des activités et des services sur deux campus est loin d'être optimale et génère des coûts de fonctionnement supplémentaires. Les étudiants sont encore répartis sur deux campus, distants d'un kilomètre, tandis que l'Université souffre d'un sérieux manque d'espace, lequel empire rapidement avec les fortes hausses de fréquentation des dernières années. La situation est telle que l'Université a dû recourir à des espaces en location en 2003-2004.

Ainsi, le contexte dans lequel évolue l'Université du Québec en Outaouais lui permet d'envisager une croissance et une diversification importantes de ses activités de recherche et de formation. L'Université joue de plus en plus activement le rôle moteur qu'on attend d'elle dans une région en pleine expansion et en plein développement social, économique et culturel. Les progrès des

dernières années ont toutefois été accomplis en dépit d'un contexte financier extrêmement difficile et précaire. Le réinvestissement qui a été consenti entre 2000 et 2003 par le précédent gouvernement aura permis à l'UQO de poursuivre le développement entamé depuis le milieu des années 1990. Ce développement a donné lieu à un élargissement et à une diversification intéressante de l'offre de programmes à l'UQO. Ceci s'est traduit notamment par une croissance importante de la fréquentation étudiante ainsi que par des progrès significatifs au plan du développement de la recherche.

Cependant, le réinvestissement des dernières années n'aura été qu'un ajustement ponctuel qui n'a pas permis à l'Université de recouvrer un équilibre budgétaire. Et en l'état actuel des choses, toute planification stratégique continue de se heurter à ce problème majeur et récurrent. C'est pourquoi nous consacrons cette dernière partie de notre présentation à expliquer la situation financière de l'UQO et à faire état de nos réflexions quant aux avenues qui permettraient d'assurer le développement de notre établissement dans le respect du principe d'imputabilité de la gestion des fonds publics.

3.2 L'évolution de la situation financière de l'UQO depuis 1999-2000

L'Université du Québec en Outaouais a commencé à souffrir de déficit de fonctionnement au milieu des années 1990, en raison des compressions budgétaires imposées par le gouvernement québécois, mais également à cause des baisses importantes de clientèles étudiantes qu'ont connu tous les établissements entre 1993-1994 et 1997-1998. Dès l'année 1996-1997, le réseau de l'Université du Québec reconnaissait d'ailleurs l'état de sous-financement de l'UQO en lui octroyant une subvention de redressement de la base de 1,1M \$ puis de 1,8M \$ pour les années 1997-1998, 1998-1999 et 1999-2000.

Le gouvernement québécois a procédé à une phase de réinvestissement dans les universités québécoises entre 1999-2000 et 2002-2003 et ce, en vertu de « contrats de performance » qui ont été signés avec chacun des établissements universitaires. La première phase de réinvestissement qui a accompagné la signature des contrats de performance a contribué à réduire le déficit structurel qui prévalait avant cette période et a permis à l'UQO de poursuivre son développement et sa croissance. Toutefois, le plan de retour à l'équilibre prévu au contrat de performance ne fut pas réalisé et ce, malgré une gestion très serrée des ressources de l'établissement qui s'est traduit, de 1999-2000 à 2003-2004, par une croissance des revenus (45,9%) bien supérieure à celle des dépenses (35,8%) (tableau 9).

Quand on considère l'évolution des dépenses en lien avec l'évolution de l'effectif étudiant, qui a crû de 27%, on constate (tableau 11) que le niveau de dépenses par 100 ÉÉTP n'a augmenté que de 6,6% depuis 1999-2000. Cette hausse est attribuable aux salaires enseignants (+11,5%) et aux avantages sociaux (+18,6%), le niveau de dépenses par 100 ÉÉTP ayant diminué pour les salaires non-enseignants (-1,7%) tandis que le niveau des dépenses autres (équipements, fournitures, entretien, etc.) ne croissait que de 2,7%. La hausse des avantages sociaux est attribuable à la reprise des pleines cotisations au régime de retraite UQ en 2002-2003. Une part importante de la hausse des salaires enseignants s'explique par le renouvellement de la convention collective des chargés de cours en 2001 qui s'est soldé par une majoration assez importante de leur traitement, comme cela a été le cas dans la plupart des universités québécoises.

D'ailleurs, les hausses de dépenses en salaires (par 100 ÉÉTP) cachent que, dans les faits, le nombre de professeurs et de personnels réguliers par 100 ÉÉTP a diminué entre 1999-2000 et 2003-2004 (tableau 12). En effet, les hausses d'effectifs en personnels depuis 1999-2000 ont été contenues à un niveau bien moindre que la hausse des effectifs étudiants, se traduisant par un ratio de personnels par 100 ÉÉTP plus bas de 15,4% et un nombre de professeurs par 100 ÉÉTP en diminution de 14,6%.

Ces données indiquent clairement que l'UQO a réussi, dans un contexte de croissance des effectifs étudiants et des activités de recherche, à contenir la croissance de son personnel régulier et enseignant à un niveau très bas. L'UQO demeure d'ailleurs la moins bien dotée des universités situées en région (tableau 13) avec les plus hauts ratios d'étudiants par professeurs (23,8) et d'étudiants par personnel régulier (19,7). En effet, tous les indicateurs relatifs aux ressources humaines montrent que l'UQO demeure manifestement sous-dotée par rapport à des établissements comparables ; l'UQO se révèle en fait sous-dotée de plus de 20% en ressources humaines par rapport aux quatre autres constituantes en région. Concrètement, ceci signifie que, en 2004, il manquait à l'UQO au moins 34 professeurs et 68 personnels non-enseignants pour se comparer au niveau moyen des quatre autres constituantes de l'Université du Québec situées en région (UQAC, UQAR, UQAT et UQTR).

3.3 L'inadéquation des modalités de financement

Lorsqu'on considère l'évolution des revenus et des dépenses de l'UQO, qu'on la situe dans la perspective de la croissance des effectifs étudiants et qu'on compare le niveau de ses ressources à celui d'autres établissements comparables, force est de reconnaître que ses difficultés financières ne découlent pas d'un problème de gestion des dépenses mais plutôt d'une insuffisance chronique des revenus. L'UQO défend depuis longtemps auprès du ministère que plusieurs des modalités de la

formule de financement des universités présentent des caractéristiques qui la pénalisent. C'est le cas en particulier le financement pour l'effet de taille qui ne reflète pas la réalité de notre établissement. De même, les barèmes de financement de plusieurs secteurs disciplinaires ne reflètent pas la réalité des coûts de la formation ; c'est le cas par exemple en sciences infirmières et en travail où les coûts de la formation pratique sont très importants. Par ailleurs, les étudiants de l'UQO sont très majoritairement concentrés dans les secteurs disciplinaires les moins bien financés ; en 2003-2004, plus de 85% des ÉÉTP de l'UQO relevaient des secteurs des sciences administratives, des sciences de l'éducation, des sciences sociales et humaines et des arts et lettres (tableau 14).

Le ministère de l'Éducation a introduit une nouvelle formule de financement en 2000-2001, laquelle aurait pu contribuer à régler les problèmes financiers structurels de notre université. La formule n'est cependant pas encore finalisée – en particulier le volet « enseignement » fait toujours l'objet de travaux – et est l'objet de constantes révisions qui ne jouent pas en notre faveur. Par exemple, un des avantages marqués de la nouvelle formule de financement est le financement à 100 % des nouvelles clientèles. Or, devant la croissance importante des clientèles universitaires des dernières années, le MEQ a annoncé un retour à un financement marginal de la variation de la clientèle à un taux qui pourrait être de 58 % à compter de 2005-2006. Si ce facteur avait été appliqué en 2003-2004, le manque à gagner pour l'UQO aurait été de l'ordre de 500 000 \$. Le MEQ prévoit par ailleurs réduire dès 2004-2005 le financement pour les étudiants étrangers en situation d'échange en faisant passer de 100% à 50% le financement de l'excédent de la parité. Une telle mesure, en plus de représenter un manque à gagner important pour l'Université, s'inscrit en porte-à-faux avec la volonté du ministère d'accroître le recrutement des étudiants internationaux.

Un autre facteur désavantageux de la formule de 2000-2001 est la non-reconnaissance de l'âge de nos bâtiments pour fins de financement. La nouvelle formule a introduit des règles d'attribution de subventions pour les « rénovations et réaménagements » des édifices (lesquelles étaient auparavant intégrées au fonds d'opération), mais l'application de ces règles a fait en sorte que l'âge moyen des bâtiments de l'UQO a été fixé à 0 pour l'année 2000-2001. À la suite de représentations faites au ministère, l'enveloppe « rénovation » reconnaît un âge moyen ajusté à 11,85 années pour 2003-2004. L'Université a demandé d'appliquer ces critères aux trois années précédentes et de corriger les subventions de fonctionnement en conséquence, mais le ministère a refusé jusqu'à maintenant. Bien qu'elle ait eu à encourir des coûts de rénovation, l'Université n'a donc reçu aucun montant pour ce type de dépenses, ce qui représente pour ces trois années un manque à gagner de près d'un million de dollars.

L'UQO doit de plus supporter un coût de trésorerie plus important depuis quatre ans. En effet, en raison des augmentations importantes de clientèles dans la majorité des universités au cours des dernières années, le ministère a pris du retard dans le versement des sommes dues, ce qui a eu pour effet d'augmenter de façon significative le service de la dette de l'Université et ce, même si le MEQ rembourse des en-lieu d'intérêts.

3.4 Les solutions au développement de l'UQO

La situation dans laquelle se trouve l'Université du Québec en Outaouais est paradoxale. Elle est en pleine expansion, augmentant sans cesse son rythme de croisière aussi bien en formation qu'en recherche mais ce, dans un contexte où ses revenus l'obligent sans cesse à réfréner ses élans. La vision de développement de l'UQO est claire, elle suit un schéma rationnel de planification mais se heurte à une insuffisance des produits en dépit d'une gestion très serrée.

Nous comprenons que les ressources que l'État québécois peut investir en éducation sont limitées, que les demandes croissent sans cesse et que chaque dollar investi doit se justifier. L'UQO a fait la preuve de sa capacité à gérer efficacement les ressources que lui confie l'État québécois et est prête à consentir des efforts additionnels pour rétablir sa situation financière. L'université a d'ailleurs établi au printemps 2004 un plan de retour à l'équilibre budgétaire étalé sur quatre années et visant l'équilibre pour l'année 2007-2008. Ce plan comprend notamment des mesures pour accroître les revenus de sources autres que les subventions et les droits de scolarité, mais il repose également sur l'hypothèse d'un refinancement des activités de l'Université. En effet, selon nous, le développement futur de l'UQO doit passer par une *révision des modalités de financement*. Une telle révision devrait être basée sur la reconnaissance de trois facteurs centraux.

1. D'une part, *les modalités de financement devraient tenir compte de façon plus réaliste des limites d'économies d'échelle* considérant la taille de l'établissement, sa situation frontalière et ses défis d'occupation du territoire. À cet effet, la Commission a tenu des conclusions similaires dans son rapport sur la consultation concernant les enjeux de qualité, d'accessibilité et de financement des universités¹¹. La Commission recommande en effet « Que le gouvernement reconnaisse les besoins différents des universités dans les modes de financement et qu'il pondère la nouvelle grille de financement en tenant compte de la taille et de la mission des établissements » (#25).
2. D'autre part, *les modalités de financement devraient tenir compte du fait que l'établissement est jeune et peu développé et qu'il présente un potentiel de croissance important*. Le cadre actuel de financement du réseau universitaire est basé sur une logique de « vitesse de

croisière » et n'est pas du tout adapté à un contexte de développement, ni au défi de l'occupation du territoire, ce qui est particulièrement problématique pour un établissement tel que le nôtre. Encore ici, les conclusions de la Commission dans son rapport de juin 2004 font écho à nos préoccupations. La Commission recommande notamment au MEQ de se pencher sur l'offre de formation dans les régions sans université (#14), de développer les pôles d'excellence régionaux (#15), de bonifier les subventions spécifiques aux universités en région (#16) et de prendre des mesures permettant d'assurer une plus grande stabilité du financement des universités (#29) et particulièrement des universités en région (#23, 24, et 26).

3. Enfin, le *financement est différencié selon les secteurs disciplinaires à partir de paramètres qui ne reflètent pas la réalité des coûts de la formation*, ce qui s'avère particulièrement désavantageux pour un établissement comme l'UQO qui compte une forte proportion d'étudiants dans les disciplines les moins bien financées. La situation du financement de la formation pratique en sciences infirmières et en travail social sont des cas particulièrement frappants de l'inadéquation entre les règles de financement et les coûts réels de la formation. La Commission recommandait à cet effet dans son rapport de juin 2004 que « le ministère de l'Éducation tienne compte des besoins particuliers (ressources humaines, matérielles et financières) des disciplines qui relèvent notamment des sciences de la santé, du génie et de l'administration » (#5).

CONCLUSION

L'Université du Québec en Outaouais est dans une période charnière de son histoire. De sa création jusqu'au milieu des années 1990, elle a connu une progression assez lente, se développant peu et se confinant à ses secteurs traditionnels. Dans la foulée de la prise en charge du développement socio-économique de l'Outaouais par les acteurs de la région, l'Université a entamé il y a une dizaine d'années un mouvement de croissance et de diversification de ses activités de recherche et de formation. L'UQO jouit maintenant d'une visibilité et d'une crédibilité qui lui permettent de jouer un rôle de leader dans certains secteurs, comme en technologies langagières, en cyberpsychologie, en développement communautaire ou encore en aménagement forestier. Les résultats sont probants mais ne constituent pas un achèvement. Aux vues de l'état de sous-développement de l'Outaouais aux plans de l'offre de programmes post-secondaire et de la structure de recherche et d'innovation, ces résultats ne constituent qu'une amorce de développement.

Quand on considère l'évolution du niveau de ressources de l'UQO, en comparaison par exemple avec les autres constituantes de l'UQ situées en région, on ne peut que souligner la productivité de

notre Établissement. L'UQO a l'intention de poursuivre sur cette lancée, une ambition légitimée par les attentes des acteurs socio-économiques de la région et par les perspective de croissance économique et démographique. La révision des modalités de financement demandée par l'Université vise à lui assurer une base plus stable et prévisible pour poursuivre son développement et ce, sans devoir continuer à sacrifier le niveau de ses ressources. Notre prétention est que l'UQO pourrait faire encore beaucoup mieux avec un peu plus. Mais elle ne pourrait certainement faire davantage avec le niveau actuel de ses ressources. Ne pas reconnaître la spécificité de sa situation et de ses défis reviendrait à lui demander de cesser d'avancer.

NOTES

¹ Chad GAFFIELD *et al.*, *Histoire de l'Outaouais*, Institut québécois de recherche sur la culture, 1994, page 507.

² GAFFIELD *et al.*, *op. cit.*, page 468.

³ Rapport de la Commission sur l'intégrité du territoire du Québec – Les problèmes de la région de la capitale canadienne, pp.13-14. Cité dans GAFFIELD *et al.*, *op. cit.*, page 477.

⁴ GAFFIELD *et al.*, *op. cit.*, page 470.

⁵ Conseil régional de la santé et des services sociaux de l'Outaouais *Rapport annuel 1985-1986*, page 11. Cité dans GAFFIELD *et al.*, *op. cit.*, page 680-681.

⁶ Ministère des régions. *Entente cadre de développement de la région de l'Outaouais 2000-2005*, page 5.

⁷ Ministère des régions et du développement économique. *Portrait statistique des régions 2002*.

⁸ Ville de Gatineau. *Plan stratégique 2003-2007*, septembre 2003.

Ministère des régions. *Entente cadre de développement de la région de l'Outaouais 2000-2005*, 2000.

Conseil régional de développement de l'Outaouais. *Planificatiopn stratégique régionale 2000-2004*, février 2000.

Table Éducation-Outaouais, *Plan stratégique de développement de l'éducation en Outaouais – État de la situation, enjeux et priorités (Synthèse)*, mai 2000.

⁹ Table Éducation-Outaouais. *Plan stratégique de développement de l'éducation en Outaouais – État de la situation, enjeux et priorités (Synthèse)*, mai 2000, page 43.

¹⁰ Office de planification et de développement du Québec, *Bilan socio-économique de l'Outaouais*, 1986, page 24. Cité dans *Enseignement supérieur dans l'Outaouais : historique, état de la situation, planification et vision de son développement*, document préparé pour le Forum régional sur l'enseignement supérieur, octobre 2003, page 149.

¹¹ Assemblée nationale du Québec, Commission de l'éducation. *Rapport final de la consultation générale sur les enjeux entourant la qualité, l'accessibilité et le financement des universités au Québec*, Québec, juin 2004.

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS

DOCUMENT PRÉSENTÉ À LA COMMISSION DE L'ÉDUCATION

A N N E X E 1
TABLEAUX ET FIGURES

27 AOÛT 2004

Tableau 1
Prévision de croissance de la population des
régions administratives du Québec, 2011-2026

15 Laurentides	28,9%
07 Outaouais	19,5%
14 Lanaudière	17,4%
13 Laval	16,3%
06 Montréal	14,8%
05 Estrie	12,4%
16 Montérégie	11,1%
17 Centre-du-Québec	4,9%
03 Québec	3,5%
12 Chaudière-Appalaches	0,5%
10 Nord-du-Québec	-5,1%
04 Mauricie	-6,5%
01 Bas-Saint-Laurent	-9,8%
02 Saguenay—Lac-Saint-Jean	-11,6%
08 Abitibi-Témiscamingue	-12,8%
09 Côte-Nord	-18,0%
11 Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	-18,2%
Le Québec	9,3%

Source : Institut de la statistique du Québec, *Perspectives démographiques du Québec*, Québec, Édition 2003.

Tableau 2
Évolution du nombre d'emplois par secteur dans l'Outaouais, de
1987 à 1997

	1987	1997	Différence
PRIMAIRE	4 100	2 400	- 41%
Agriculture	2 000	1 400	- 30%
Forêt	2 100	800	- 62%
SECONDAIRE	21 100	19 000	- 10%
Manufacturier	12 700	11 100	- 13%
Construction	8 400	7 900	- 6%
TERTIAIRE	101 900	127 100	+ 25%
Consommation	31 300	43 500	+ 39%
Production	19 100	26 600	+ 39%
Services gouvernementaux	51 500	57 000	+ 11%
TOTAL	127 100	148 500	+ 17%

Source : Table Éducation Outaouais. *Plan stratégique de développement de l'éducation en Outaouais : état de la situation, enjeux et priorités*, Octobre 1999.

Tableau 3 Répartition de la population et du nombre de programmes universitaires disponibles dans quatre régions de taille comparable, année 2000				
	Saguenay- Lac-St-Jean	Mauricie	Estrie	Outaouais
Population¹	286 665	222 106	266 535	320 123
Nombre de baccalauréats ²	33	38	58	18
Nombre de maîtrise ²	14	19	46	6
Nombre de doctorats ²	6	9	23	1
Nombre total de programmes	53	66	127	25

1 Institut de la statistique du Québec. *Le Québec statistique*, édition 2002.

2 Table Éducation-Outaouais. *Plan stratégique de développement de l'éducation en Outaouais : état de la situation, enjeux et priorités*, (Synthèse), mai 2000.

Tableau 4 Provenance des étudiants québécois francophones à l'Université d'Ottawa à l'automne 2002			
Provenance	Baccalauréat	Études supérieures	Total
Gatineau	1708 (68%)	292 (69%)	2000 (68%)
Ailleurs au Québec	817 (32%)	132 (31%)	949 (32%)
Total (francophones du Québec)	2525 (100%)	424 (100%)	2949 (100%)

Source : Forum régional sur l'enseignement supérieur, *Enseignement supérieur dans l'Outaouais : historique, état de la situation, planification et vision de son développement*, octobre 2003. Les données sont également disponibles sur : <http://www.uottawa.ca/services/irp/fra/stats2.html>.

Tableau 5 Répartition annuelle approximative des étudiants universitaires en provenance de l'Outaouais (selon les données de 2000, 2001 et 2002)		
Université du Québec en Outaouais	3200	38%
Ailleurs au Québec	2000	24%
Université d'Ottawa	2000	24%
Autres*	1300	14%
TOTAL	8500	100%

* Autres universités ontariennes, universités d'autres provinces ou situées hors Canada.

Source : Université du Québec en Outaouais, VRER.

Tableau 6
Quelques indicateurs du système d'innovation, Outaouais (07), région de Québec (03) et le Québec, 2000

	L'Outaouais	La région de Québec	Le Québec
Dépense intérieure de R-D des entreprises (DIRDE) par habitant	88 \$	199 \$	426 \$
Investissements des entreprises en machines et équipement par habitant	910 \$	1 198 \$	1 753 \$
Dépenses d'éducation par habitant	1 361 \$	2 289 \$	1 673 \$
Personnel de R-D en entreprise par millier de personnes	1,1	2,8	4,3
Nombre de professeurs-chercheurs universitaires par 10 000 habitants	4,3	22,6	11,1

Source : *Quelques indicateurs et données en vue de l'élaboration du tableau de bord des systèmes régionaux d'innovation au Québec* (document de travail), Développement économique régional, Québec, 17 novembre 2003.

Tableau 7
Pourcentage du corps professoral dans les disciplines des sciences pures et appliquées, pour les constituantes du réseau UQ situées en région, année 2002-2003

Université du Québec à Chicoutimi	30,9%
Université du Québec à Rimouski	30,5%
Université du Québec à Trois-Rivières	29,6%
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue	21,7%
Université du Québec en Outaouais	17,1%

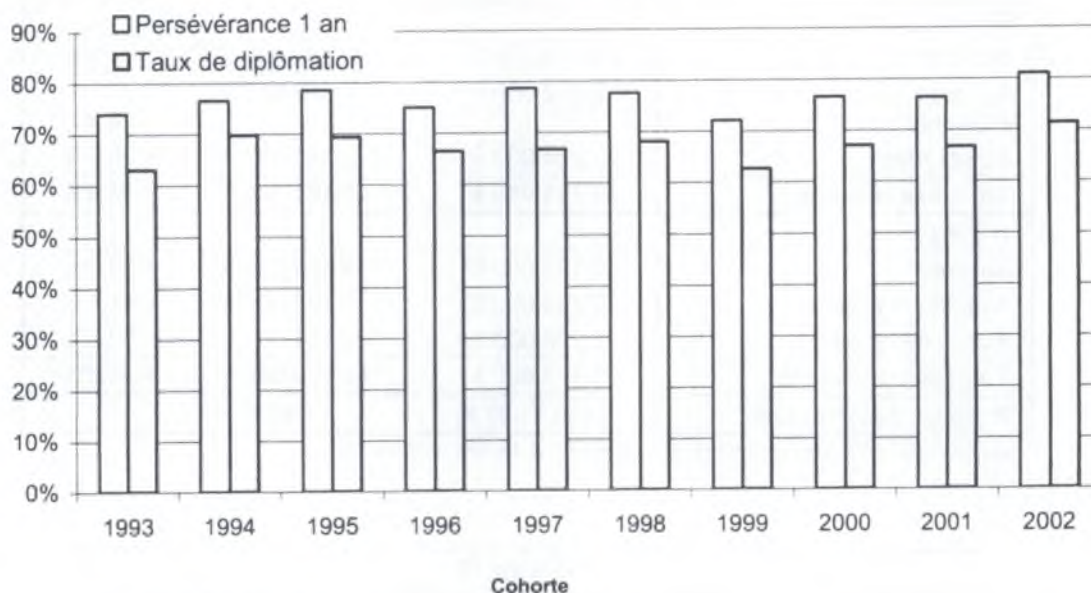
Source : UQ, *Rapport annuel 2002-2003*.

Tableau 8
Croissance des effectifs étudiants de l'UQO selon le type, de l'automne 1999 à l'automne 2003

Effectif étudiant équivalent à temps plein (EEETP)	+27,4%
Effectif étudiant en nombre absolu	+20,4%
Effectif étudiant au 1er cycle à temps complet	+19,7%
Effectif étudiant au 1er cycle à temps partiel	+1,6%
Effectif étudiant aux 2e et 3e cycles	+88,6%
Effectif étudiant étranger	+72,7%
Étudiants résidents du Québec à l'étranger	+233,3%

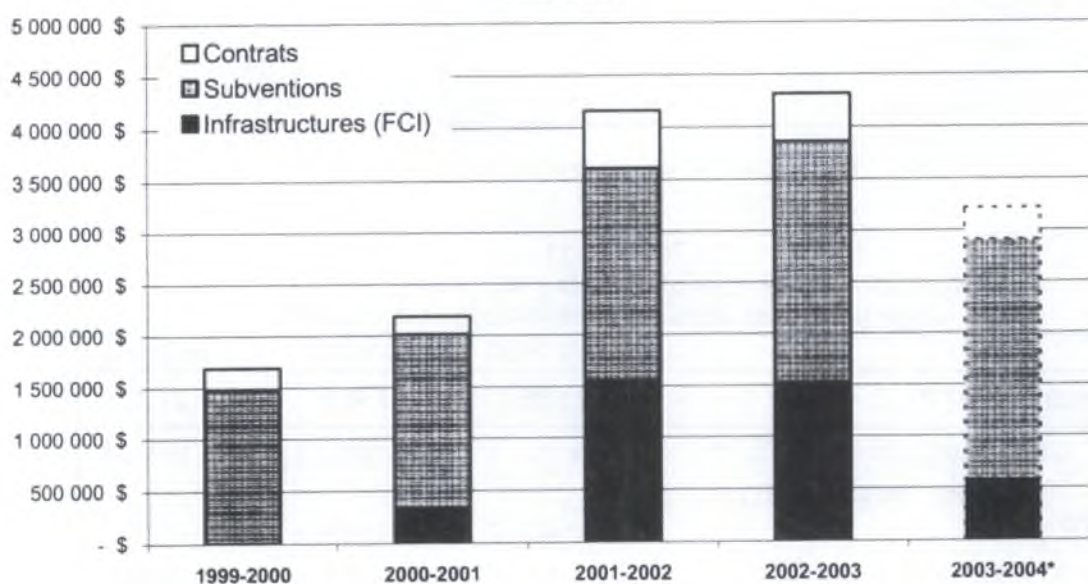
Source : UQO, VRER et Bureau du registraire.

FIGURE 1 - Évolution du taux de réinscription après une année et du taux de diplômation des cohortes de nouveaux étudiants, UQO, de l'automne 1993 à l'automne 2002



Source : UQO, BÉI et VRER.

Figure 2 - Financement de la recherche selon le type, UQO 1999-2000 à 2003-2004



* Données incomplètes pour 2003-2004

Tableau 9 Comparaison des bilans budgétaires (budget de fonctionnement) de l'UQO 1999-2000 et 2003-2004			
	1999-2000	2003-2004 (estimé)	2003-2004/ 1999-2000
REVENUS			
Subvention du MEQ	22 277 000 \$	32 866 000 \$	+ 47,5%
Revenus provenant des étudiants	5 692 000 \$	7 678 000 \$	+ 34,9%
Autres revenus	2 524 000 \$	3 947 000 \$	+ 56,4%
Total des revenus	30 493 000 \$	44 491 000 \$	+ 45,9%
DÉPENSES			
Salaires	22 133 000 \$	29 884 000 \$	+ 35,0%
Avantages sociaux	3 389 000 \$	5 122 000 \$	+ 51,1%
Autres dépenses	7 250 000 \$	9 484 000 \$	+ 30,8%
Total des dépenses	32 772 000 \$	44 490 000 \$	+ 35,8%
Résultat de l'exercice	(2 279 000 \$)	1 000 \$	

Source : UQO, VRAR (sommaire des lignes 41 à 49 de l'annexe 2).

Tableau 10 Comparaison de la répartition relative des sources de revenus et de dépenses, budget de fonctionnement 1999-2000 et 2003-2004		
	1999-2000	2003-2004*
REVENUS		
Subvention du MEQ	73,1%	73,9%
Revenus provenant des étudiants	18,7%	17,3%
Autres revenus	8,3%	8,9%
DÉPENSES		
Salaires	67,5%	67,7%
Avantages sociaux	10,3%	11,6%
Autres dépenses	22,1%	20,8%

*Estimé pour 2003-2004.

Source : UQO, VRAR (compilation des lignes 41 à 49 de l'annexe 2).

Tableau 11 Nombre d'ÉÉTP et évolution des dépenses par ÉÉTP, selon le type de dépenses, 1999-2000 et 2003-2004			
	1999-2000	2003-2004*	Variation
Nombre d'ÉÉTP	2 680	3 414	+ 27,4%
Salaires enseignants / ÉÉTP	4 797 \$	5 351 \$	11,5%
Salaires non-enseignants / ÉÉTP	3 462 \$	3 402 \$	-1,7%
Avantages sociaux / ÉÉTP	1 265 \$	1 500 \$	18,6%
Autres dépenses / ÉÉTP	2 705 \$	2 778 \$	2,7%
Dépenses totales / ÉÉTP	12 229 \$	13 031 \$	6,6%

*Estimé pour 2003-2004.

Source : UQO, VRAR et VRER (compilation VRER).

Tableau 12
Évolution du nombre d'ÉÉTP, de personnels réguliers et de professeurs, et ratios par 100 ÉÉTP, de 1999-2000 à 2003-2004

	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	Variation 2003-2004/ 1999-2000
ÉÉTP	2679,8	2748	2917,2	3207,5	3414,2	+ 27,4%
Personnels réguliers*	182	185	192	192	196,2	+ 7,8%
Personnels / 100 ÉÉTP	6,79	6,73	6,58	5,99	5,75	- 15,4%
Professeurs**	127,5	131,0	132,0	136,0	138,8	+ 8,8%
Professeurs / 100 ÉÉTP	4,76	4,77	4,52	4,24	4,06	- 14,6%

*Personnels aux plans d'effectifs **Nombre de professeurs équivalents à temps plein (ligne 13a).
Compilation VRER.

Tableau 13
Comparaison des ratio d'ÉÉTP par professeur et par personnel réguliers dans les consitutantes UQ en région, année 2004

	ÉÉTP / professeur	ÉÉTP / personnel
UQO	23,8	19,7
UQTR	20,8	15,8
UQAC	19,8	13,7
UQAR	18,7	13,9
UQAT	14,4	14,2
Moyenne	20,1	15,4

Source : UQ, Budget 2004-2005.

Tableau 14
Répartition des ÉÉTP* à l'UQO par discipline, année 1995-1996 et 1999-2000 à 2003-2004

	1995-1996	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004
Sciences de l'administration	33,3%	32,5%	33,4%	36,3%	39,0%	41,8%
Sciences sociales et humaines	17,6%	14,3%	12,8%	13,3%	16,0%	18,0%
Sciences de l'éducation	27,1%	29,3%	28,3%	24,2%	20,1%	17,5%
Arts et lettres	6,2%	7,2%	8,6%	9,5%	9,1%	9,1%
Sciences pures et appliquées	7,9%	12,7%	11,9%	10,4%	8,5%	6,9%
Sciences de la santé	7,9%	3,9%	5,0%	6,2%	7,3%	6,8%

*ÉÉTP non pondéré selon le module ou le responsable qui commande l'activité.
Source : UQO, BÉI, lecture du 17 juillet 2004.

2. The second part of the document addresses the challenges faced by organizations in managing their resources effectively. It highlights the need for strategic planning and resource allocation to ensure long-term sustainability. The author argues that organizations must carefully evaluate their current resources and identify areas where they can optimize their use to achieve their goals.

3. The third part of the document focuses on the role of technology in modern business operations. It discusses how digital tools and platforms can streamline processes, improve communication, and enhance data analysis. The text encourages organizations to embrace technological innovation and invest in training to ensure their workforce is equipped to leverage these tools effectively.

4. The fourth part of the document explores the importance of maintaining strong relationships with stakeholders. It stresses that organizations should engage with their customers, suppliers, and community members to build trust and loyalty. The author suggests that regular communication and transparency are key to fostering positive relationships that can lead to long-term success.

6. The sixth part of the document addresses the importance of ethical considerations in business. It emphasizes that organizations should adhere to high standards of ethics and integrity in all their dealings. The author argues that ethical behavior is not only a moral imperative but also a key factor in building a reputable and successful organization.

8. The eighth part of the document focuses on the importance of human resources management. It discusses the need for organizations to attract, develop, and retain top talent. The author suggests that organizations should invest in employee training and development to ensure they have the skills and knowledge needed to perform their jobs effectively.

10. The tenth part of the document concludes by summarizing the key points discussed throughout the document. It reiterates the importance of transparency, strategic planning, technological innovation, stakeholder engagement, continuous improvement, ethical behavior, financial management, human resources management, and risk management. The author encourages organizations to embrace these principles to achieve long-term success and sustainability.

The first part of the paper discusses the importance of understanding the cultural context of the research. It highlights the need for researchers to be sensitive to the values and beliefs of the communities they are studying. This is particularly important in the field of education, where cultural differences can significantly impact learning outcomes. The paper then moves on to discuss the challenges of conducting research in culturally diverse settings. It notes that researchers often face difficulties in establishing rapport with participants and in interpreting their responses. To address these challenges, the paper suggests several strategies, including the use of local researchers and the development of culturally appropriate research instruments. The final part of the paper discusses the importance of sharing research findings with the community. It argues that research should not be conducted in a vacuum, but should be a collaborative process that involves the community from the beginning to the end. This approach not only ensures that the research is relevant and useful, but also helps to build trust and capacity within the community.

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS

DOCUMENT PRÉSENTÉ À LA COMMISSION DE L'ÉDUCATION

ANNEXE 2

DÉCLARATION DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

27 AOÛT 2004

Assemblée nationale - Commission de l'éducation

Indicateurs de suivi des affaires universitaires

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS											
I. Éléments d'information			II. Observations et prévisions							III. Remarques	
INDICATEURS			Année								
		Unité	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005			
Clientèle étudiante										Les données sur la clientèle étudiante concernent le trimestre d'automne, sauf pour les lignes 1 (EEETP) qui est comptabilisée sur une base annuelle.	
1	Effectif étudiant équivalent à temps plein (EEETP)	EEETP	2679,8	2748	2917,2	3207,5	3414,2		L'effectif étudiant en équivalence au temps plein (EEETP) correspond à la charge normale d'études, mesurée en unités de cours, d'une personne fréquentant une université à temps plein au cours d'une année universitaire. Cette charge est évaluée à 30 unités par année universitaire.		
										Ainsi, 1 EEETP = 30 unités.	
2	Effectif étudiant en nombre absolu	n	4494	4572	4783	5190	5411				
3	Effectif étudiant au 1er cycle à temps plein	n	1947	1986	2021	2169	2330				
4	Effectif étudiant au 1er cycle à temps partiel	n	1979	1933	1932	2010	2010				
5	Effectif étudiant aux 2e et 3e cycles	n	568	653	830	1011	1071				
6	Effectif étudiant aux 2e et 3e cycles	%	12,6%	14,3%	17,4%	19,5%	19,8%				
7	Effectif étudiant étranger	n	143	184	192	229	247				
8	Effectif étudiant étranger	%	3,2%	4,0%	4,0%	4,4%	4,6%				
9	Étudiants résidents du Québec à l'étranger	n	6	3	20	13	20				
10	Stagiaires postdoctoraux	n	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.				
11	Résidents en médecine	n	-	-	-	-	-		Cette donnée n'est pas disponible.		
Professeurs											
12	Nombre de professeurs récemment embauchés	n	9	8	13	14	10		Nombre de professeurs embauchés pendant l'année universitaire, du 1er juin au 31 mai. Seuls sont comptabilisés les professeurs <u>réguliers</u> embauchés sur de nouveaux postes ou sur des postes libérés par des départs. Les professeurs suppléants et invités ne sont pas considérés ici.		
13	a) Nombre de professeurs (total)	n	127,5	131,0	132,0	136,0	138,8		Il s'agit des professeurs disponibles à l'enseignement , incluant les professeurs <u>réguliers</u> , les professeurs suppléants et les professeurs invités. Les professeurs en congé (perfectionnement, sabbatique, maladie ou autre) ne sont comptabilisés qu'en proportion du temps de présence. Par exemple, un professeur en congé de maladie pour 6 mois compte pour 0,5. Cet indicateur reflète donc la disponibilité réelle à l'enseignement plutôt qu'un nombre théorique d'effectifs professoraux. C'est cette ligne qui est utilisée pour comptabiliser les ratios dans les lignes suivantes.		
	b) Nombre de postes professeurs réguliers	n	132,0	140,0	144,0	151,0	161,0		Il s'agit du nombre "théorique" de professeurs réguliers , c'est-à-dire le nombre de postes de professeurs réguliers, que ces postes aient été comblés ou non, et sans égard au "temps de présence".		
	c) Nombre de professeurs subventionnés ou suppléants	n	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.		Ces données ne sont pas disponibles.		
14	Nombre de chargés de cours	n	350	345	321	369	430		Il s'agit des personnes chargées de cours ayant enseigné entre le 1er juin et le 31 mai. Cette catégorie inclut les étudiants qui enseignent en vertu de la "clause réserve" (article 9,02) de la convention collective des chargés de cours.		
15	Nombre moyen de cours par professeur	n	4,1	3,9	3,9	3,7	3,7		Il s'agit du ratio de la somme des proportions de tâches d'enseignement attribuées à l'ensemble des professeurs (ligne 20) sur le nombre de professeurs équivalents à temps plein (selon la ligne 13).		
16	Nombre moyen de cours par chargé de cours	n	1,8	1,9	2,1	2,1	2,0		Ligne 21 / ligne 14		

2004-08-27

page 1 de 9

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS												
I. Éléments d'information			II. Observations et prévisions							III. Remarques		
INDICATEURS			Année									
		Unité	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005				
17	Ratio étudiants à temps plein au 1er cycle / professeur	n	15,3	15,2	15,3	15,9	16,8		Ligne 3 / ligne 13			
18	Ratio étudiants aux 2e et 3e cycles / professeur	n	4,5	5,0	6,3	7,4	7,7		Ligne 5 / ligne 13			
19	Ratio EEETP / professeur	EEETP	21,0	21,0	22,1	23,6	24,6		Ligne 1 / ligne 13			
20	a) Somme des proportions de tâches données par les professeurs	n	523,5	514,7	520,1	503,2	514,0		Il s'agit de la somme des proportions de tâches d'enseignement imputables aux professeurs (réguliers, suppléants et invités) disponibles à l'enseignement tels que comptabilisés à la ligne 13. Toutes les activités d'enseignement sont prises en compte (cours réguliers, stages, supervisions, tutorats).			
	b) Proportion des tâches d'enseignement totales qui ont été assurées par les professeurs	%	45,4%	43,5%	41,9%	37,9%	37,6%					
21	a) Cours donnés par les chargés de cours	n	614,2	658,2	682,7	789,0	849,4		Il s'agit de la somme des proportions de tâches d'enseignement imputables aux chargés de cours. Toutes les activités d'enseignement sont prises en compte (cours réguliers, stages, supervisions, tutorats).			
	b) Proportion des tâches d'enseignement totales qui ont été assurées par les chargés de cours	%	53,3%	55,6%	54,9%	59,4%	62,2%					
22	a) Cours donnés par d'autres catégories d'intervenants	n	15,6	11,0	39,8	36,0	2,9		Toutes les activités d'enseignement sont prises en compte (cours réguliers, stages, supervisions, tutorats). Pour les années 1999-2000 à 2002-2003, les professeurs suppléants et invités sont intégrés aux "autres catégories". Pour l'année 2003-2004 les professeurs suppléants et invités sont intégrés aux professeurs (ligne 20) et la ligne 22 réfère exclusivement aux personnes qui enseignent en vertu de la "clause réserve" (article 9.02) de la convention collective des chargés de cours.			
	b) Proportion des tâches d'enseignement totales qui ont été assurées par les autres catégories de personnel enseignant	%	1,4%	0,9%	3,2%	2,7%	0,2%					

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS		II. Observations et prévisions							III. Remarques	
I. Éléments d'information		Année								
INDICATEURS		Unité	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005		
Recherche										
23	Revenus d'infrastructure de la FCI	\$	- \$	331 650 \$	1 552 459 \$	1 524 063 \$	579 870 \$			
24	Subventions et contrats de recherche de la FCI	\$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	200 000 \$		
25	Subventions de recherche (excluant les revenus d'infrastructures de la FCI)	\$	1 481 833 \$	1 684 789 \$	2 056 187 \$	2 330 379 \$	2 326 443 \$		Cette catégorie inclut aussi les fonds internes alloués aux professeurs. Notez que les données de 2003-2004 sont incomplètes.	
26	Contrats de recherche (excluant les revenus d'infrastructures de la FCI)	\$	208 021 \$	172 299 \$	551 330 \$	461 317 \$	320 163 \$		Notez que les données de 2003-2004 sont incomplètes.	
27	Frais indirects de la recherche	\$	95 300 \$	108 700 \$	446 300 \$	189 100 \$	646 064 \$		Revenus de sources fédérale et provinciale	
28	Revenus moyens de recherche par professeur	\$	35 954 \$	47 581 \$	75 636 \$	69 609 \$	54 686 \$		Il s'agit du ratio du total des octrois de recherche (lignes 23, 25 et 26) sur le nombre de professeurs ayant obtenu des fonds de recherche (ligne 30a). Notez que les données de 2003-2004 sont incomplètes.	
29	Part de la recherche contractuelle	%	12,3%	9,3%	21,1%	16,5%	12,1%		Ce pourcentage représente le ratio du montant de la recherche contractuelle sur l'ensemble des octrois (excluant les revenus d'infrastructures de la FCI) = ligne 26 / (ligne 25 + ligne 26). Notez que les données de 2003-2004 sont incomplètes.	
30	a) Nombre de professeurs avec octroi de recherche	n	47	46	55	62	59		Il s'agit de tous les professeurs qui ont obtenu un octroi de recherche de quelque catégorie que ce soit (infrastructure, subvention ou contrat). Notez que les données de 2003-2004 sont incomplètes.	
	b) Proportion des professeurs qui ont obtenu des fonds de recherche	%	36,9%	35,1%	41,7%	45,6%	42,5%		Il s'agit du ratio du nombre de professeurs qui ont obtenu des fonds de recherche (ligne 30a) sur le nombre de professeurs disponibles à l'enseignement (ligne 13).	

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS													
II. Observations et prévisions													
Formation de la cohorte des personnes nouvellement inscrites au trimestre d'automne													
III. Remarques													
I. Éléments d'information													
INDICATEURS													
	Unité	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	
Réussite des études de baccalauréat													
31a	Persévérance après 1 an	%	74,0%	76,6%	78,6%	75,1%	78,7%	77,6%	72,1%	76,6%	81,0%	-	Cette catégorie concerne les nouveaux inscrits à temps plein. Il s'agit des réinscriptions dans le même programme. Les "cheminements" (coopératif, international) d'un programme sont considérés ici comme un seul et même programme.
31b	Diplomation après 6 ans	%	63,1%	69,8%	69,4%	66,5%	66,7%	-	-	-	-	-	Cette catégorie concerne les nouveaux inscrits à temps plein. Il s'agit de l'obtention du diplôme dans le même programme. Les "cheminements" (coopératif, international) d'un programme sont considérés ici comme un seul et même programme.
Diplomation par secteur au baccalauréat													
32	ÉDUCATION (Total)	%	76%	84%	78%	79%	75%	69%	68%	60%	-	-	Cette catégorie s'applique aux nouveaux inscrits (1ère inscription dans un programme) de l'automne. Il s'agit de la diplomation dans le même programme : les "cheminements" (coopératif, international) d'un programme sont considérés ici comme un seul et même programme.
	a) Temps complet	%	86%	87%	80%	79%	75%	69%	69%	61%	-	-	Il s'agit du taux de diplomation en date de la fin juin 2004, soit le taux après 4 années pour la cohorte 1999, le taux après 5 années pour la cohorte 1998, et ainsi de suite. Les données n'incluent pas les étudiants qui sont toujours actifs dans le programme et en voie de terminer.
	b) Temps partiel	%	44%	59%	17%	100%	0%	50%	0%	0%	-	-	
33	INFORMATIQUE ET INGÉNIERIE (Total)	%	29%	37%	45%	48%	50%	54%	46%	43%	-	-	
	a) Temps complet	%	38%	49%	57%	47%	53%	59%	51%	55%	-	-	
	b) Temps partiel	%	9%	0%	21%	54%	39%	29%	26%	13%	-	-	
34	ARTS ET LETTRES (Total)	%	63%	65%	67%	47%	48%	48%	48%	54%	-	-	
	a) Temps complet	%	71%	94%	71%	56%	52%	51%	60%	63%	-	-	
	b) Temps partiel	%	25%	26%	25%	18%	29%	43%	15%	30%	-	-	
35	PSYCHOÉDUCATION ET PSYCHOLOGIE (Total)	%	71%	74%	82%	75%	75%	49%	63%	75%	-	-	
	a) Temps complet	%	75%	79%	82%	81%	75%	55%	67%	80%	-	-	
	b) Temps partiel	%	20%	25%	75%	29%	67%	8%	25%	33%	-	-	
36	SCIENCES DE LA GESTION (Total)	%	51%	51%	49%	51%	62%	61%	58%	57%	-	-	
	a) Temps complet	%	57%	60%	55%	55%	68%	68%	64%	65%	-	-	
	b) Temps partiel	%	21%	17%	19%	28%	32%	27%	36%	12%	-	-	
37	TRAVAIL SOCIAL et SCIENCES SOCIALES (Total)	%	57%	63%	58%	66%	59%	63%	65%	48%	-	-	
	a) Temps complet	%	68%	69%	67%	73%	68%	66%	71%	61%	-	-	
	b) Temps partiel	%	20%	44%	33%	35%	15%	50%	43%	7%	-	-	

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS														
I. Éléments d'information		II. Observations et prévisions												
INDICATEURS		Formation de la cohorte des personnes nouvellement inscrites au trimestre d'automne												
		Unité	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	III. Remarques
38	SCIENCES DE LA SANTÉ (Total)	%	46%	64%	69%	45%	53%	46%	52%	56%	-	-	-	
	a) Temps complet	%	38%	68%	70%	63%	59%	58%	71%	71%	-	-	-	
	b) Temps partiel	%	52%	55%	63%	25%	44%	38%	29%	27%	-	-	-	
39	TOUS LES SECTEURS (Total)	%	57%	65%	65%	63%	64%	58%	59%	56%	-	-	-	
	a) Temps complet	%	65%	73%	70%	68%	68%	64%	65%	64%	-	-	-	
	b) Temps partiel	%	33%	35%	34%	33%	35%	35%	29%	19%	-	-	-	
	Réussite des études de 2e et de 3e cycles		Aut-93	Aut-94	Aut-95	Aut-96	Aut-97	Aut-98	Aut-99	Aut-00	Aut-02	Aut-03	Aut-04	Trimestre d'automne. Tous les régimes d'études.
40a	Diplomation à la maîtrise après 4 ans	%	56%	55%	47%	39%	49%	38%	51%	57%	-	-	-	Obtention du diplôme dans le même programme. Les "profils" (stage, recherche) d'un programme sont considérés ici comme un seul et même programme. L'UQO ne comptait, jusqu'à l'automne 2003, qu'un seul programme de doctorat. Les nombres d'étudiants sont trop petits pour que des pourcentages aient une quelconque signification.
40b	Diplomation à la maîtrise après 6 ans	%	81%	63%	61%	48%	62%	47%	-	-	-	-	-	
40c	Diplomation au doctorat après 8 ans	%	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS									
I. Éléments d'information		II. Observations et prévisions							
DONNÉES FINANCIÈRES		Année							
	Unité	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	III. Remarques	
Fonds de fonctionnement						Estimé	Prévision	Veuillez vous référer au document suivant : Cahier des définitions, des termes et des directives de présentation du rapport financier annuel 2002-2003 : Universités québécoises, mars 2003, Ministère de l'Éducation. http://www.meq.gouv.qc.ca/ens-sup/ens-univ/financement/cahier_def_rapport_anuel_2003/	
								Définition Fonds dans lequel sont regroupés les apports non affectés et les autres produits, notamment ceux qui proviennent de la vente de biens et de services et qui permettent l'atteinte des objectifs de l'université. Les décisions des autorités des établissements d'enseignement universitaire d'affecter des ressources à des projets, à des activités ou à des dépenses particulières n'ont pas pour effet d'en faire des fonds avec restrictions.	
A. Revenus									
41	Subvention du MEQ	k\$	22 277 \$	23 884 \$	26 201 \$	30 628 \$	32 866 \$	33 811 \$	
42	Revenus provenant des étudiants (total)	k\$	5 692 \$	5 917 \$	6 365 \$	7 006 \$	7 678 \$	7 870 \$	
	a) Droits de scolarité	k\$	4 592 \$	4 719 \$	4 924 \$	5 274 \$	5 662 \$	5 804 \$	Droits de scolarité (Code SCDF : 401) Ce poste comprend tout montant payé par ou pour une personne pour des services éducatifs (cours, stages, conférences, laboratoires, etc.). Ce montant peut être payé sous la forme d'un droit ou d'une commandite. Les remboursements effectués en raison de dispositions prévues par l'université doivent être déduits de ces revenus.
	b) Forfaitaires étudiants étrangers	k\$	162 \$	232 \$	308 \$	347 \$	403 \$	413 \$	Forfaitaires étudiants étrangers (Code SCDF : 402) Ce poste comprend les montants forfaitaires exigibles des étudiants étrangers conformément aux décisions gouvernementales touchant les droits de scolarité.
	c) Forfaitaires étudiants canadiens	k\$	253 \$	260 \$	276 \$	335 \$	453 \$	464 \$	Forfaitaires étudiants canadiens (non-résidents du Québec) (Code SCDF : 403) Ce poste comprend les montants forfaitaires exigibles des étudiants canadiens non-résidents du Québec conformément aux décisions gouvernementales touchant les droits de scolarité.
	d) Colisation des étudiants	k\$	184 \$	262 \$	363 \$	569 \$	647 \$	663 \$	Colisations des étudiants (Code SCDF : 455) Ce poste, propre au fonds de fonctionnement, comprend les colisations payées par les étudiants pour les différents services qui leur sont offerts par l'intermédiaire des services aux étudiants : sports, loisirs, activités culturelles, santé, orientation professionnelle, pastorale, placement, accueil, aide financière, etc.

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS										
I. Éléments d'information		II. Observations et prévisions								
DONNÉES FINANCIÈRES		Année								III. Remarques
		Unité	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005		
e)	Autres revenus provenant des étudiants	k\$	501 \$	444 \$	494 \$	481 \$	513 \$	526 \$		
									Autres revenus provenant des étudiants	
									1. Admissions, inscriptions, amendes, frais de stage ou de supervision, etc. (Code SCDF : 450)	
									Ce poste, propre au fonds de fonctionnement, renferme tous les revenus exigés des étudiants autres que les droits de scolarité, les forfaits canadiens des résidents non québécois et les forfaits étrangers. Il comprend, entre autres revenus, les droits d'admission et d'inscription, les amendes et les pénalités, les frais relatifs aux versements tardifs, les frais de transcription, les droits relatifs aux grades et diplômes, les frais généraux ou connexes et les frais de stage ou de supervision.	
									2. Ventes aux étudiants (Code SCDF : 461)	
									Ce poste comprend principalement les ventes de biens ou de services faites aux étudiants par l'université et directement liées à la poursuite de leurs études, à l'exception de celles qui sont faites à l'intérieur des fonctions dites autofinancées (par exemple, les notes de cours, la location ou la vente de matériel de laboratoire).	
									Ce poste comprend également tout montant payé, à titre de droits de scolarité, par les étudiants inscrits à un programme d'enseignement autofinancé ou à une activité d'enseignement autofinancée.	
43	Autres revenus	k\$	2 524 \$	2 905 \$	3 298 \$	3 023 \$	3 947 \$	2 329 \$	Le salaire correspond à la valeur pécuniaire des composantes du traitement assujetties à l'impôt.	
44	Total des revenus	k\$	30 493 \$	32 706 \$	35 864 \$	40 657 \$	44 491 \$	44 010 \$		
B. Dépenses										
45	Salaires	k\$	22 133 \$	23 501 \$	25 703 \$	28 331 \$	29 884 \$	31 327 \$		
46	Avantages sociaux	k\$	3 389 \$	2 798 \$	3 291 \$	4 699 \$	5 122 \$	5 364 \$	Les avantages sociaux comprennent les contributions de l'université aux régimes de retraite de l'université, incluant les paiements pour déficit actuariel et services passés, à la Régie des rentes du Québec, au financement des programmes de santé, à la Commission de la santé et de la sécurité du travail, à la Commission de l'assurance-emploi, aux régimes d'assurance-vie, aux programmes d'assurance collective du personnel de l'université, d'assurance-salaire et d'assurance-maladie et à tout autre programme. Ils comprennent également le coût des exonérations de droits de scolarité accordées aux membres des familles du personnel de l'université.	
									À partir de l'année 2003-2004 les universités devront inclure les avantages sociaux payés par le gouvernement : le Régime de retraite des enseignants (RRE), le Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) et le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP).	

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS									
II. Observations et prévisions									
Année									
II. Observations et prévisions									
DONNÉES FINANCIÈRES									
I. Éléments d'information									
Unité									
1999-2000									
2000-2001									
2001-2002									
2002-2003									
2003-2004									
2004-2005									
47	Autres dépenses	k\$	7 250 \$	7 357 \$	7 976 \$	8 524 \$	9 484 \$	9 607 \$	
48	Total des dépenses	k\$	32 772 \$	33 656 \$	36 970 \$	41 554 \$	44 490 \$	46 298 \$	
49	Résultat de l'exercice	k\$	(2 279 \$)	(950 \$)	(1 106 \$)	(897 \$)	1 \$	(2 288 \$)	
Fonds avec restrictions									
Définition									
Fonds affecté dans lequel sont regroupés les apports et les produits qui font l'objet d'une affectation d'origine externe, autres que les dotations et les apports affectés à l'acquisition d'immobilisations. On y trouve principalement les subventions et les contrats de recherche, les chaires de recherche subventionnées.									
La constatation des subventions provenant des gouvernements et des organismes gouvernementaux doit se faire sur une base annuelle. Ces subventions sont liées, pour la plupart, aux crédits votés par les gouvernements fédéral et provincial. Il y a un degré d'incertitude lié à la constatation des revenus pour les promesses de subventions s'échelonnant sur plus d'un an.									
A. Revenus									
50	Subventions, dons et commandites provinciales	k\$	535 \$	1 121 \$	641 \$	1 312 \$	1 291 \$	1 000 \$	
51	Subventions, dons et commandites fédérales	k\$	1 050 \$	983 \$	1 074 \$	1 469 \$	2 066 \$	2 300 \$	
52	Autres revenus	k\$	78 \$	94 \$	48 \$	19 \$	45 \$	- \$	
53	Total des revenus	k\$	1 663 \$	2 198 \$	1 763 \$	2 800 \$	3 402 \$	3 300 \$	
B. Dépenses									

III. Remarques

Veuillez vous référer au document suivant :

Cahier des définitions, des termes et des directives de présentation du rapport financier annuel 2002-2003 : Universités québécoises, mars 2003, Ministère de l'Éducation.

http://www.meq.gouv.qc.ca/ens-sup/ens-univ/financement/cahier_def_rapport_anuel_2003

Faire état, notamment, des dépenses exceptionnelles.

Les dépenses exceptionnelles englobent les dépenses non courantes et non liées aux activités ordinaires de l'université qui peuvent fausser les résultats de l'année si elles sont comptabilisées dans les dépenses ordinaires de fonctionnement de l'établissement.

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAQAIS									
I. Éléments d'information		II. Observations et prévisions							III. Remarques
DONNÉES FINANCIÈRES		Année							
	Unité	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005		
54	Salaires et avantages sociaux	k\$	592 \$	730 \$	860 \$	1 130 \$	1 347 \$	1 300 \$	Veillez vous référer au document suivant : Cahier des définitions, des termes et des directives de présentation du rapport financier annuel 2002-2003 : Universités québécoises, mars 2003, Ministère de l'Éducation. http://www.meq.gouv.qc.ca/ens-sup/ens-univ/financement/cahier_def_rapport_anuel_2003 Le salaire correspond à la valeur pécuniaire des composantes du traitement assujetties à l'impôt. Les avantages sociaux comprennent les contributions de l'université aux régimes de retraite de l'université, incluant les paiements pour déficit actuariel et services passés, à la Régie des rentes du Québec, au financement des programmes de santé, à la Commission de la santé et de la sécurité du travail, à la Commission de l'assurance-emploi, aux régimes d'assurance-vie, aux programmes d'assurance collective du personnel de l'université, d'assurance-salaire et d'assurance-maladie et à tout autre programme. Ils comprennent également le coût des exonérations de droits de scolarité accordées aux membres des familles du personnel de l'université. À partir de l'année 2003-2004 les universités devront inclure les avantages sociaux payés par le gouvernement : le Régime de retraite des enseignants (RRE), le Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) et le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP). Faire état, notamment, des dépenses exceptionnelles. Les dépenses exceptionnelles englobent les dépenses non courantes et non liées aux activités ordinaires de l'université qui peuvent fausser les résultats de l'année si elles sont comptabilisées dans les dépenses ordinaires de fonctionnement de l'établissement.
55	Autres dépenses	k\$	793 \$	1 081 \$	1 164 \$	1 203 \$	1 915 \$	1 800 \$	
56	Total des dépenses	k\$	1 385 \$	1 811 \$	2 024 \$	2 333 \$	3 262 \$	3 100 \$	
57	Résultat de l'exercice	k\$	278 \$	387 \$	(261 \$)	467 \$	140 \$	200 \$	

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS

DOCUMENT PRÉSENTÉ À LA COMMISSION DE L'ÉDUCATION

ADDENDA

PROJECTIONS 2004-2005 DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

7 SEPTEMBRE 2004

	Unité	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	
1	Effectif étudiant équivalent à temps plein (EEETP)	2680	2748	2917	3208	3414	3610	Hausse prévue de 5,7% des EEETP et de 2,6% des inscriptions totales. La hausse des EEETP sera attribuable principalement à la hausse des inscriptions à temps plein au premier cycle (+6,0%) et des inscriptions aux 2ème et 3ème cycles (+5,7%). On anticipe une baisse de 3,1% dans les inscriptions à temps partiel au 1er cycle.
2	Effectif étudiant en nombre absolu	n	4494	4783	5190	5411	5550	
3	Effectif étudiant au 1er cycle à temps plein	n	1947	1986	2021	2169	2330	
4	Effectif étudiant au 1er cycle à temps partiel	n	1979	1933	1932	2010	2010	
5	Effectif étudiant aux 2e et 3e cycles	n	568	653	830	1011	1071	
6	Effectif étudiant aux 2e et 3e cycles	%	12,6%	14,3%	17,4%	19,5%	19,8%	20,4%
7	Effectif étudiant étranger	n	143	184	192	229	247	265
8	Effectif étudiant étranger	%	3,2%	4,0%	4,0%	4,4%	4,6%	4,8%
9	Étudiants résidents du Québec à l'étranger	n	6	3	20	13	20	25
12	Nombre de professeurs récemment embauchés	n	9	8	13	14	10	19
13 a)	Nombre de professeurs (total)	n	127,5	131,0	132,0	136,0	138,8	157,8
b)	Nombre de postes professeurs réguliers	n	126,0	135,0	138,0	145,0	156,0	170,0
15	Nombre moyen de cours par professeur	n	4,1	3,9	3,9	3,7	3,7	3,7
17	Ratio étudiants à temps plein au 1er cycle / professeur	n	15,3	15,2	15,3	15,9	16,8	15,3
18	Ratio étudiants aux 2e et 3e cycles / professeur	n	4,5	5,0	6,3	7,4	7,7	7,0
19	Ratio EEETP / professeur	EEETP	21,0	21,0	22,1	23,6	24,6	22,2
20 a)	Somme des proportions de tâches données par les professeurs	n	523,5	514,7	520,1	503,2	514,0	599,6

NOTEZ QUE LES DONNÉES DE L'ANNEXE 2 ÉTAIENT ERRONÉES ET ONT ÉTÉ CORRIGÉES ICI.

Hausse de 16,7% des tâches assumées par les professeurs disponibles à l'enseignement conséquemment à l'embauche de 19 nouveaux professeurs réguliers (nouveaux postes).

Unité	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	
b) Proportion des tâches d'enseignement totales qui ont été assurées par les professeurs	45,4%	43,5%	41,9%	37,9%	37,6%	42,6%	Augmentation importante du ratio de cours assumés par les professeurs.
21 a) Cours donnés par les chargés de cours	n	614,2	658,2	682,7	789,0	849,4	804,9
b) Proportion des tâches d'enseignement totales qui ont été assurées par les chargés de cours	%	53,3%	55,6%	54,9%	59,4%	62,2%	57,2%
22 a) Cours donnés par d'autres catégories d'intervenants	n	15,6	11,0	39,8	36,0	2,9	2,8
b) Proportion des tâches d'enseignement totales qui ont été assurées par les autres catégories de personnel enseignant	%	1,4%	0,9%	3,2%	2,7%	0,2%	0,2%
23 Revenus d'infrastructure de la FCI	\$	-	\$ 331 650	\$ 1 552 459	\$ 1 524 063	\$ 579 870	1 850 000 \$
24 Subventions et contrats de recherche de la FCI	\$	-	-	-	-	-	200 000 \$
25 Subventions de recherche (excluant les revenus d'infrastructures de la FCI)	\$	1 481 833	1 684 789	2 056 187	2 330 379	2 326 443	2 819 759 \$
26 Contrats de recherche (excluant les revenus d'infrastructures de la FCI)	\$	208 021	172 299	551 330	461 317	320 163	558 194 \$
27 Frais indirects de la recherche	\$	95 300	108 700	446 300	189 100	646 064	690 000 \$
28 Revenus moyens de recherche par professeur	\$	35 954	47 581	75 636	69 609	54 686	84 812 \$
29 Part de la recherche contractuelle	%	12,3%	9,3%	21,1%	16,5%	12,1%	16,5%
30 a) Nombre de professeurs avec octroi de recherche	n	47	46	55	62	59	64
b) Proportion des professeurs qui ont obtenu des fonds de recherche	%	36,9%	35,1%	41,7%	45,6%	42,5%	40,6%
							La proportion de professeurs avec octroi de recherche diminue en 2004-2005 en raison de l'embauche de 19 nouveaux professeurs réguliers, ce qui représente une hausse de 13,7% du nombre de professeurs disponibles à l'enseignement.

Table 1. The number of subjects in each age group and the number of subjects who were included in the final analysis

Age group (years)	Number of subjects	Number of subjects included in the final analysis
10-11	10	10
12-13	10	10
14-15	10	10
16-17	10	10
18-19	10	10
20-21	10	10
22-23	10	10
24-25	10	10
26-27	10	10
28-29	10	10
30-31	10	10
32-33	10	10
34-35	10	10
36-37	10	10
38-39	10	10
40-41	10	10
42-43	10	10
44-45	10	10
46-47	10	10
48-49	10	10
50-51	10	10
52-53	10	10
54-55	10	10
56-57	10	10
58-59	10	10
60-61	10	10
62-63	10	10
64-65	10	10
66-67	10	10
68-69	10	10
70-71	10	10
72-73	10	10
74-75	10	10
76-77	10	10
78-79	10	10
80-81	10	10
82-83	10	10
84-85	10	10
86-87	10	10
88-89	10	10
90-91	10	10
92-93	10	10
94-95	10	10
96-97	10	10
98-99	10	10
100-101	10	10
102-103	10	10
104-105	10	10
106-107	10	10
108-109	10	10
110-111	10	10
112-113	10	10
114-115	10	10
116-117	10	10
118-119	10	10
120-121	10	10
122-123	10	10
124-125	10	10
126-127	10	10
128-129	10	10
130-131	10	10
132-133	10	10
134-135	10	10
136-137	10	10
138-139	10	10
140-141	10	10
142-143	10	10
144-145	10	10
146-147	10	10
148-149	10	10
150-151	10	10
152-153	10	10
154-155	10	10
156-157	10	10
158-159	10	10
160-161	10	10
162-163	10	10
164-165	10	10
166-167	10	10
168-169	10	10
170-171	10	10
172-173	10	10
174-175	10	10
176-177	10	10
178-179	10	10
180-181	10	10
182-183	10	10
184-185	10	10
186-187	10	10
188-189	10	10
190-191	10	10
192-193	10	10
194-195	10	10
196-197	10	10
198-199	10	10
200-201	10	10
202-203	10	10
204-205	10	10
206-207	10	10
208-209	10	10
210-211	10	10
212-213	10	10
214-215	10	10
216-217	10	10
218-219	10	10
220-221	10	10
222-223	10	10
224-225	10	10
226-227	10	10
228-229	10	10
230-231	10	10
232-233	10	10
234-235	10	10
236-237	10	10
238-239	10	10
240-241	10	10
242-243	10	10
244-245	10	10
246-247	10	10
248-249	10	10
250-251	10	10
252-253	10	10
254-255	10	10
256-257	10	10
258-259	10	10
260-261	10	10
262-263	10	10
264-265	10	10
266-267	10	10
268-269	10	10
270-271	10	10
272-273	10	10
274-275	10	10
276-277	10	10
278-279	10	10
280-281	10	10
282-283	10	10
284-285	10	10
286-287	10	10
288-289	10	10
290-291	10	10
292-293	10	10
294-295	10	10
296-297	10	10
298-299	10	10
300-301	10	10
302-303	10	10
304-305	10	10
306-307	10	10
308-309	10	10
310-311	10	10
312-313	10	10
314-315	10	10
316-317	10	10
318-319	10	10
320-321	10	10
322-323	10	10
324-325	10	10
326-327	10	10
328-329	10	10
330-331	10	10
332-333	10	10
334-335	10	10
336-337	10	10
338-339	10	10
340-341	10	10
342-343	10	10
344-345	10	10
346-347	10	10
348-349	10	10
350-351	10	10
352-353	10	10
354-355	10	10
356-357	10	10
358-359	10	10
360-361	10	10
362-363	10	10
364-365	10	10
366-367	10	10
368-369	10	10
370-371	10	10
372-373	10	10
374-375	10	10
376-377	10	10
378-379	10	10
380-381	10	10
382-383	10	10
384-385	10	10
386-387	10	10
388-389	10	10
390-391	10	10
392-393	10	10
394-395	10	10
396-397	10	10
398-399	10	10
400-401	10	10
402-403	10	10
404-405	10	10
406-407	10	10
408-409	10	10
410-411	10	10
412-413	10	10
414-415	10	10
416-417	10	10
418-419	10	10
420-421	10	10
422-423	10	10
424-425	10	10
426-427	10	10
428-429	10	10
430-431	10	10
432-433	10	10
434-435	10	10
436-437	10	10
438-439	10	10
440-441	10	10
442-443	10	10
444-445	10	10
446-447	10	10
448-449	10	10
450-451	10	10
452-453	10	10
454-455	10	10
456-457	10	10
458-459	10	10
460-461	10	10
462-463	10	10
464-465	10	10
466-467	10	10
468-469	10	10
470-471	10	10
472-473	10	10
474-475	10	10
476-477	10	10
478-479	10	10
480-481	10	10
482-483	10	10
484-485	10	10
486-487	10	10
488-489	10	10
490-491	10	10
492-493	10	10
494-495	10	10
496-497	10	10
498-499	10	10
500-501	10	10
502-503	10	10
504-505	10	10
506-507	10	10
508-509	10	10
510-511	10	10
512-513	10	10
514-515	10	10
516-517	10	10
518-519	10	10
520-521	10	10
522-523	10	10
524-525	10	10
526-527	10	10
528-529	10	10
530-531	10	10
532-533	10	10
534-535	10	10
536-537	10	10
538-539	10	10
540-541	10	10
542-543	10	10
544-545	10	10
546-547	10	10
548-549	10	10
550-551	10	10
552-553	10	10
554-555	10	10
556-557	10	10
558-559	10	10
560-561	10	10
562-563	10	10
564-565	10	10
566-567	10	10
568-569	10	10
570-571	10	10
572-573	10	10
574-575	10	10
576-577	10	10
578-579	10	10
580-581	10	10
582-583	10	10
584-585	10	10
586-587	10	10
588-589	10	10
590-591	10	10
592-593	10	10
594-595	10	10
596-597	10	10
598-599	10	10
600-601	10	10
602-603	10	10
604-605	10	10
606-607	10	10
608-609	10	10
610-611	10	10
612-613	10	10
614-615	10	10
616-617	10	10
618-619	10	10
620-621	10	10
622-623	10	10
624-625	10	10
626-627	10	10
628-629	10	10
630-631	10	10
632-633	10	10
634-635	10	10
636-637	10	10
638-639	10	10
640-641	10	10
642-643	10	10
644-645	10	10
646-647	10	10
648-649	10	10
650-651	10	10
652-653	10	10
654-655	10	10
656-657	10	10
658-659	10	10
660-661	10	10
662-663	10	10
664-665	10	10
666-667	10	10
668-669	10	10
670-671	10	10
672-673	10	10
674-675	10	10
676-677	10	10
678-679	10	10
680-681	10	10
682-683	10	10
684-685	10	10
686-687	10	10
688-689	10	10
690-691	10	10
692-693	10	10
694-695	10	10
696-697	10	10
698-699	10	10
700-701	10	10
702-703	10	10
704-705	10	10
706-707	10	10
708-709	10	10
710-711	10	10
712-713	10	10
714-715	10	10
716-717	10	10
718-719	10	10
720-721	10	10
722-723	10	10
724-725	10	10
726-727	10	10
728-729	10	10
730-731	10	10
732-733	10	10
734-735	10	10
736-737	10	10
738-739	10	10
740-741	10	10
742-743	10	10
744-745	10	10
746-747	10	10
748-749	10	10
750-751	10	10
752-753	10	10
754-755	10	10
756-757	10	10
758-759	10	10
760-761	10	10
762-763	10	10
764-765	10	10
766-767	10	10
768-769	10	10
770-771	10	10
772-773	10	10
774-775	10	10
776-777	10	10
778-779	10	10
780-781	10	10
782-783	10	10
784-785	10	10
786-787	10	10
788-789	10	10
790-791	10	10
792-793	10	10
794-795	10	10
796-797	10	10
798-799	10	10
800-801	10	10
802-803	10	10
804-805	10	10
806-807	10	10
808-809	10	10
810-811	10	10
812-813	10	10
814-815	10	10
816-817	10	10
818-819	10	10
820-821	10	10
822-823	10	10
824-825	10	10
826-827	10	10
828-829	1	

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS

DOCUMENT PRÉSENTÉ À LA COMMISSION DE L'ÉDUCATION

A N N E X E 3

**Plan de développement académique de l'UQO
2003-2012**

27 AOÛT 2004

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS

**LE DÉVELOPPEMENT
ACADÉMIQUE DE L'UQO :
HORIZON 2012**

Document adopté lors de la 269^{ème}
réunion du Conseil d'administration
tenue le 16 décembre 2003

Résolution 269-CA-3923



INTRODUCTION

1. Le contexte.....	1
2. Les projections globales.....	2
3. Les notes méthodologiques	3

LES SECTEURS

1. Sciences et technologies de l'information	4
2. Sciences de la nature.....	5
3. Sciences infirmières	6
4. Psychoéducation et psychologie	7
5. Sciences sociales, communication et développement régional	8
6. Travail social	9
7. Sciences de l'éducation	10
8. Études langagières et lettres	11
9. Arts et design.....	12
10. Sciences administratives.....	13
11. Sciences comptables	14
12. Relations industrielles et gestion des ressources humaines	15
13. Droit	16

1. Le contexte

L'Université du Québec en Outaouais est une des plus jeunes universités québécoises et elle demeure encore à bâtir. En effet, sa naissance tardive a valu à l'UQO d'évoluer dans le contexte de la crise des finances publiques des années 1980, si bien qu'elle ne s'est développée que très progressivement. Ce n'est que depuis la seconde moitié des années 1990 que l'Université, dans le sillon des « Énoncés d'orientation 1996-2002 », a pu entamer une accélération de son développement afin de mieux répondre aux besoins pressants de sa région en pleine expansion démographique et économique.

Les années récentes ont ainsi été marquées par une croissance générale de la taille de l'Université, autant par le nombre de programmes et l'effectif étudiant que par le nombre de ses professeurs et la hauteur des subventions de recherche obtenues des grands organismes subventionnaires. Cette importante évolution, si elle inspire une fierté certaine, ne se conçoit toutefois pas comme un aboutissement mais plutôt comme l'amorce d'une nouvelle étape de croissance.

En effet, si les développements récents de l'UQO lui ont permis de prendre une place grandissante dans sa région, son plein potentiel est encore loin d'être atteint. L'UQO n'offre pas encore une panoplie suffisante de programmes de premier cycle et de cycles supérieurs, notamment dans le vaste champ des sciences de la nature et des sciences appliquées, de même qu'en lettres, en droit et en sciences sociales. L'UQO étant peu présente, et même absente dans certains de ces secteurs, une proportion très importante des étudiants francophones de l'Outaouais n'ont tout simplement pas le choix d'aller poursuivre leurs études ailleurs au Québec ou encore en Ontario. Par ailleurs, si les efforts consentis au niveau du développement de la recherche commencent à porter leurs fruits – avec un niveau de financement externe de la recherche qui dépasse les 4 M\$ en 2002-2003 – le potentiel de croissance demeure encore très important.

Bref, l'UQO entend bien se développer à un niveau qui soit davantage comparable à celui des autres établissements universitaires, aussi bien en ce qui touche la formation et la recherche qu'au plan de son rayonnement régional, national et international. Ainsi, le but du présent document est de préciser la direction dans laquelle s'orienteront les développements futurs de la programmation et de la recherche à l'Université.

Ce document représente à la fois un guide et un outil de réflexion. En effet, si la planification requiert de la vision, la nature très changeante du contexte dans lequel évolue notre Établissement nécessite pour sa part des ajustements périodiques afin de maintenir le cap. C'est pourquoi les projections contenues dans ce document seront réajustées périodiquement.

2. Les projections globales

Les projections de développement ont été faites sur une base différenciée, en tenant compte des forces et des faiblesses actuelles des différents secteurs, ainsi qu'à partir d'une lecture du contexte régional. Certains secteurs plus traditionnels à l'UQO sont déjà passablement développés et connaîtront une évolution surtout qualitative, certains demeurent encore à créer tandis que d'autres ont émergé récemment et sont appelés à prendre une expansion rapide. Ces projections témoignent de la ferme volonté qu'a l'Université de diversifier aussi bien ses programmes de formation que la production de savoirs, afin de pouvoir remplir pleinement son rôle de moteur du développement économique et social de l'Outaouais.

Treize différents secteurs ont été identifiés, lesquels ne recoupent pas nécessairement la répartition actuelle des départements. Ces secteurs sont les suivants :

- Sciences et technologies de l'information
- Sciences de la nature
- Sciences infirmières
- Psychoéducation et psychologie
- Sciences sociales, communication et développement régional
- Travail social
- Sciences de l'éducation
- Études langagières et lettres
- Arts et design
- Sciences administratives
- Sciences comptables
- Relations industrielles
- Droit

L'évolution récente de chacun des secteurs est décrite brièvement et les ambitions de déploiement envisagées sont explicitées. Chacun des secteurs est caractérisé par le nombre d'étudiants (ÉÉTP) qu'il compte et par son niveau de financement externe de la recherche. Sont ensuite identifiées des cibles en termes de programmation, de nombre d'étudiants et de niveau de financement de la recherche.

Projections de développement pour l'ensemble de l'Université	Année 2002 - 2003	Année 2012 - 2013
Nombre d'étudiants (ÉÉTP)	3210	4520
Nombre de professeurs	148	236
Ratio ÉÉTP/prof	21,7	19,2
Subventions externes de recherche	2 476 803 \$	7 728 000 \$



Globalement, les projections de développement de la programmation à l'horizon 2012 implique une croissance de 40 % des effectifs étudiants, croissance qui s'accompagnera d'une hausse de 60 % des effectifs professoraux. Ceci permettra de ramener le ratio des « étudiants équivalents temps plein par professeur » (EETP/prof) à un niveau comparable à celui des établissements québécois de taille semblable. En ce qui concerne le développement de la recherche, l'UQO compte à la fois sur le renouvellement et l'accroissement des ressources professorales, ainsi que sur les retombées des mesures incitatives à la recherche lancées au cours des dernières années, pour arriver à tripler les montants totaux de subventions externes pour l'ensemble de l'Université à l'horizon 2012.

3. Les notes méthodologiques

Les ambitions relatives au développement des programmes et de la recherche des différents secteurs s'inspirent en bonne partie des intentions annoncées dans « l'Entente de gestion » de mars 2001, dans le « Plan de développement » présenté par le vice-recteur à l'enseignement et à la recherche en 1999 et dans le « Plan stratégique de la recherche » de mai 2001. Les scénarios présentés ont été discutés au comité de régie de l'Université ainsi qu'au sein des cadres du VRER. Ils ont également été présentés en février 2003 à des hauts fonctionnaires du ministère de l'Éducation. Une version de ce document avait été publiée sur le site Web du VRER au printemps 2003 et des commentaires avaient été sollicités. Une deuxième version a été soumise à consultation à l'automne 2003 et la présente version tient compte des commentaires reçus.

Les nombres d'étudiants donnés dans ce document sont en « Effectif étudiant équivalent au temps plein » (EÉÉTP). La situation actuelle correspond au nombre d'étudiants équivalents à temps plein pour l'année 2002-2003, selon une lecture GESTA au 19 janvier 2003. En ce qui concerne les fonds externes de recherche, il s'agit des montants de l'année 2002-2003 tels que cumulés au 22 octobre 2003 à l'inventaire du décanat de la recherche. Ces montants excluent les subventions d'infrastructures de la FCI ainsi que leurs contreparties du MEQ et des partenaires privés et publics.

Les projections de nombre d'étudiants et des montants de subvention pour l'année 2012 ont été faites en fonction de l'évolution envisagée de la programmation académique. Afin d'assurer le réalisme de ces projections, on les a calibré à partir d'une table des ratios EÉTP/professeur et Fonds de recherche/professeur des universités québécoises (année 1998-1999) pour chacun des secteurs de financement du ministère de l'Éducation. Les projections d'effectifs étudiants tiennent compte des projections démographiques du MEQ et de l'Institut de la statistique du Québec, mais également des possibilités de rapatriement à l'UQO d'une partie des étudiants francophones de l'Outaouais qui s'inscrivent dans des programmes offerts par les universités de la région d'Ottawa. Ainsi par exemple, à l'automne 2002, l'Université d'Ottawa déclarait accueillir à elle seule *2 000 étudiants francophones* dont l'adresse permanente se situe dans l'agglomération de Gatineau.

1. Sciences et technologies de l'information

L'industrie de la haute-technologie, et en particulier le secteur des technologies de l'information, est un pilier de l'économie de l'Outaouais. L'UQO a résolument mis pied dans ce secteur à partir du milieu des années 1990 avec la création d'un profil coopératif au baccalauréat en informatique puis avec l'implantation du baccalauréat en génie informatique et de la maîtrise en informatique. L'UQO entend enrichir ce secteur en développant des programmes dans des disciplines du génie qui sont connexes à son actuel baccalauréat en génie informatique, soit le génie logiciel et le génie électrique (orientation micro-électronique). L'UQO compte également miser sur les forces du département d'informatique et d'ingénierie pour développer un baccalauréat en mathématiques appliquées. Ce secteur représente pour l'UQO un de ses principaux axes de développement pour les dix prochaines années : on prévoit, avec la création de nouveaux programmes, presque doubler l'effectif d'ÉÉTP dans ce secteur.

Au niveau de la recherche, les axes forts sont la photonique, l'informatique des télécommunications et le calcul distribué. L'UQO compte déjà une Chaire de recherche en calcul distribué ainsi qu'une Chaire de recherche du Canada en photonique et travaille actuellement à la mise en réseau de ses chercheurs en informatique des télécommunications. En lien avec l'évolution rapide de la recherche au Département d'informatique et d'ingénierie, l'UQO travaille présentement au développement d'un Doctorat en sciences et technologies de l'information. Avec la mise en place récente de deux chaires de recherche, l'implantation de la maîtrise et la création envisagée d'une intervention au troisième cycle, ce secteur devrait connaître une hausse importante du niveau de financement externe de la recherche.

Évolution anticipée du secteur :

	Situation actuelle	Cible 2012
❖ <i>Nombre d'étudiants</i>	273 ÉÉTP	525 ÉÉTP
❖ <i>Financement de la recherche</i>	526 514 \$	2 040 000 \$

Programme(s) à développer :

- ❖ *Baccalauréat en génie logiciel*
- ❖ *Baccalauréat en génie électrique (micro-électronique)*
- ❖ *Baccalauréat en mathématiques appliquées*
- ❖ *Option génie à la maîtrise en informatique*
- ❖ *Doctorat en sciences et technologies de l'information*

Axe(s) de recherche émergeant(s) :

- ❖ *Informatique des télécommunications (incluant multimédias et sécurité informatique)*

2. Sciences de la nature

Encore totalement absente du vaste secteur des sciences naturelles, l'UQO a inscrit formellement ce secteur au cœur de plusieurs de ses dossiers de planification institutionnelle au cours des dernières années. Or, eu égard à l'importance de la forêt feuillue pour notre région, il apparaît tout naturel pour l'UQO de développer son secteur des sciences en priorité du côté de la biologie et de l'aménagement et de la conservation de la forêt. Une telle incursion dans le domaine des sciences biologiques représentera un pas majeur dans l'évolution de l'UQO, de même qu'une étape importante dans le développement économique de la région. En effet, les acteurs régionaux s'accordent sur la priorité de développer des capacités de formation et de recherche dans le domaine de la gestion forestière et de la transformation des produits de la forêt. L'UQO est d'ailleurs un des principaux acteurs de la mise sur pied d'un Centre international de recherche intégrée sur le bois feuillu (CIRIBF) dans la région et elle est également associée à l'Institut québécois d'aménagement de la forêt feuillue (IQAFF) ainsi qu'à d'autres partenaires privés et institutionnels dans un ambitieux programme de recherche.

Les expertises actuelles de l'UQO qui sont mises à contribution dans ces projets se situent surtout du côté de l'aménagement du territoire et de la géomatique et l'UQO entend développer des expertises dans des domaines qui sont davantage liés aux sciences biologiques et environnementales et se doter de programmes de premier et de deuxième cycles. La mise en place de cette programmation devra se faire en conjonction avec l'embauche de ressources humaines et l'acquisition d'infrastructures physiques de pointe pour faire de la recherche universitaire innovante et structurante pour la région.

Évolution anticipée du secteur :

	Situation actuelle	Cible 2012
❖ <i>Nombre d'étudiants</i>	-	120 ÉÉTP
❖ <i>Financement de la recherche</i>	-	1 320 000 \$

Programme(s) à développer :

- ❖ *Baccalauréat en biologie (environnement)*
- ❖ *Maîtrise en aménagement et conservation forestière*

Axe(s) de recherche émergeant(s) :

- ❖ *Forêt mixte et feuillue*
- ❖ *Biotechnologie*
- ❖ *Géomatique*

3. Sciences infirmières

Le contexte de la formation infirmière au Québec a été particulièrement instable au cours des dernières années, mais semble en voie de trouver son point d'équilibre, comme en fait foi le niveau des admissions au premier cycle à l'UQO qui connaît des hausses très importantes. Par ailleurs, la formule du DEC-BAC intégré, dont l'UQO a été un des établissements pionniers, apparaît comme une évolution majeure des dernières années. L'UQO a aussi été très impliquée dans l'élaboration d'une maîtrise-réseau en sciences infirmières, en plus de développer des programmes courts de perfectionnement au premier et au deuxième cycles.

Pour l'horizon 2012, l'UQO entend consolider ses ressources professorales et physiques pour la formation au premier cycle et développer le recrutement au deuxième cycle. Les efforts de recrutement au deuxième cycle se feront en conjonction des interventions visant à accroître le niveau de financement de la recherche en sciences infirmières. C'est en effet du côté de la recherche et de la formation aux cycles supérieurs qu'auront lieu les consolidations et les développements les plus significatifs au cours des prochaines années. Les efforts déjà consentis par l'UQO dans le perfectionnement du corps professoral en sciences infirmières commencent à porter leurs fruits. Des professeurs en sciences infirmières développent des ententes de recherche avec des centres de soins de la région et les embauches futures de professeurs dans ce secteur seront ciblées en priorité sur le développement de la recherche.

Évolution anticipée du secteur :

	Situation actuelle	Cible 2012
❖ <i>Nombre d'étudiants</i>	235 ÉÉTP	280 ÉÉTP
❖ <i>Financement de la recherche</i>	44 400 \$	360 000 \$

Programme(s) à développer :

- ❖ *Perfectionnement aux cycles supérieurs*

Axe(s) de recherche émergeant(s) :

- ❖ *Gestion des soins infirmiers*

4. Psychoéducation et psychologie

La psychoéducation, qui est un des secteurs traditionnels de l'UQO, est très dynamique. Ce secteur participe activement à la mission d'internationalisation de l'Université avec des projets de collaboration internationale offrant des stages à l'étranger et contribuant à la formation d'intervenants en Amérique Latine. L'ouverture du baccalauréat en psychologie en 1998 a été l'occasion de nouveaux développements de ce secteur, notamment au chapitre des activités de recherche, avec des budgets de financement externes qui sont passés de 192 000 \$ en 1997-1998 à 775 000 \$ en 2001-2002. Le potentiel de développement de la recherche en psychoéducation et en psychologie est d'ailleurs très important, puisque l'équipe professorale en place est jeune mais déjà très active en recherche.

En psychoéducation, de nombreux travaux de recherche ont cours en lien avec les milieux éducatifs et d'intervention préscolaires, scolaires et communautaires (développement et évaluation de programmes et d'outils de prévention et d'intervention). L'étude des relations familiales, de la paternité et de l'exercice du rôle parental en situation d'adversité constituent des domaines d'expertise particuliers. En psychologie, la cyberpsychologie est devenu un important pôle de recherche à l'UQO avec l'obtention récente d'une Chaire de recherche du Canada et l'octroi d'une subvention des Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC). D'autre part, plusieurs membres de l'équipe de professeurs possèdent des expertises reconnues et bénéficient de fonds de recherche du CRSH. Le domaine de la santé mentale chez l'adulte y est un des principaux axes émergents.

Les priorités pour ce secteur sont la poursuite du développement de la recherche et l'implantation du doctorat en psychologie. Le doctorat, ouvert en association avec l'UQAM, accueille ses nouveaux étudiants dès l'automne 2003, ce qui permettra aux finissants du baccalauréat en psychologie de l'UQO d'accéder plus facilement à ce qui sera dorénavant la formation qualifiante au titre de psychologue. Un tel programme aura également des répercussions importantes sur les activités de recherche, puisque les étudiants de ce programme pourront être intégrés aux équipes de recherche.

Évolution anticipée du secteur :

	Situation actuelle	Cible 2012
❖ <i>Nombre d'étudiants</i>	214 ÉÉTP	280 ÉÉTP
❖ <i>Financement de la recherche</i>	791 253 \$	1 440 000 \$

Programme(s) à développer :

- ❖ *Implantation du doctorat en psychologie*

Axe(s) de recherche émergent(s) :

- ❖ *Cyberpsychologie*
- ❖ *Santé mentale chez l'adulte*

5. Sciences sociales, communication et développement régional

La programmation en sciences sociales est encore relativement peu développée à l'UQO. L'Université a inauguré à l'automne 2002 ses majeures en sociologie et en science politique, couplées à un ensemble de mineures. Cette réorientation s'avère heureuse et l'UQO envisage déjà la création d'un baccalauréat en science politique et d'un baccalauréat en science économique.

Le champ de la communication présente un intérêt croissant et profitera des acquis de l'UQO du côté des TIC, du design et des communications langagières. On pense ici à un programme de baccalauréat et une maîtrise en communication comportant un volet international. Une majeure en communication devrait également être offerte dans les prochaines années. Les études en développement régional représentent une nouveauté à l'UQO : une maîtrise est offerte depuis l'automne 2001 et on vient tout juste de créer une mineure en développement local et régional. Une équipe professorale multidisciplinaire extrêmement dynamique gravite autour de la problématique du développement régional. Cette équipe a contribué à la mise sur pied toute récente d'un regroupement stratégique sur le développement territorial (CRDT) avec des établissements du réseau de l'Université du Québec.

Le secteur des sciences sociales est actif en recherche, comptant notamment la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités. Plusieurs membres de l'équipe professorale en sciences sociales et en développement régional collaborent avec des organismes socio-économiques de la région. L'UQO entend maximiser ces occasions de partenariats avec le milieu, et elle consentira également des efforts importants pour soutenir les professeurs dans leurs démarches auprès des grands organismes subventionnaires. En lien avec les développements de la recherche, l'UQO souhaite développer dans les prochaines années un programme de doctorat dans le secteur des sciences sociales.

Évolution anticipée du secteur :

	Situation actuelle	Cible 2012
❖ <i>Nombre d'étudiants</i>	86 ÉÉTP	225 ÉÉTP
❖ <i>Financement de la recherche</i>	271 945 \$	560 000 \$

Programme(s) à développer :

- ❖ *Majeure en communication*
- ❖ *Baccalauréat en science politique*
- ❖ *Baccalauréat en science économique*
- ❖ *Baccalauréat en communication*
- ❖ *Maîtrise en communication internationale*
- ❖ *Doctorat en sciences sociales appliquées*

Axe(s) de recherche émergeant(s) :

- ❖ *Économie régionale*
- ❖ *Spécificités des régions frontalières*

6. Travail social

Le travail social est un secteur traditionnel de la programmation académique de l'UQO, le baccalauréat en travail social étant offert depuis les débuts de l'Université. Le baccalauréat a été évalué en profondeur en 2000 et une version refondue et actualisée du programme devrait être proposée bientôt. Une maîtrise en travail social est offerte depuis 1996; l'équipe de professeurs procède actuellement à l'évaluation de ce programme qui sera éventuellement appelé à des modifications. De même, des scénarios sont à l'étude afin d'enrichir le programme de maîtrise en travail social d'un profil professionnel, ceci afin de répondre à une demande des milieux. Ce secteur fait également l'objet de demandes des milieux du travail social et de l'économie sociale en vue du développement de programmes de perfectionnement dans de nouveaux créneaux de pratiques sociales; l'Université demeurera à l'écoute des besoins du milieu et de la profession à cet égard.

Au niveau de la recherche, plusieurs professeurs sont très actifs et ce secteur compte deux importantes structures de recherche, soit le Centre d'étude et de recherche en intervention sociale (CÉRIS) ainsi que l'Observatoire sur le développement régional et l'analyse différenciée selon les sexes (l'ORÉGAND). Le CÉRIS est associé à des réseaux québécois, nationaux et internationaux de chercheurs et il entend intensifier sa présence internationale, développer des formations et recevoir des stagiaires doctoraux et post-doctoraux. Le niveau de financement par professeur pour le secteur du travail social se situe déjà au-dessus de la moyenne québécoise pour les sciences sociales et humaines. L'UQO soutiendra les efforts des professeurs dans le but de maintenir ces performances en recherche.

Évolution anticipée du secteur :

	Situation actuelle	Cible 2012
❖ <i>Nombre d'étudiants</i>	200 ÉÉTP	250 ÉÉTP
❖ <i>Financement de la recherche</i>	297 735 \$	430 000 \$

Programme(s) à développer :

- ❖ *Profil professionnel de la maîtrise en travail social*
- ❖ *Perfectionnement aux cycles supérieurs*

Axe(s) de recherche émergeant(s) :

- ❖ *Développement social des communautés*
- ❖ *Organisation communautaire*
- ❖ *Développement international.*

7. Sciences de l'éducation

La formation des maîtres constitue une pierre d'assise de notre établissement. L'UQO offre cinq programmes de formation des maîtres au premier cycle ainsi qu'une maîtrise et un doctorat en éducation. Au chapitre de la programmation, les tendances actuelles – fortement influencées par la réforme du système d'éducation primaire et secondaire – vont dans le sens d'une offre de programmes de formation continue au niveau du deuxième cycle. L'UQO s'est déjà adaptée à cette tendance au cours des dernières années en ouvrant un diplôme d'études supérieures spécialisées en administration scolaire ainsi qu'un programme court de cycle supérieur en renouveau pédagogique. Dans le contexte actuel, l'UQO ne prévoit pas, dans un avenir proche, implanter de nouveaux programmes de grade dans le secteur de l'éducation. Il est en effet prévisible que les développements futurs se feront surtout aux cycles supérieurs en fonction principalement des besoins de formation continue des enseignants et des gestionnaires d'établissements.

Par contre, l'UQO entend donner une impulsion significative à la recherche en éducation. Actuellement, environ le tiers des professeurs du département d'éducation obtiennent des subventions externes de recherche, que ce soit d'organismes subventionnaires ou par des contrats de recherche. Bien que le niveau de financement externe de la recherche par professeur à l'UQO se situe dans la moyenne des petits établissements québécois, les performances pourraient être améliorées. En particulier, la recherche sur les problématiques liées à l'adaptation et à la réussite scolaire a été ciblée par l'UQO dans son Plan stratégique de la recherche, et un poste de professeur a été octroyé récemment dans le but d'établir une chaire de recherche dans ce domaine.

Évolution anticipée du secteur :

	Situation actuelle	Cible 2012
❖ <i>Nombre d'étudiants</i>	645 ÉÉTP	700 ÉÉTP
❖ <i>Financement de la recherche</i>	282 719 \$	580 000 \$

Programme(s) à développer :

- ❖ *Perfectionnement aux cycles supérieurs*

Axe(s) de recherche émergent(s) :

- ❖ *Adaptation et réussite scolaire*
- ❖ *Administration scolaire*

8. Études langagières et lettres

Le développement des études langagières à l'UQO est récent, avec l'implantation d'un baccalauréat en traduction et en rédaction – programme à la fine pointe des technologies langagières – puis du diplôme d'études supérieures spécialisées en localisation et en rédaction hypermédia. Avec ces programmes novateurs, l'UQO s'est taillé une place de choix dans le secteur des « professions langagières » qui connaît, en particulier dans la région, une très forte croissance. Afin de répondre aux besoins de formation en émergence qui découlent de l'expansion très rapide du marché du travail dans ce secteur, l'UQO envisage déjà la création d'une maîtrise en études langagières. Les acquis en traduction et en rédaction sont des tremplins qui permettront à l'UQO de franchir des pas additionnels dans le secteur des lettres, notamment en littérature.

La création récente du Département d'études langagières témoigne de la ferme volonté de l'UQO de consolider ses activités dans le secteur des études langagières et des lettres. Ce nouveau département regroupe une équipe de professeurs dynamiques, créatifs et motivés à relever les défis les plus ambitieux. Dans le champs plus spécifique des technologies langagières, l'UQO s'attend à devenir un leader national avec l'établissement récent du Centre de recherche sur les technologies langagières. Ce projet, qui est soutenu par le Gouvernement du Canada *via* le Conseil de recherche du Canada, implique plusieurs partenaires publics et privés de l'Outaouais.

Évolution anticipée du secteur :

	Situation actuelle	Cible 2012
❖ <i>Nombre d'étudiants</i>	155 ÉÉTP	340 ÉÉTP
❖ <i>Financement de la recherche</i>	18 061 \$	170 000 \$

Programme(s) à développer :

- ❖ *Baccalauréat en littérature francophone*
- ❖ *Maîtrise en études langagières*
- ❖ *Maîtrise en lettres*

Axe(s) de recherche émergeant(s) :

- ❖ *Technologies langagières*
- ❖ *Littérature francophone*

9. Arts et design

Avec le secteur des études langagières et des lettres, celui des arts et du design est un pilier de la mission culturelle de notre Université qui, sise aux confins ouest du Québec, se doit d'être un symbole de la présence vive du fait français en Amérique du Nord. L'actuel baccalauréat en arts et en design offre trois concentrations – arts visuels, bande dessinée et design graphique – et pourra éventuellement s'ouvrir à d'autres concentrations, notamment en muséologie.

La création toute récente de l'École multidisciplinaire de l'image (ÉMI) représente un pas important dans l'évolution de ce secteur à l'UQO. Cette nouvelle entité favorisera l'intégration des programmes et des ressources ainsi que le développement et la diffusion de la création. Cela procurera également au secteur des arts et du design de l'UQO une plus grande visibilité régionale, nationale et internationale.

Au plan de la recherche et de la création, l'Université souhaite miser sur ses acquis en matière de technologies de l'information afin de développer une expertise en création artistique multimédia, expertise qui pourra servir d'assise à un nouveau programme de maîtrise. De même, l'expertise émergente dans le domaine de la muséologie représente un axe prometteur aussi bien en ce qui concerne le développement de la recherche que celui de la programmation.

Évolution anticipée du secteur :

	Situation actuelle	Cible 2012
❖ <i>Nombre d'étudiants</i>	153 ÉÉTP	200 ÉÉTP
❖ <i>Financement de la recherche</i>	-	60 000 \$

Programme(s) à développer :

- ❖ *Concentration en muséologie au baccalauréat*
- ❖ *Maîtrise en création multimédia*

Axe(s) de recherche émergent(s) :

- ❖ *Création multimédia*
- ❖ *Design et muséologie*

10. Sciences administratives

Le secteur des sciences administratives est déjà bien développé à l'UQO, aussi bien en ce qui a trait à la formation de premier cycle qu'au deuxième cycle. L'ajout d'une maîtrise en sciences de la gestion, ayant une orientation plus générale, permettra de consolider la présence de l'Université au deuxième cycle. Ce programme devra être conçu de sorte qu'il puisse accueillir des spécialisations dans les principaux domaines d'intérêt pour l'UQO, telles la finance et la gestion publique, ce dernier secteur comptant une très forte concentration d'emplois en Outaouais. L'UQO envisage aussi à terme l'implantation d'une maîtrise en administration publique.

Par ailleurs, le dynamisme du programme de Maîtrise en gestion de projet conduit tout naturellement l'Université à entrevoir une présence au troisième cycle dans ce domaine de la gestion. De même, la création d'un profil international à la maîtrise en gestion de projet permettra de répondre aux besoins de plus en plus pressants des gestionnaires publics et privés de la région.

L'UQO entend également favoriser le développement de la recherche en sciences administratives, ce qui sera facilité par la croissance et le renouvellement du corps professoral au cours des prochaines années. La gestion de projet, en particulier des projets technologiques et des projets sociaux, souvent dans une perspective internationale, devrait devenir un des principaux axes de recherche en sciences de la gestion à l'UQO. À cet égard, les professeurs pourront profiter de la présence très importante de l'administration publique en Outaouais pour des développements de la recherche contractuelle.

Évolution anticipée du secteur :

	Situation actuelle	Cible 2012
❖ <i>Nombre d'étudiants</i>	642 ÉÉTP	820 ÉÉTP
❖ <i>Financement de la recherche</i>	-	272 000 \$

Programme(s) à développer :

- ❖ *Baccalauréat en gestion touristique*
- ❖ *Maîtrise en sciences de la gestion*
- ❖ *Maîtrise en gestion de projet, profil international*
- ❖ *Maîtrise en administration publique*
- ❖ *Doctorat en gestion de projets*

Axe(s) de recherche émergeant(s) :

- ❖ *Gestion de projets technologiques*
- ❖ *Gestion de projets sociaux*

11. Sciences comptables

Les sciences comptables représentent un secteur traditionnel et bien établi à l'UQO, offrant une gamme complète de programmes au premier cycle ainsi que des programmes courts et des diplômes de deuxième cycle. Les études de deuxième cycle ont connu une croissance assez forte au cours des dernières années, et cette tendance semble appelée à se maintenir en lien avec l'évolution des exigences de qualification des ordres comptables. L'Université anticipe des hausses modérées d'inscriptions dans ces programmes.

Concernant les activités de recherche et de développement, le secteur des sciences comptables est généralement plus propice à la recherche appliquée menée auprès des entreprises et des organismes publics qu'à la recherche fondamentale comme telle. L'UQO souhaite cependant appuyer ces deux volets des activités de recherche et de développement afin d'accroître le niveau de financement externe attribué au secteur des sciences comptables.

Évolution anticipée du secteur :

	<i>Situation actuelle</i>	<i>Cible 2012</i>
❖ <i>Nombre d'étudiants</i>	282 ÉÉTP	300 ÉÉTP
❖ <i>Financement de la recherche</i>	-	104 000 \$

Programme(s) à développer :

- ❖ *Perfectionnement aux cycles supérieurs*

Axe(s) de recherche émergeant(s) :

- ❖ *Contrôle de gestion*
- ❖ *Comptabilité financière*

12. Relations industrielles et gestion des ressources humaines

Ce domaine, qui se situe à la jonction des sciences de la gestion et des sciences sociales et humaines, est un secteur très dynamique à l'UQO. La programmation au premier cycle couvre tous les aspects pertinents du domaine des relations industrielles : gestion des ressources humaines, santé et sécurité au travail, psychologie industrielle et politiques publiques du travail. On compte également une maîtrise en relations industrielles et en ressources humaines, et l'Université offrira dès l'automne 2004, en collaboration avec l'Université Laval, un doctorat en relations industrielles.

Les professeurs de ce secteur sont actifs en recherche fondamentale mais également dans des travaux plus appliqués réalisés auprès des organismes publics de la région. Ces professeurs travaillent d'ailleurs depuis plusieurs années pour développer les études de troisième cycle, dans le but notamment d'appuyer leurs efforts en recherche. Ce secteur compte un Centre d'études et de recherche sur l'emploi, le syndicalisme et le travail (CEREST) et des professeurs sont associés également au Centre de recherche sur les innovations sociales dans les entreprises et les syndicats (CRISES). L'UQO entend appuyer le déploiement des activités de recherche dans ce secteur, un des axes identifiés au Plan stratégique de la recherche de l'UQO étant la dynamique des transformations du travail.

Évolution anticipée du secteur :

	<i>Situation actuelle</i>	<i>Cible 2012</i>
❖ <i>Nombre d'étudiants</i>	325 ÉÉTP	360 ÉÉTP
❖ <i>Financement de la recherche</i>	122 176 \$	320 000 \$

Programme(s) à développer :

- ❖ *Implantation du doctorat en relations industrielles*

Axe(s) de recherche émergeant(s) :

- ❖ *Gestion des ressources humaines*
- ❖ *Transformations du travail*

13. Droit

À l'heure actuelle, en Outaouais, les futurs avocats qui souhaitent étudier dans leur région doivent acquérir leur formation en droit civil en Ontario, province qui est régie par le «Common law». Cette situation a été maintes fois dénoncée par les acteurs socio-économiques de la région et l'Université est déterminée à offrir la formation en droit civil aux résidents de l'Outaouais. Il s'agit ici de « rapatrier » en territoire québécois un service à la population, au même titre que les rapatriements qui ont cours dans d'autres secteurs d'activité, tel celui de la santé.

Par ailleurs, il est intéressant pour l'Université de se doter de ressources professorales en sciences juridiques – l'Université compte de fait deux professeurs en droit au Département des sciences administratives – qui contribueront à enrichir les autres secteurs de formation de l'Établissement, en particulier les secteurs à vocation professionnelle (droit du travail, droit de la santé, droit des affaires, etc.).

Évolution anticipée du secteur :

	Situation actuelle	Cible 2012
❖ <i>Nombre d'étudiants</i>	-	120 ÉÉTP
❖ <i>Financement de la recherche</i>	-	72 000 \$

Programme(s) à développer :

- ❖ *Baccalauréat en droit civil*

NOTES COMPLÉMENTAIRES

1. Personnel de direction supérieure

Nom de l'université: Université du Québec en Outaouais
 Numéro de l'université: 978005
 Année financière: 2003-2004

La valeur pécuniaire des droits d'indemnité de départ détenus et non exercés pendant l'année 2003-2004:

Micheline Bondu:	129 427 \$
Francis R. Whyte:	149 125 \$
Denis Dubé	134 213 \$
Louis Chapelain	134 213 \$
H. Grand-Maître	31 750 \$
pour un total de :	578 728 \$



UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS
2003-2004

Valeur pécuniaire des allocations et des frais remboursés

Personnel de direction supérieur		Valeur pécuniaire des allocations et des frais remboursés (en \$)	
Nom et prénom	Fonction	Nombre de mois dans la fonction	Valeur pécuniaire
Francis R. Whyte : recteur	RECTEUR	12,00	9 051 \$
Denis Dubé : vice-recteur à l'enseignement et à la recherche	VRER	12,00	9 617 \$
Louis Chapelain : vice-recteur administration et ressources	VRAR	8,50	11 931 \$
Hélène Grand-Maitre : vice-rectrice administration et ressources	VRAR	3,50	3 581 \$
Micheline Bondur : secrétaire général	SEC GÉN	12,00	12 007 \$
Autres catégories de personnel de direction	Étendue des frais remboursés	Effectif (*)	Valeur pécuniaire
Personnel de direction des composantes de l'établissement (**)	Le plus élevé		22 882 \$
	Moyenne	23,00	4 408 \$
	Le moins élevé		208 \$
	Le plus élevé		14 818 \$
Personnel de direction des services	Moyenne	15,45	5 213 \$
	Le moins élevé		673 \$
	Le plus élevé		N/A
	Moyenne	N/A	N/A
Personnel de gérance des emplois de soutien	Moyenne	N/A	N/A
	Le moins élevé		N/A

(**) Excluant le doyen ou le personnel de rang équivalent.

État du traitement

Établissement: UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS
Année financière: 2003-2004

Autres catégories de personnel de direction		Valeur pécuniaire des composantes du traitement assujetties à l'impôt (en \$)		
Catégorie de personnel	Effectif total ^(*) de la catégorie	Étendue du traitement	Salaire de base	Autres éléments de traitement
Personnel de direction des composantes de l'établissement ^(*)	23,00	Le plus élevé	100 395 \$	1 925 \$
		Moyenne	90 772 \$	1 307 \$
		Le moins élevé	63 247 \$	339 \$
		Le plus élevé	120 688 \$	2 119 \$
Personnel de direction des services	16,00	Moyenne	102 947 \$	1 572 \$
		Le moins élevé	83 680 \$	415 \$
		Le plus élevé	N/A	N/A
		Moyenne	N/A	N/A
Personnel de gérance des emplois de soutien		Le moins élevé	N/A	N/A

^(*) Excluant le doyen ou le personnel de rang équivalent.

^(*) En équivalence temps complet, le calcul de la moyenne implique une référence au traitement versé.

Établissement: UNIVERSITÉ
Année financière: 2003-2004

(1) La valeur pécuniaire des droits d'indemnité de départ détenus et non-exercés pendant l'année 2003-2004 apparaît en note complémentaire à l'état du traitement



Lèvesque Marchand
Welch & Company U.P. Comptables agréés
Société en nom collectif

975, boul. St-Joseph
suite 201
GATINEAU (QC) J8Z 1W8
Tél. (819) 771-7381
Télécopieur 771-3089

Associés

Guy E. Côté, C.A.

Louise Brûlé-Sirois, C.A.

Claude Boisvert, C.A.

Chantal Farley, C.A.

Conseil

Jean-Paul Marchand, F.C.A.

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux membres du conseil d'administration de
l'Université du Québec en Outaouais

Nous avons vérifié les relevés de la valeur pécuniaire des composantes du traitement assujetties à l'impôt du Québec des membres du personnel de direction supérieure et des autres catégories de personnel de direction inclus dans l'état du traitement de l'Université du Québec en Outaouais pour l'exercice terminé le 31 mai 2004, lesquels ont été établis conformément aux dispositions des articles 4.3 à 4.5 de la Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire. La responsabilité de ces informations financières incombe à la direction de l'Université. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces informations financières en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux exigences énoncées par le ministère de l'Éducation du Québec dans le *Mandat de vérification externe des universités québécoises* et conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les informations financières sont exemptes d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les informations financières. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des informations financières.

À notre avis, ces relevés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle des informations financières portant sur la valeur pécuniaire des composantes du traitement assujetties à l'impôt du Québec des membres du personnel de direction supérieure et des autres catégories de personnel de direction de l'Université du Québec en Outaouais pour l'exercice terminé le 31 mai 2004 selon les dispositions des articles 4.3 à 4.5 de la Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire.

Comptables agréés.

Gatineau (Québec)
Le 12 août 2004

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS

Loi sur les établissements d'enseignement
de niveau universitaire

RAPPORT 2003-2004

ÉTAT DU TRAITEMENT

SEPTEMBRE 2004

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS

Loi sur les établissements d'enseignement
de niveau universitaire

Rapport 2003-2004

RAPPORT FINANCIER ANNUEL
2003-2004

NOVEMBRE 2004





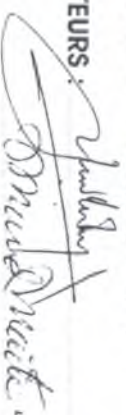
Université du Québec en Outaouais

Rapport financier annuel 2003-2004

APPROUVÉ PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

DATE : 25/01/2004

ADMINISTRATEURS :



RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux membres du Conseil d'administration Université du Québec en Outaouais

Nous avons vérifié les états financiers ainsi que les annexes contenus dans le rapport financier annuel de l'Université du Québec en Outaouais pour l'exercice terminé le 31 mai 2004. Le rapport financier annuel a été élaboré pour satisfaire aux besoins exclusifs des administrateurs de l'Université du Québec en Outaouais et est présenté selon la forme prescrite par le ministère de l'Éducation du Québec. La responsabilité de ce rapport financier annuel incombe à la direction de l'Université. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ce rapport financier annuel en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux exigences énoncées par le ministère de l'Éducation du Québec dans le mandat de vérification externe des universités québécoises et conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que le rapport financier annuel est exempt d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans le rapport financier annuel. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble du rapport financier annuel.

À notre avis, à tous les égards importants:

- les pratiques comptables de l'Université sont conformes avec les normes et définitions contenues dans le document intitulé «Cahier des définitions des termes et directives de présentation du rapport financier annuel 2003-2004» du ministère de l'Éducation du Québec;
- la banque de données transmises par disquette au ministère de l'Éducation du Québec est conforme aux données apparaissant au rapport financier annuel;
- les états financiers ainsi que les annexes contenus dans le rapport financier annuel donnent une image fidèle de la situation financière de l'Université du Québec en Outaouais au 31 mai 2004, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de la situation financière du fonds des immobilisations pour l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées à la Note 3.

Les états financiers ainsi que les annexes contenus dans le rapport financier annuel, qui n'ont pas été établis, et qui n'avaient pas à être établis, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, sont fournis uniquement à titre d'information et pour être utilisés par les administrateurs de l'Université du Québec en Outaouais et par le ministère de l'Éducation du Québec. Ces états financiers ne sont pas destinés à être utilisés et ne doivent pas l'être, par des personnes autres que les utilisateurs déterminés, ni à aucune autre fin que la ou les fins auxquelles ils ont été établis.


Comptables Agrés.

Gatineau, Québec
Le 22 juillet 2004

TABLES DES MATIÈRES

États financiers	PAGE	Annexes	PAGE
Notes aux états financiers et aux annexes.....	i		
BILANS.....	1		
Fonds de fonctionnement:.....	Colonne 1	CONCILIATION SUBVENTION MEQ-ES.....	9
Fonds avec restrictions:.....	Colonne 2	AJUSTEMENTS PAR L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC MEQ-ES.....	10
Fonds d'immobilisations:.....	Colonne 3	ANNEXE SUBVENTION À RECEVOIR (À PAYER) MEQ-ES.....	11
Fonds de Dotation:.....	Colonne 4	REVENUS REPORTÉS FONDS DE FONCTIONNEMENT.....	12
Autre Fonds:.....	Colonne 5	ANNEXE SUBVENTION À RECEVOIR GOUVERNEMENT DU QUÉBEC FI.....	13
		ANNEXE SUR LES SOLDES DE FONDS.....	14
CONCILIATION DU SOLDE DE FONDS		ANNEXE SUR LES REDRESSEMENTS DE SOLDES DE FONDS.....	15
Fonds de fonctionnement:.....	Lignes 1 à 11	ANNEXE SUR LES OPÉRATIONS INTERFONDS.....	16
Fonds avec restrictions:.....	Lignes 12 à 18	AVANTAGES SOCIAUX.....	17
Fonds d'immobilisations:.....		ANNEXE SUR LES AUTRES REVENUS ET AUTRES DÉPENSES.....	18
Fonds de Dotation:.....	Colonne 1 à 5	DÉPENSES EXCEPTIONNELLES.....	19
Autre Fonds:.....	Colonne 6.....	FONDS DE FONCTIONNEMENT - TERRAINS ET BÂTIMENTS.....	20
		ANNEXE SUR LES IMMOBILISATIONS.....	21
FONDS DE FONCTIONNEMENT		SALAIRES MOYENS.....	22
Revenus.....	5		
Dépenses.....	6		
FONDS AVEC RESTRICTIONS			
Revenus.....	7		
Dépenses.....	8		

Université du Québec en Outaouais
 Bilans
 au 31 mai 2004

	Fonds de fonctionnement	Fonds avec restrictions	Fonds d'immobilisations	Fonds de Dotation	Autres fonds	Total	Total au 31 mai 2003
ACTIF	1	2	3	4	5	6	7
1 Encaisse (001)	-	-	-	-	-	\$ 722 436	\$ 722 436
2 Placements à court terme (005)	-	-	-	-	-	\$ 5 078	\$ 5 078
3 Intérêts courus à recevoir (010)	-	-	-	-	-	\$ 4 391 675	\$ 4 391 675
4 Fonds détenus chez le fiduciaire (090)	5 975 884	-	-	-	-	\$ 5 975 884	\$ 5 975 884
5 Subventions à recevoir MEC-ES (015) Page 11	-	-	-	-	-	\$ 268 161	\$ 268 161
6 Subvention à recevoir GQ (170) Page 13	-	-	-	-	-	\$ 276 577	\$ 276 577
7 Autres montants à recevoir (175,035)	-	-	-	-	-	\$ 7 021 253	\$ 7 021 253
8 Comptes à recevoir Droits de scolarité (020)	276 577	310 270	-	-	-	\$ 3 627 285	\$ 3 627 285
9 Autres comptes à recevoir (030,025)	6 710 983	1 859 159	0	-	-	\$ 404 207	\$ 404 207
10 Avances à d'autres fonds (040,045,050,055,060) Page 16	1 768 106	-	-	-	-	\$ -	\$ -
11 Frais payés d'avance (070)	404 207	-	-	-	-	\$ -	\$ -
12 Stocks (075)	-	-	-	-	-	\$ -	\$ -
13 Placements à long terme (100)	-	-	-	-	-	\$ -	\$ -
14 Obligations et actions (125, 130)	-	-	-	-	-	\$ -	\$ -
15 Prêts hypothécaires et autres prêts (135 et 140)	-	-	-	-	-	\$ -	\$ -
16 Biens immobiliers (145)	-	-	-	-	-	\$ -	\$ -
17 Immobilisations (105, 120) Page 21	-	-	62 537 150	-	-	\$ 62 537 150	\$ 62 537 150
18 Contribution de l'UQSS aux constituantes (110)	-	-	-	-	-	\$ -	\$ -
19 Frais reportés (080)	-	-	-	-	-	\$ -	\$ -
20 Autres actifs (085) (085 115 FI) (150, 155, 160 et 165 pour AF)	-	-	-	-	-	\$ -	\$ -
21 TOTAL DE L'ACTIF	15 135 757	2 169 428	63 648 593	\$ -	\$ -	80 953 778	894 737
							70 784 501
PASSIF							
22 Découvert de banque (201)	845 144	-	-	-	-	\$ 845 144	\$ 845 144
23 Emprunts à court terme (205)	15 700 000	-	-	-	-	\$ 15 700 000	\$ 15 700 000
24 Dépôts de garantie et retenues sur contrat (305,310)	-	-	-	-	-	\$ -	\$ -
25 Subventions à rembourser au MEC-ES (210) Page 11	-	51 171	-	-	-	\$ 2 106 608	\$ 2 106 608
26 Comptes à payer (215,220)	1 904 152	-	-	-	-	\$ 3 627 265	\$ 3 627 265
27 Avances d'autres fonds (225, 230,235,240,245) Page 16	1 842 313	-	151 284	-	-	\$ 596 480	\$ 596 480
28 Salaires, avantages sociaux et déductions à la source (255)	523 746	72 734	1 784 952	-	-	\$ 876 534	\$ 876 534
29 Revenus reportés (260) Page 12	876 534	-	-	-	-	\$ 6 371 206	\$ 6 371 206
30 Dettes à long terme (315,320,325,330,335)	-	-	6 371 206	-	-	\$ -	\$ -
31 Autres passifs (255) (270,275,280 et 285 pour AF)	-	-	-	-	-	\$ -	\$ -
32 Solde de fonds d'affectation d'origine interne (290FF 303 FI) Page 2 et 14	1 392 743	-	-	-	-	\$ 1 392 743	\$ 1 392 743
33 Solde de fonds non affecté (295) Page 2	(7 948 876)	-	-	-	-	\$ (7 948 876)	\$ (7 948 876)
34 Solde de fonds (300) Page 14	-	-	-	-	-	\$ -	\$ -
35 Solde de fonds d'affectation d'origine externe (302) Page 2	-	2 045 523	-	-	-	\$ 2 045 523	\$ 2 045 523
36 Solde de fonds Capital d'affectation interne (340) Page 14	-	-	-	-	-	\$ -	\$ -
37 Solde de fonds Capital d'affectation externe (345)	-	-	-	-	-	\$ -	\$ -
38 Solde de fonds produits non-attribus affectation interne (350) Page 14	-	-	-	-	-	\$ -	\$ -
39 Solde de fonds produits non-attribus affectation externe (355)	-	-	-	-	-	\$ -	\$ -
40 Solde de fonds investi en immobilisations (304)	-	-	-	-	-	\$ -	\$ -
41 Solde de fonds	(6 556 133)	2 045 523	55 341 151	-	-	\$ 55 341 151	\$ 55 341 151
42 TOTAL DU PASSIF ET DU SOLDE DE FONDS	15 135 757	2 169 428	63 648 593	\$ -	\$ -	80 953 777	70 784 501

Université du Québec en Outaouais
Conciliation du solde de fonds - Fonds de fonctionnement
Exercice 2003-2004

	1	2	3	4	5	6
	Solde non réparti	Enseignement Recherche/soutien	Services à la collectivité	Services aux étudiants	Entreprises auxiliaires	TOTAL
1 Solde au début de l'année						(6 573 516)
2 Redressement des années précédentes Page 15		(6 883 002)	(45 719)	(347 475)	702 580	\$5
3 Revenus de l'année Page 5	-	41 304 899	533 489	1 348 400	1 320 274	44 507 062
4 Dépenses de l'année Page 6	-	41 022 893	772 077	1 251 378	1 443 330	44 489 678
5 Résultats de l'année	-	282 006	(238 588)	97 022	(123 057)	17 383
6 Virements des autres soldes de fonds Page 16						\$5
7 Virements à d'autres soldes de fonds Page 16						\$5
8 Solde à la fin de l'année	\$	(6 600 996)	(284 307)	(250 453)	579 523	(6 556 133)
9 Répartition du solde de fonds						
10 Solde de fonds d'affectation d'origine interne		826 725	226 456	0	339 562	1 392 743
11 Solde de fonds non affecté		(7 427 721)	(510 763)	(250 453)	240 061	(7 948 876)

Université du Québec en Outaouais
Conciliation du solde de fonds - Fonds avec restrictions
Exercice 2003-2004

	6
12 Solde au début de l'année	1 906 430
13 Plus : Fonds alloués Page 7	3 401 567
14 Moins : Fonds utilisés Page 8	3 262 474
15 Redressement années précédentes Page 15	\$
16 Virements des autres soldes de fonds Page 16	\$
17 Virements à d'autres soldes de fonds Page 16	\$
18 Solde à la fin de l'année	2 045 523

Université du Québec en Outaouais
Conciliation du solde de fonds - Fonds d'immobilisation
 Année 2003-2004

Page 3

	DÉBIT		CRÉDIT		SOLDE
	1		2		3
1 SOLDE AU DÉBUT DE L'ANNÉE	-		-		54 689 328
2 AJOUT DE CONTRIBUTIONS EXTERNES	-		-		
3 Subventions du gouvernement du Québec (Total des subventions de l'année à la page 13)	-		\$		
4 Contribution du siège social de l'UO	-		1 339 505		
5 Contributions de d'autres Gouvernements (Fédéraux, municipaux)	-		656 319		
6 Dons et subventions non gouvernementaux	-		20 000		
7 Contribution d'une fondation	-				
8 Revenus d'intérêts et de placements (comportant ceux provenant des fonds en fiducies)	-				
9 Gains sur vente d'immobilisations	-		362 402		
10 Autres contributions	-		-		
11 TOTAL DES CONTRIBUTIONS EXTERNES	-		-		2 378 226
12 AJOUT DE CONTRIBUTIONS INTERNES	-		-		
13 Redressements des années antérieures Page 15	-		\$		
14 Immobilisations acquises à même les autres fonds Page 21	-		1 470 177		
15 Revenus du fonds de dotation Page 4	-		\$		
16 Virements d'autres fonds Page 16	-		\$		
17 Autres contributions internes	-		629 246		
18 TOTAL DES CONTRIBUTIONS INTERNES	-		-		2 099 423
19 DÉDUIRE: DÉDUCTIONS INTERNES	-		-		
20 Redressement des années antérieures Page 15	-		\$		
21 Virements à d'autres fonds Page 16	-		\$		
22 TOTAL DES DÉDUCTIONS INTERNES	-		-		\$
23 DÉDUIRE LES DÉPENSES	-		-		
24 Intérêts sur la dette à long terme	-		366 159		
25 Intérêts à court terme et frais bancaires	-		-		
26 Intérêts sur les contrats de location acquisition	-		-		
27 Pertes sur ventes d'immobilisations	-		-		
28 Amortissements d'immobilisations	-		3 248 731		
29 Radiation d'immobilisations	-		210 935		
30 Autres dépenses (comportant l'amortissement des frais d'escompte)	-		-		
31 TOTAL DES DÉPENSES	-		-		3 825 825
32 SOLDE À LA FIN DE L'ANNÉE	-		-		55 341 152

Université du Québec en Outaouais
Conciliation de solde de fonds - Fonds de dotation et autres
 Année 2003-2004

	FONDS DE DOTATION				TOTAL	AUTRE FONDS
	Capital d'affectation interne	Capital d'affectation externe	Produits nets non transférés d'affectation interne	Produits nets non transférés d'affectation externe		
	1	2	3	4	5	6
1 Solde au début de l'année						\$5
2 AJOUTER:						
3 Dons et dotations	-	-	-	-	-	-
4 Redressement Page 15			-	-		\$5
5 Virements des autres fonds Page 16						\$5
6 Revenus de placements	-	-				\$5
7 Gains sur vente de placements	-	-				\$5
8 Transferts des produits nets non transférés			-	-		\$5
9 Autres Ajouts						\$5
10 TOTAL DES AJOUTS	\$	\$	\$	\$	\$	\$
11 DÉDUCTIONS	-	-	-	-	-	-
12 Virements aux autres fonds Page 16						\$5
13 Redressement Page 15						\$5
14 Frais d'opération	-	-				\$5
15 Perte sur vente de placements	-	-				\$5
16 Transferts aux solde de fonds - capital	-	-				\$5
17 Contributions au Fonds de fonctionnement	-	-				\$5
18 Contributions au Fonds avec restrictions	-	-				\$5
19 Contributions au Fonds d'immobilisations	-	-				\$5
20 Autres déductions						\$5
21 TOTAL DES DÉDUCTIONS	\$	\$	\$	\$	\$	\$
22 SOLDE À LA FIN DE L'ANNÉE	\$	\$	\$	\$	\$	\$

	Enseignement	Recherche	Soutien à l'enseignement et à la recherche	Administration	Terrains et bâtiments	Services à la collectivité	Services aux étudiants	Entreprises auxiliaires	Total
1	Droits de scolarité								5 663 077
2	Forfaitaires étudiants étrangers	-	-	403 207	-	-	-	-	403 207
3	Fondateurs des étudiants canadiens non-résidents au Q	-	-	453 184	-	-	-	-	453 184
4	Cotisations des étudiants	-	-	-	-	-	647 036	-	647 036
5	Autres revenus provenant des étudiants	1 434	0	511 171	0	0	0	0	512 605
6	Total des revenus provenant des étudiants	5 663 511	0	1 367 562	0	0	647 036	0	7 678 109
7	Subvention MEO-ES - Concluse Page 8	-	-	32 664 047	-	-	216 000	-	32 882 047
8	Autres subventions provinciales	200 000	35 000	0	0	500	20 000	0	255 500
9	Subventions fédérales	0	262	393 764	0	0	0	0	394 026
10	Autres Subventions	85 669	250 388	0	0	500	11 000	0	381 557
11	Total des subventions	255 669	285 650	33 081 811	0	1 000	248 000	0	33 815 130
12	Revenus d'activités	0	0	6 599	0	0	0	0	6 599
13	Revenus provenant du fonds de dotation - Page 2	0	0	0	0	0	0	0	0
14	Revenus provenant d'une location	0	0	54 000	0	10 000	0	0	64 000
15	Recouvrement de coûts indirects	0	0	70 256	0	0	0	0	70 256
16	Ventes externes	54 221	46 637	63 106	73 356	532 489	432 364	1 320 274	2 772 734
17	Autres revenus (466, 470) Page 16	60	0	0	0	0	0	0	2 234
18	Total des revenus autres	54 281	46 637	117 106	73 356	532 489	432 364	1 320 274	2 915 823
19	TOTAL DES REVENUS	6 013 461	332 287	117 106	34 788 890	73 356	533 489	1 348 400	44 507 042

	Enseignement	Recherche	Soutien à l'enseignement et à la recherche	Administration	Terrains et bâtiments	Services à la collectivité	Services aux étudiants	Entreprises auxiliaires	Total
1	1	2	3	4	5	6	7	8	9
1	Maîtrises sabbatiques								
2	Diversification	722 610	0	196 126	106 989	51 154	90 597	0	2 464 306
3	Clérence	0	0	0	0	0	0	0	0
4	Professeurs chercheurs	12 865 323	13 288	0	0	24 483	0	0	12 878 611
5	Chargés de cours	5 418 672	0	0	0	0	0	0	5 443 155
6	Personnel associé à l'enseignement et à la recherche	362 503	66 992	0	0	13 487	0	0	442 981
7	Personnel associé à l'enseignement et à la recherche	169 596	30 530	96 610	0	83 691	33 805	70 761	575 686
8	Personnel professionnel non-enseignant	1 390 159	0	504 623	746 449	205 977	178 165	0	3 144 439
9	Personnel de soutien technique	453 623	0	1 331 365	184 388	0	0	0	1 952 326
10	Personnel de soutien de bureau	1 479 268	18 307	257 285	835 682	57 389	99 974	0	2 788 282
11	Personnel de métier et personnel ouvrier	0	0	0	245	0	0	32 495	286 317
12	Avantages sociaux	3 827 627	28 103	417 563	584 433	60 941	75 255	16 824	8 132 281
13	Total des maîtres sabbatiques et des avantages sociaux	26 899 484	220 320	2 833 793	3 673 717	492 115	477 784	120 080	35 019 688
14	Frais pour congés sabbatiques et d'études	30 205	0	0	0	0	0	0	30 205
15	Postdoctoraux	0	669	0	0	0	0	0	669
16	Formation et perfectionnement	93 100	0	9 688	101 029	0	0	1 948	205 774
17	Frais de déplacement et de représentation	545 442	126 620	14 397	142 866	10 247	8 081	0	924 644
18	Bourats	3 750	11 712	0	132 000	0	11 000	0	169 462
19	Dépenses de publications et consultations	64 321	23 300	0	18 865	0	5 473	3 135	168 619
20	Fournitures et matériaux	453 262	31 012	106 086	291 325	54 915	30 014	34 239	887 235
21	Coûts des marchandises vendues	6261	0	0	0	0	0	119 452	120 078
22	Frais de services	649 031	55 663	45 225	329 672	953 091	614 645	260 977	2 999 057
23	Voyages et déplacements	8 918	5 040	701 116	0	0	0	0	716 073
24	Dépenses liées aux bâtiments	0	0	89 445	0	0	22 315	122 746	1 192 885
25	Locations de locaux	0	0	0	0	160	0	8 791	46 482
26	Immobilisations - Achat et locations	25 526	13 304	428 326	3 904	4 911	34 555	96 338	743 613
27	Dépenses graticules	0	0	30	440 756	0	0	468 074	928 866
28	Transfert de coûts indirects	0	0	0	0	10 399	488	73 338	84 225
29	Autres dépenses - Chaux page 18	0	0	0	98 964	0	0	64 212	163 176
30	Total des dépenses autres	1 820 291	287 618	1 404 312	1 560 521	2 060 453	773 584	1 322 260	9 468 390
31	Ventes marchandises	0	0	0	0	0	0	0	0
32	Ventes intérieures	0	0	0	0	0	0	0	0
33	Total avant dépenses exceptionnelles	26 499 775	487 938	3 998 105	5 238 237	2 600 637	772 077	1 443 330	44 488 678
34	Dépenses exceptionnelles - Chaux page 18	0	0	0	0	0	0	0	0
35	TOTAL DES DÉPENSES	26 499 775	487 938	3 998 105	5 238 237	2 600 637	772 077	1 443 330	44 488 678

Université du Québec en Outaouais
Revenus - Fonds avec restrictions
Année 2003-2004

Page 7

	Enseignement	Recherche	Soutien enseignement recherche	Administration	Terrains et bâtiments	Services à la collectivité	Services aux étudiants	Entreprises auxiliaires	Total
	1	2	3	4	5	6	7	8	9
1 Subvention MEC-ES (475) Page 9)	0	0	0	0	0	25 000	291 200	0	316 200
2 Autres subventions provinciales (490, 495, 410)	0	974 616	0	0	0	0	0	0	974 616
3 Subventions fédérales (415, 420)	0	2 065 876	0	0	0	0	0	0	2 065 876
4 Autres Subventions (425, 426, 430)	0	44 875	0	0	0	145 844	(145 844)	0	44 875
5 Total des subventions	0	3 085 367	0	0	0	170 844	145 356	0	3 401 567
6 Intérêts et dividendes (435)	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7 Revenus provenant du fonds de dotation (445) Page 3	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8 Revenus provenant d'une fondation (446)	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9 Ventes externes (460)	0	(0)	0	0	0	0	0	0	(0)
10 Ventes aux étudiants (461)	0	0	0	0	0	0	0	0	0
11 Autres revenus (466, 470) Page 18	0	0	0	0	0	0	0	0	0
12 Total des revenus autres	0	(0)	0	0	0	0	0	0	(0)
13 TOTAL DES REVENUS	0	3 085 367	0	0	0	170 844	145 356	0	3 401 567

Université du Québec en Outaouais
Dépenses - Fonds avec restrictions
Exercice 2003-2004

Page 8

	Enseignement	Recherche	Soutien enseignement recherche	Administration	Terrains et bâtiments	Services à la collectivité	Services aux étudiants	Entreprises auxiliaires	Total
1	2	3	4	5	6	7	8	9	
1 Masses salariales	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2 Direction	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3 Gérance	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4 Professeur-chercheur	0	95 178	0	0	0	0	0	0	95 178
5 Chargés de cours	0	0	0	0	0	22 080	0	0	22 080
6 Personnel associé à l'enseignement et à la recherche	0	463 063	0	0	0	0	0	0	463 063
7 Personnel auxiliaire à l'enseignement et à la recherche	0	502 976	0	0	0	3 956	2 501	0	509 424
8 Personnel professionnel non-enseignant	0	0	0	0	0	21 709	0	0	21 709
9 Personnel de soutien technique	0	38 299	0	0	0	0	0	0	38 299
10 Personnel de soutien de bureau	0	16 184	0	0	0	0	0	0	16 184
11 Personnel de métier et personnel ouvrier	0	0	0	0	0	0	0	0	0
12 Avantages sociaux	0	175 303	0	0	0	4 982	320	0	180 604
13 Total des masses salariales et des avantages sociaux	0	1 291 003	0	0	0	82 728	2 821	0	1 366 551
14 Frais pour congés sabbatiques et d'études	0	0	0	0	0	0	0	0	0
15 Postdoctoraux	0	149 828	0	0	0	0	0	0	149 828
16 Formation et perfectionnement	0	0	0	0	0	0	0	0	0
17 Frais de déplacement et de représentation	0	303 677	0	0	0	42 289	0	0	345 966
18 Bourses	0	187 726	0	0	0	0	193 500	0	381 226
19 Dépenses de subventions et cotisations	0	302 277	0	0	0	5 033	0	0	307 310
20 Fournitures et matériels	0	100 419	0	19 114	0	5 271	0	0	124 804
21 Coûts des marchandises vendues	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22 Frais de services	0	228 337	0	143 333	0	19 819	0	0	391 488
23 Volumes et périodiques	0	16 809	0	0	0	2 308	0	0	18 917
24 Dépenses reliées aux bâtiments	0	0	0	0	0	0	0	0	0
25 Locations de locaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26 Immobilisations - Achats et locations	0	105 590	0	0	0	3 655	0	0	109 245
27 Dépenses d'intérêts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
28 Transfert de coûts indirectes	0	70 386	0	0	0	16 773	0	0	87 140
29 Autres dépenses - Détails page 18	0	0	0	0	0	0	0	0	0
30 Total des dépenses autres	0	1 464 829	0	162 446	0	95 148	193 500	0	1 815 923
31 Virements interfonctions	0	0	0	0	0	0	0	0	0
32 Venues internes	0	0	0	0	0	0	0	0	0
33 Total avant dépenses exceptionnelles	0	2 755 832	0	162 446	0	147 875	196 231	0	3 062 474
34 Dépenses exceptionnelles - Detail page 19	0	0	0	0	0	0	0	0	0
35 TOTAL DES DÉPENSES	0	2 755 832	0	162 446	0	147 875	196 231	0	3 062 474

